

## **Note de synthèse** **Conseil Communautaire du 4/12/2014**

### **1. Approbation du compte rendu du 23/10/2014**

### **2. Rapport définitif de la CLECT**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211 ;
- Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;
- Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu les Délibérations n° 2014/003 et n° 2014/004 de la CCCPS portant respectivement sur le passage à la Fiscalité Professionnelle Unique et la Création de la CLECT.

Le Président informe que la Commission Locale d'Évaluation des Charges transférées s'est tenue le 3 novembre 2014 en présence du Bureau d'études KPMG et que la Commission a approuvé le rapport présenté en annexe en acceptant que certaines modifications soient encore apportées par les services, tant que celles-ci ne modifient pas la substance et les règles adoptées.

Le rapport est joint en annexe.

**Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur ce rapport, de valider les montants de l'attribution de compensation par Communes.**

### **3. Modification sur délibération CCCPS/2014/145 – 7.3.1**

**La commune de Crest** a souscrit auprès de la Société de Financement Local (ex Dexia Crédit Local), le 19 septembre 2005, un contrat de prêt n° MIN500480EUR, d'un montant de 590 000 €. Après échéance du 1er novembre 2014, le capital global restant dû s'élève à 387 716,83 €.

La Commune de Crest et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes une partie de cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour la piscine, au titre des compétences transférées. Ainsi, 369 631,64 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de Crest et 18 085,19 € sont à la charge de la communauté de communes.

**La commune de Crest** a souscrit auprès du Crédit Mutuel, le 9 décembre 2011, un contrat de prêt n° 08931 203124 04, d'un montant de 300 000 €. Après échéance du 28 novembre 2014, le capital global restant dû s'élève à 270 639,73 €.

La Commune de Crest et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes une partie de cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées en 2012 pour la piscine « sécurisation vidange » et ce au titre des compétences transférées. Ainsi, 264 181,60 € de ce capital restant dû restent à la charge de la Commune de Crest et 6 458,13 € sont à la charge de la communauté de communes.

**La commune de Crest** a souscrit auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 10 janvier 2003, un contrat de prêt n° 000843501, d'un montant de 200 000 €. Après l'échéance du 21 octobre 2014, le capital global restant dû s'élève à 56 987,76 €.

La Commune de Crest et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes une partie de cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées en 2012 pour la conformité de la déchetterie pour 4 677,96 € et dépenses diverses pour 28 493,88 € et ce au titre des compétences transférées. Ainsi, 23 815,92 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de Crest et 33 171,84 € sont à la charge de la communauté de communes.

<b>Etablissement bancaire</b>	<b>N° emprunt</b>	<b>Affectation initiale</b>	<b>Capital restant dû</b>
Crédit Mutuel	n° 203124 04	Piscine Sécurisation vidange	6 458,13 €
Sté Financement Local	MIN500480EU	Piscine Rénovation bassin	18 085,19 €
Crédit Agricole SRA	n° 843501	Rénovation des courts de tennis Déchetterie conformité et Divers	33 171,84 €
<b>TOTAL</b>			<b>57 715,16 €</b>

#### **4. Transfert des emprunts de la Commune de Crest à la CCCPS correspondant aux équipements transférés**

**La commune de Crest** a souscrit auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 23 octobre 2007, un contrat de prêt n° 73377, d'un montant de 500 000 €. Après échéance du 15 février 2014, le capital global restant dû s'élève à 362 175,85 €.

La Commune de Crest et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes une partie de cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour la rénovation des courts de tennis, au titre des compétences transférées. Ainsi, 369 631,72 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de Crest et 45 024,34 € sont à la charge de la communauté de communes.

**La commune de Crest** a souscrit auprès Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 07 juillet 2003, un contrat de prêt n° 46497 d'un montant de 200 000,00 €. Après échéance du 15 octobre 2014, le capital global restant dû s'élèvera à 61 684,08 €

La Commune de Crest et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour divers travaux au titre des compétences transférées. Ainsi, 30 841,73 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de Crest et 30 842,35 € sont à la charge de la communauté de communes.

**La commune de Crest** a souscrit auprès de la Société Générale, le 04 mai 2001, un contrat de prêt n° 12079 d'un montant de 304 898.03 €. Après échéance du 10 novembre 2014, le capital global restant dû s'élèvera à 42 136,01 €

La Commune de Crest et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour containers enterrés au titre des compétences transférées. Ainsi, 18 468,30 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de Crest et 23 667,71 € sont à la charge de la communauté de communes.

**La commune de Crest** a souscrit auprès de la Société Générale, le 15 janvier 2004, un contrat de prêt n° 15108 d'un montant de 200 000,00 €. Après échéance du 27 octobre 2014, le capital global restant dû s'élève à 71 363,22€

La Commune de Crest et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées dans le cadre de la rénovation piscine pour 26 147,70 €, la conformité Déchetterie pour 16 881,28 € et Divers pour 28 334,24 € et ce au titre des compétences transférées.

**La commune de Crest** a souscrit auprès de la Société Générale, le 23 septembre 2005, un contrat de prêt n° 15887 d'un montant de 200 000,00 €. Au Après échéance du 03 octobre 2014, le capital global restant dû s'élèvera à 127 762,83 €

La Commune de Crest et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées dans le cadre de la remise en état du broyeur à la déchetterie pour 10 906,54 €, la conformité de l'accès à la déchetterie pour 20 301,66 € et ce au titre des compétences transférées. Ainsi 96 554,63 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de Crest et 31 208,20 € sont à la charge de la communauté de communes.

**La commune de Crest** a souscrit auprès de la Caisse d'Epargne, un contrat de prêt n° 3583446. Après échéance du 25 novembre 2014, le capital global restant dû s'élève à 167 861,32 €

La Commune de Crest et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour Divers travaux pour 44 044,12 € et dans le cadre des BIE pour 41 965,35 € au titre des compétences transférées. Ainsi, 81 851,86 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de Crest et 86 009,46 € sont à la charge de la communauté de communes.

<b>Etablissement bancaire</b>	<b>N° emprunt</b>	<b>Affectation initiale</b>	<b>Capital restant dû</b>
Crédit Agricole SRA	n° 73377	Rénovation des courts de tennis	45 024,34 €
Crédit Agricole SRA	N° 4697	Divers	30 842,35 €
Société Générale	n° 12079	Containers enterrés et Divers	23 667,71 €
Société Générale	n° 15108	Piscine rénovation Déchetterie conformité et Divers	71 363,22 €
Société Générale	n°15887	Remise en état du broyeur et conformité accès déchetterie	31 208,20 €
Caisse d'Epargne	n° 3583446	Divers et BIE	86 009,46 €
<b>TOTAL</b>			<b>288 115,28 €</b>

***Le Conseil Communautaire est sollicité pour accepter le transfert de ces emprunts auprès de la CCCPS pour les montants liés au capital restant dû, tels que présentés ci-dessus.***

## **5. Reprise des emprunts liés aux STEP**

Dans le cadre du transfert de compétence « Assainissement des eaux usées », les communes du territoire de l'ex CCPS qui disposait alors d'une unité de traitement des eaux usées ont transféré cet équipement à la CCCPS. Il convient à ce titre de procéder au transfert des emprunts associés à ces équipements.

**La commune de Chastel Arnaud** a souscrit auprès de la Caisse d'Epargne Loire-Drôme-Ardèche, le 5 mars 2002, un contrat de prêt n° CC10202687221, d'un montant de 22 867 €. Après l'échéance du 5 mai 2014, le capital global restant dû s'élève à 3 944,63 €.

La commune de Chastel Arnaud et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour la réalisation des stations d'épuration (Rif des Fauries et Les Auberts).

**La commune de La Chaudière** a souscrit auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 15 novembre 2012, un contrat de prêt n° 699521, d'un montant de 80 000 €. Après l'échéance du 30 janvier 2014, le capital global restant dû s'élève à 74 470,46 €.

La commune de La Chaudière et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes une partie de cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour la réalisation de la STEP ainsi que d'autres aménagements du village. Ainsi, 56 275,52 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune de La Chaudière et 15 770 € sont à la charge de la communauté de communes.

**La commune de Vercheny** a souscrit auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 1er mars 2012, un contrat de prêt n° 612570, d'un montant de 167 664 €. Après l'échéance du 1er mars 2014, le capital global restant dû s'élève à 152 765,54 €.

La commune de Vercheny et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour la réalisation de la station d'épuration.

**La commune d'Espenel** a souscrit auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 25 mars 2010, un contrat de prêt n° 325084, d'un montant de 163 777,67 €. Après l'échéance du 25 mars 2014, le capital global restant dû s'élève à 163 777,67 €.

La commune d'Espenel et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour la réalisation de la station d'épuration.

**La commune d'Aurel** a souscrit auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 30 juin 2010, un contrat de prêt n° 207449, d'un montant de 145 854 €. Après l'échéance du 30 juin 2014, le capital global restant dû s'élève à 132 691,04 €.

La commune d'Aurel et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour la réalisation de la station d'épuration.

**La commune de Rimon et Savel** a souscrit auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 24 juin 2009, un contrat de prêt n° 235169, d'un montant de 25 000 €. Après échéance du 1er octobre 2014, le capital global restant dû s'élève à 20 664,59 €.

La commune de Rimon et Savel et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour la réalisation de la station d'épuration.

<b>Etablissement bancaire</b>	<b>N° emprunt</b>	<b>Capital restant dû</b>
Caisse d'Epargne	n° CC10202687221	3 944,63 €
Crédit Agricole SRA	N° 699521	15 770,00 €
Crédit Agricole SRA	n° 612570	152 765,54 €
Crédit Agricole SRA	n° 325084	163 777,67 €
Crédit Agricole SRA	n° 207449	132 691,04 €
Crédit Agricole SRA	235169	20 664,59
<b>TOTAL</b>		<b>489 613,47 €</b>

***Le Conseil Communautaire est sollicité pour accepter le transfert de ces emprunts auprès de la CCCPS pour les montants liés au capital restant dû, tels que présentés ci-dessus.***

## **6. La fibre optique : Adhésion à ADN**

Le Président explique que le Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique a été créé en 2007 par les deux Conseils généraux de l'Ardèche et de la Drôme et la Région Rhône-Alpes afin de couvrir l'ensemble du territoire bi-départemental par le très haut débit d'ici 2025, hors mis les zones agglomérées concernées par les investissements privés.

Par ailleurs, compte tenu des avantages indéniables de la fibre optique par rapport aux autres technologies actuellement disponibles, ces acteurs ont choisi de déployer cette technologie pour leurs territoires. Une première phase de travaux a été engagée par le Syndicat ADN depuis 5 ans, qui a permis de construire près de 2 200 kms d' « autoroutes départementales » et de connecter près de 800 clients à ce réseau fibre optique.

La phase 2, à venir, consiste à poursuivre le déploiement de la fibre à partir de ce réseau principal pour raccorder l'ensemble des prises existantes sur le territoire, communément appelé « déploiement FFTH (Fiber To The Home) ».

Anticipant le projet de déploiement du très haut débit sur son territoire, la CCCPS a pris la compétence Fibre optique lors du Conseil Communautaire du 04/01/2014. La réalisation de cette deuxième phase nécessite l'implication des EPCI. A ce titre, chaque EPCI qui souhaite le déploiement de la fibre optique peut adhérer au Syndicat ADN. ADN prévoit de raccorder 50 % des prises de l'intercommunalité sur les 5

premières années du déploiement. Par ailleurs, les zones prioritaires de déploiement de la fibre seront débattues au sein de chaque intercommunalité, comme prévu par ADN.

La construction et le déploiement du réseau seront assurés sous la maîtrise d'ouvrage d'ADN qui deviendra propriétaire du réseau. L'exploitation technique et la commercialisation du réseau seront confiées à un exploitant privé dans le cadre d'une délégation de service public (affermage).

La participation financière au fonctionnement du Syndicat et à l'investissement est donc calculée pour les 9 300 prises FTTH identifiées mais dont le chiffre sera précisé suite à une étude de piquetage. Il s'élève à : 24 850 euros / an pour le fonctionnement pour une durée indéterminée. L'investissement s'élève à 2 790 000 euros sur une période de 10 ans, pour un reste à charge de l'intercommunalité de 300 euros/prise à raccorder. Ce budget comprend les subventions des Départements, de la Région et de l'Etat.

Chaque EPCI adhérente sera représentée au sein du Conseil syndical d'ADN (1 EPCI = 1 voix). Afin de faciliter l'intervention d'ADN et de ses prestataires, chaque intercommunalité devra identifier un élu référent par mairie ainsi qu'un référent (technicien / élu) pour la Communauté de Communes.

Il est rappelé que l'adhésion de la CCCPS ne sera validée qu'après son approbation au sein de chaque conseil municipal. Une délibération type sera transmise aux Communes.

La Commission Fibre souhaite, et ce malgré l'intérêt du projet et la nécessité d'adhérer aujourd'hui, émettre ses craintes quant au coût de fonctionnement dont on ne connaît pas l'évolution qui s'imposera à chaque EPCI adhérente, et à la possibilité des intercommunalités membres de faire entendre leur voix au sein du Syndicat compte tenu du schéma de gouvernance proposé (40 voix pour les EPCI contre 60 voix pour les 3 CT fondatrices en conseil syndical, et 9 contre 6 en bureau).

Les statuts du Syndicat sont en pièce annexe.

***Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire d'approuver l'adhésion de la Communauté de Communes au Syndicat Ardèche Drôme Numérique et d'émettre toutefois les réserves ci-dessus énoncées, de nommer un élu délégué au Syndicat.***

## **7. Création d'un service mutualisé pour l'instruction des ADS et création de poste «instruction des demandes d'urbanisme »**

Le Président explique qu'au 1er mars 2015, la DDT n'instruira plus les autorisations d'urbanisme des Communes ayant la compétence (Communes dotée d'un POS, PLU ou d'une carte communale prise avec la compétence « délivrance des actes d'urbanisme au nom de la Commune »). Sur la CCCPS, les Communes concernées sont : Aouste-sur-Sye, Espenel, Mirabel-et-Blacons, Piégros-la-Clastre et Saillans. La Commune de Crest a déjà un service interne depuis plusieurs années. Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les communes ayant jusqu'alors une carte communale à « compétence Etat » récupéreront automatiquement la compétence « délivrance des actes d'urbanisme au nom de la Commune » et seront donc concernées par le service mutualisé. Aujourd'hui, seule la Commune d'Aurel est dans ce cas.

La création d'un service mutualisé entre les Communes concernées de la CCCPS permet de garantir la poursuite du service actuellement porté par la DDT à l'échelle de l'intercommunalité.

Les calculs avec les chiffres 2013 (en Equivalents Permis de Construire – EquPC) ont permis d'estimer le besoin actuel d'un tel service à 1 ETP répartie de la façon suivante : 2/3 sur l'instruction 1/3 sur les missions annexes (contrôles, réunion avec les maires et porteurs de projet, veille juridique...)

Les maires concernés ont été réunis le 30 Octobre pour échanger sur les simulations de coûts et de participations à un tel service. Les échanges ont mené aux propositions suivantes :

- Seules les communes concernées dès 2015 participent financièrement au service pour l'instant
- Un droit d'entrée sera calculé pour les communes qui l'intégreront en 2017
- La part de participation des communes au cout du service, sera réajustée chaque année au prorata du nombre d'EquPC de l'année N-1 par rapport au cout réel du service.
- Création de 2 mi-temps dans un premier temps pour éviter les absences lors de congés, d'arrêt maladie..., si le recrutement est infructueux, création d'un temps plein (Proposition d'une convention dans le courant Janvier / délibération des communes sur la convention avant le 15 février / signature en février-mars

Les simulations financières :

Cout du service pour la CCCPS	2015	2016	2017
salaires	17 500	30 600	31 212
logiciel (10 000€ amorti sur 5 ans) + ordinateur, bureau...(en année 1)	4 500	2 000	2 000
secrétariat (20%)	3 500	6 120	6 242
gestion administrative et management	1 167	2 040	2 081
charges de structure + contrat logiciel	1 167	2 000	2 000
assurance + avocat	875	1 530	1 561
<b>TOTAL</b>	<b>28 708</b>	<b>44 290</b>	<b>45 096</b>

Cout du service pour les communes	EquPC 2013	part/ss-tot	part prévisionnelle 2015*	part prévisionnelle 2016*	part/tot	part prévisionnelle 2017*
Aouste-sur-Sye	76,50	39,8%	11 438,48	17 646,80	38,7%	17 440,99
Espenel	5,40	2,8%	807,42	1 245,66	2,7%	1 231,13
Mirabel-et-Blacons	42,80	22,3%	6 399,57	9 872,98	21,6%	9 757,84
Piégros-la-Clastre	25,00	13,0%	3 738,06	5 766,93	12,6%	5 699,67
Saillans	42,30	22,0%	6 324,80	9 757,64	21,4%	9 643,84
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>192,00</b>		<b>28 708,33</b>	<b>44 290,00</b>		
Aurel	5,80				2,9%	1 322,32 € + droit d'entrée pour l'investissement à calculer
<b>TOTAL</b>	<b>197,80</b>					<b>45 095,80</b>

\*la part qui revient à chaque commune sera réactualisée chaque année en fonction du nombre d'EquPC traité par an N-1

Après avoir réuni les Maires pour leur présenter le nouveau service et les impacts financiers pour les Communes, et sur leur demande, le Bureau propose de créer le service mutualisé pour l'instruction des ADS à compter du 1er mars 2015. Pour cela, il propose de créer un poste à temps complet. Pour une meilleure gestion du service il est préférable de créer 2 postes à mi-temps, mais administrativement et au vu des délais et des possibles difficultés de recruter deux mi-temps, il est proposé de créer également 1 poste à temps complet. Suite au recrutement, il sera proposé au Conseil Communautaire de fermer soit les 2 mi-temps, soit le poste à temps complet dans les catégories non pourvues.

**Il est demandé au Conseil Communautaire :**

- ***d'autoriser le Président à créer le service mutualisé pour l'instruction des ADS,***
- ***d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat avec l'Etat,***
- ***d'autoriser le Président à créer deux postes d'emploi de la filière administrative de la catégorie C au cadre d'emploi d'Adjoint Administratif sur des postes à temps non complet de 17h30mn hebdomadaire à compter du 1er mars 2015,***
- ***d'autoriser le Président à créer un poste d'emploi de la filière administrative de la catégorie C au cadre d'emploi d'Adjoint Administratif sur un poste à temps complet de 35h hebdomadaire à compter du 1er mars 2015,***
- ***d'autoriser le Président à recruter un non titulaire sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi,***
- ***d'autoriser le Président, sous réserve de n'avoir pu recruter en filière administrative, la création des postes (2 postes à mi-temps et 1 poste à temps complet), en filière technique de la catégorie C au cadre d'emploi des Adjoints techniques ou au cadre d'emploi des Agents de Maîtrise,***
- ***d'autoriser le Président, sous réserve de n'avoir pu recruter en catégorie C, la création des postes (2 postes à mi-temps et 1 poste à temps complet) en filière administrative en catégorie B au cadre d'emploi des Rédacteurs et/ou la création des postes en filière technique en catégorie B au cadre d'emploi des Techniciens,***
- ***de préciser que l'échelon sera défini dans l'acte administratif,***
- ***d'autoriser le Président à signer les documents relatifs à la décision.***

## **8. Travaux du siège**

Le Président explique que lors de la création des Bureaux au Siège de la CCCPS, il a été convenu de faire au plus vite et de créer le nombre de bureaux suffisants pour accueillir les agents. Suite à la création du service mutualisé, il apparaît que le nombre de bureaux n'est pas suffisant, c'est pourquoi il est proposé d'agrandir, et ce dans la partie prévue à cet effet.

La proposition est de créer la surface maximale possible soit 3 bureaux pour un coût prévisionnel de 29 000 euros HT. Pour optimiser le hangar des services techniques, il est proposé une option : la création d'une mezzanine pour un coût prévisionnel de 10 000 € HT.

Le plan est en annexe ainsi que le devis.

Le Bureau propose la création de ces bureaux indispensables au bon fonctionnement des services



***Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur ces travaux et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision ainsi que le permis de construire et faire un prêt bancaire si nécessaire.***

## **9. Projet centre aquatique**

Le Président explique que dans le cadre de la dernière délibération, il était prévu que des études complémentaires devaient être lancées afin de définir le projet de centre aquatique au sein de la Communauté de Communes.

La Commission Sport a repris le projet et un premier rendu a eu lieu par le Bureau d'études Service Public 2000. Celui-ci a permis de mettre en lumière les enjeux et fondamentaux du projet en fonction des besoins du territoire. Le déroulement de l'étude se fait en plusieurs phases :

- Actualisation de l'étude de faisabilité,
- Actualisation/reprise du scénario et proposition de 2 scénarii,
- Tableau de surfaces,
- Fiche financière,
- Evaluation en coût global,
- Planning de l'opération,
- Etude des modes de réalisation.

La Commission a donc, lors de sa dernière rencontre, approuvé la première phase c'est-à-dire l'étude de faisabilité et a travaillé le 24 novembre dernier sur la conception d'un scénario en partant de scénarii possibles.

L'étude est en annexe.

Le conseil doit se positionner sur les enjeux et fondamentaux qui sont les bases de conception d'un projet de notre centre aquatique.

### **Les enjeux**

- Contribuer à combler le déficit avéré en termes d'équipements aquatiques à l'échelle de la Communauté de Communes.
- Fournir aux habitants et usagers de la Communauté de Communes de nouveaux services - en cohérence avec le profil socio-économique et socio-démographique du territoire- et tout au long de l'année.
- Profitant de la bonne accessibilité du site d'implantation, constituer un pôle d'animation du territoire, un équipement familial et un point de rencontre que les habitants et usagers de la Communauté de Communes puissent s'approprier.
- Donner lieu à un outil d'apprentissage efficient et de proximité, permettant l'accueil des scolaires tout au long de l'année et dans des conditions conformes aux exigences du savoir-nager.
- Penser un équipement non seulement à l'échelle communautaire mais aussi à l'échelle de la Vallée de la Drôme-Diois, soit à une échelle :
  - ⇒ Cohérente avec la zone de chalandise prévisionnelle de l'équipement et avec les migrations pendulaires observées,

- ⇒ Cohérente avec la mise en œuvre du schéma de développement touristique. Le futur équipement permettra de conforter le positionnement touristique de la Vallée et en dynamisera l'attractivité,
- ⇒ Cohérente dans une perspective d'efficience publique : la concurrence entre équipements publics est à proscrire.
- Proposer un projet économiquement maîtrisé tant en investissement qu'en fonctionnement (rationalisation des espaces / accent mis sur la polyvalence et la modularité).

Privilégier un équipement polyvalent qui fasse la synthèse entre les usagers scolaires, le grand public et le public touristique et qui contribue à une animation « quatre saisons » du territoire.

#### **Les fondamentaux**

- Une surface de plan d'eau fonctionnant à l'année supérieure à 500 m<sup>2</sup> afin, de répondre aux besoins actuels, d'anticiper les évolutions démographiques du territoire et de favoriser l'attractivité de l'équipement au-delà des frontières actuelles de la CCCPS.
- Des surfaces de plan d'eau répondant à la demande des publics-cibles de l'équipement : grand public, touristes et scolaires.
- Un équipement qui privilégie les dimensions suivantes des pratiques aquatiques : sport-santé / sport-apprentissage / détente-loisirs.
- La création d'espaces de rencontres et de convivialité au sein de l'équipement confirmant le site comme un véritable lieu de vie pour les Communes de la CCCPS : espace accompagnateurs / terrasses végétales / terrasses minérales.
- Des aménagements garantissant un maintien de l'attractivité en période estivale : aménagements aquatiques et terrestres extérieurs (restant à définir).
- Des aménagements qui constituent une vraie valeur ajoutée par rapport à des équipements de proximité et qui apportent des réponses aux besoins spécifiques du territoire en cohérence avec la charte de territoire.

Une « colonne vertébrale » du futur équipement à étoffer : objet des réunions de travail de pré-programmation avec la CCCPS.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur ces enjeux et fondamentaux afin que le travail de la Commission puisse se poursuivre.***

#### **10. Convention relative à la prestation de service pour l'établissement des rôles d'assainissement**

Le Président explique que depuis le 1er mars, la CCCPS est compétente pour ce qui concerne l'assainissement collectif pour sa partie traitement. A ce titre, elle doit collecter les recettes « traitement » de la redevance assainissement des communes. Une rencontre avait eu lieu en juin 2014 pour valider le principe selon lequel :

- La Commune édite une facture unique (en intégrant sur la facture le logo de la CCCPS et une mention qui reste à définir « redevance traitement assainissement CCCPS ») pour son rôle d'eau (réseau + traitement des eaux usées) et l'utilisateur ne constatera pas d'incidence dans le paiement de ses factures.

- Celle-ci prendra en charge la collecte de la redevance et en établissant directement un rôle multi-créancier, la part intercommunale de la redevance collectée sera reversée directement par les services de la Trésorerie.
- La CCCPS rétribue la Commune pour la prestation d'établissement des rôles selon le calcul suivant :
  - ⇒ Temps d'élaboration d'un rôle partagé entre la partie eau potable, réseau d'assainissement et traitement : 0.08 h par rôle
  - ⇒ Coût d'un rôle : temps d'élaboration X salaire horaire chargé de la personne.

***Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette convention entre les Communes et la CCCPS visant à organiser la facturation de la redevance assainissement, d'accepter le principe du rôle multi créanciers et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

#### **11. Convention de mise à disposition d'un agent technique pour l'entretien de la STEP de Vercheny**

Le Président explique que suite aux négociations sur la fusion et afin de ne pas déséquilibrer le service technique de la Commune, l'entretien de la STEP de Vercheny est assuré par un agent mis à disposition de la CCCPS par la Commune. Il convient de régler juridiquement cette situation au titre d'une convention de mise à disposition de personnel pour organiser son travail. Le travail effectué sur la station sera comme toute mise à disposition, sous la responsabilité du Président.

La convention est en pièce jointe.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer sur cette convention.***

#### **12. Convention relative à la gestion des espaces communs de l'immeuble Chantebise**

Le Président explique que dans le cadre de la création de la Micro crèche, des travaux conjoints ont été conduits avec la Commune de Piégros la Clastre et il convient désormais d'organiser la gestion des espaces communs.

Il est proposé pour simplifier la gestion des biens de signer une convention régissant les relations des deux collectivités.

Cette convention est en annexe.

Elle rappelle le contenu habituel des parties Communes et précise que la chaufferie est une partie Commune. Elle précise ensuite les charges qui concernent les communs à savoir :

Parmi les frais de conservation et d'entretien, on compte :

- les dépenses d'entretien (éclairage, de réparations,
- les dépenses de reconstruction des parties Communes et de l'immeuble,
- les frais de fonctionnement de la chaufferie : bois de chauffage, électricité, eau, entretien de la chaudière (entretien hebdomadaire et annuel), contrôle de l'extincteur,
- les frais de ravalement des façades.

Concernant les frais d'administration, on note :

- Les primes d'assurances.

Enfin, la convention prévoit que les dépenses seront prises en charges par la Commune de Piégros la Clastre qui établira annuellement un relevé de ces charges pour les refacturer à la CCCPS.

***Il est demandé de valider cette convention afin d'organiser la gestion des espaces communs dans l'immeuble Chantebise et d'autoriser la Vice-Présidente en charge du social de signer les actes afférents à cette décision.***

### **13. Avenants aux conventions en lien avec l'enfance et la jeunesse**

Le Président explique que dans un souci d'efficacité, il est préférable de reconduire certaines conventions d'objectifs qui nous lient avec les associations gestionnaires de certains de nos services

- Convention avec « les Tchoupinets » : la convention arrive à terme le 31/12/2014 et il est proposé de la reconduire pour une durée d'un an afin que son échéance concorde avec celle du contrat enfance jeunesse (pour la partie ex CCC).
- Convention avec la CCVD pour l'accès au multi accueil « Les Tchoupinets » : la convention arrive à terme le 31/12/2014 et il est proposé de la reconduire pour une durée d'un an afin que son échéance concorde avec celle du contrat enfance jeunesse (pour la partie ex CCC).
- Convention avec « Les P'tits Bouts » : la convention arrive à terme le 30/06/2016 et il est proposé de l'harmoniser dans sa durée avec les autres conventions ci-dessus afin que son échéance concorde avec celle du contrat enfance jeunesse (pour la partie ex CCPS). Par conséquent, cette convention court jusqu'au 31/12/2016.
- Convention de partenariat avec le RAM des 3 Vallées et la CCVD arrive à terme le 31/12/2014 et il est proposé de la reconduire pour une durée d'un an afin que son échéance concorde avec celle du contrat enfance jeunesse.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer sur l'ensemble des avenants sus-cités.***

### **14. Fusion administrative des 2 Relais d'Assistantes Maternelles**

Le Président explique que depuis la fusion, la CCCPS dispose en gestion directe de 2 Relais Assistants Maternels : un sur Piégros la Clastre, l'autre sur Crest. Chacun dispose d'une animatrice à mi-temps, soit 17,5 heures/semaine.

La création de la CCCPS a permis l'ajustement des RAM afin d'améliorer leur fonctionnement et de ce fait, le service rendu aux familles. Le travail en cours permettra d'harmoniser davantage le service, mais d'ores et déjà, et afin que la CAF prenne en compte cet acte administratif, il est proposé la fusion administrative des 2 RAM au niveau de la CAF mais de garder les deux antennes.

Cette nouvelle organisation purement administrative permettra :

- la facilitation du travail des animatrices, notamment lors des bilans à transmettre à la CAF,
- la cohérence au vu du contexte local et du travail déjà mis en place.

Mais

- aucune conséquence en ce qui concerne les familles,
- aucune conséquence en terme de financement à partir du moment où le temps de travail des animatrices reste inchangé.

Un projet pédagogique commun sera réalisé courant 2015 et pourra s'appuyer sur le diagnostic fait lors du renouvellement du CEJ.

La Commission et le Bureau soutiennent cette fusion administrative.

**Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette fusion administrative à compter de janvier 2015 et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.**

#### **15. Représentant de la CCCPS au Conseil d'Administration des collèges du territoire.**

Le Président explique que le décret n°2014-1236 du 24/10/14 applicable au 3/11/14 prévoit qu'un représentant de l'Etablissement Public de coopération Intercommunale soit présent au Conseil d'administration des collèges.

***Il convient donc de nommer un représentant de la CCCPS auprès des conseils d'administrations des collèges du territoire.***

#### **16. Acquisition d'un camion pour le déplacement des bennes à la déchetterie à Crest et d'un tractopelle pour le tassage des bennes en déchetterie**

Dans le cadre de la prestation de service concernant les mouvements de bennes en interne de la déchetterie à Crest, nous avons un prestataire de service. Le coût est d'environ 42 000 € TTC par an.

Dans notre réflexion de mutualisation et de baisse des coûts, il est proposé de reprendre ce service en régie. Pour cela, un camion type « Poly Bennes » doit être acheté. Le temps d'agent prévu par semaine est d'environ 10h par semaine. À cela il faut également compter le coût d'entretien du camion. Nous pouvons compter une économie d'environ 20 à 25 000 € par an.

Le coût du camion envisagé est de 15 000 euros et le coût salarial par an est d'environ 7 000 €. Les frais annexes d'environ 3 000 €.

La Commune d'Aouste sur Sye, dans le cadre de la mutualisation du matériel et d'agent, nous rendait une prestation de service pour le tassage des bennes en déchetterie. La Commune ne peut plus effectuer ce travail, au vu de l'état d'usure du tractopelle.

Il est indispensable pour la Communauté de Communes de tasser les bennes, c'est pourquoi il est proposé d'acquérir un tractopelle et de mettre un agent pour effectuer ce travail. On pourra également utiliser ce matériel pour effectuer le tassage des bennes dans les autres déchetteries. La Communauté de Communes par le biais d'une mise à disposition de service pourra également mutualiser cet achat avec les communes.

Le coût du tractopelle est d'environ 30 000 € et le coût d'agent par an est d'environ 3 000 € et les coûts annexes d'environ 2 000 €.

Le Bureau et la Commission proposent d'acquérir ces matériels.

***Il est proposé au Conseil Communautaire de se prononcer sur l'acquisition de ces matériels et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision et d'emprunter la somme nécessaire.***

### **17. Décision budgétaire modificative n°7**

Suite à la délibération sur l'acquisition du tractopelle et du camion, il est proposé de procéder à un emprunt. Ainsi, une décision budgétaire modificative doit être prise. La première échéance du prêt serait effectuée en 2015.

Opération : 014 Déchets

Achat d'occasion Camion pour TEOM de Crest et Tractopelle pour le commun Déchets

BP CRESTOIS ET PAYS DE SAILLANS

INVESTISSEMENT

DEPENSES /Augmentation de crédit du compte 2182 Matériel de Transport 15 000 €

DEPENSES /Augmentation de crédit du compte 2182 Matériel de Transport 35 000 €

RECETTES / Augmentation de crédit du compte 1641 Emprunt 50 000 €

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cet emprunt.***

### **18. Avenant à la convention d'objectif de l'OT du Pays de Saillans**

Le Conseil Communautaire a délibéré le 13 mars 2014 pour la signature d'une convention d'objectifs avec l'OT du Pays de Saillans pour l'année 2014 qui définit entre autres les modalités financières qui étaient les suivantes :

« Article 2 - Financement

*La CCCPS versera, pour l'année 2014, et ce de façon dérogatoire, une subvention égale à la somme des subventions perçues en 2013 soit un total de 17 576 €.*

*A la fin de l'exercice comptable, l'office de tourisme fournira à la collectivité les documents suivants :*

- un compte rendu moral et financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,*
- le budget et les comptes (bilan, compte de résultats et annexe) certifiés de l'exercice écoulé,*
- et tous documents faisant connaître les résultats de ses activités.*

*La présente subvention sera versée en quatre versements de 4 394 € au mois d'avril, juin, septembre et le solde en janvier 2015 au regard du compte de résultat 2014... »*

Au vu de la fusion prévu des deux OT du territoire, les budgets doivent être clôturés à la fin de l'année 2014, il faut donc verser le solde de la subvention dès cette année.

***Il est demandé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à verser le solde de la subvention à l'OT du Pays de Saillans dans le courant du mois de décembre 2014 sur versement des bilans d'activité et financier (au moins prévisionnels) et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

### **19. Convention d'objectifs pour le nouvel Office de Tourisme « de Crest et du Pays de Saillans »**

Le Président explique qu'à la croisée de nombreuses autres activités, le tourisme est un secteur prépondérant dans l'économie locale. En générant chaque année des retombées économiques

importantes, il permet la création et le maintien de l'emploi local et du tissu commercial. Les retombées économiques induites par le tourisme sont primordiales au développement de notre territoire.

Conformément au Code du tourisme, articles L133-1 à L133-3 et suite à la création de la CCCPS – Cœur de Drôme exerçant la compétence Tourisme depuis le 1er janvier 2014, la CCCPS reconnaît, aux côtés des Communes et des acteurs touristiques de son bassin de vie, avoir institué un Office de Tourisme intercommunal chargé des missions :

- d'accueil,
- d'information,
- de mise en réseau des acteurs touristiques,
- de la commercialisation d'offres touristiques,
- de promotion touristique et d'animation de la région Crestoise et Saillansonne.

La présente convention a pour but d'améliorer la lisibilité et la mise en réseau des structures touristiques de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et de l'Office de Tourisme intercommunal. En effet, le territoire, de par son riche passé, dispose d'un patrimoine bâti, culturel et naturel exceptionnel que nous devons valoriser et exploiter afin de le faire découvrir aux touristes et à la population locale.

Enfin, considérant la prise de compétence « tourisme » par la CCCPS au 1er janvier 2014, il a été acté, par avenant, que l'année 2014 soit une année transitoire permettant la fusion des deux Offices de Tourisme du bassin tout en assurant la poursuite des objectifs et le financement des établissements.

La convention est en annexe.

La commission tourisme et le Bureau ont validé, en adéquation avec les partenaires, la convention d'objectifs.

***Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur la création de ce nouvel Office de Tourisme « de Crest et du Pays de Saillans » et sur cette nouvelle convention d'objectifs.***

# Actualisation de l'évaluation des charges suite aux transferts de compétences

KPMG Secteur Public

26 Novembre 2014



## *Page*

### **Attribution de compensation avant transfert de charges**

**2**

### **Evaluation des transferts de compétences**

**4**

- Aouste-sur-Sye

6

- Crest

13

- Mirabel-et-Blacons

31

- Piégros-la-Clastre

36

- Saillans

38

### **Attributions de compensation post-transferts**

**43**

### **Annexes**

**46**

# **Attribution de compensation avant transfert de charges**

	Produit fiscal transféré	Fiscalité mixte appliquée	AC avant transferts de charges
Aouste sur Sye	406 554 €	24 352 €	<b>430 906 €</b>
Mirabel	49 738 €	11 734 €	<b>61 471 €</b>
Piegros	25 889 €	8 868 €	<b>34 758 €</b>
Aubenasson	240 €	- 802 €	<b>- 562 €</b>
Aurel	22 999 €	- 4 998 €	<b>18 002 €</b>
Chastel Arnaud	1 536 €	- 862 €	<b>674 €</b>
Espenel	5 333 €	- 2 954 €	<b>2 379 €</b>
La Chaudière	3 446 €	- 492 €	<b>2 954 €</b>
Rimon-et- Savel	4 684 €	- 675 €	<b>4 009 €</b>
Saillans	57 372 €	- 25 611 €	<b>31 762 €</b>
St Benoît en Diois	415 €	- 697 €	<b>- 282 €</b>
St Sauveur en Diois	101 €	- 1 434 €	<b>- 1 333 €</b>
Vercheny	31 181 €	- 5 509 €	<b>25 671 €</b>
Veronne	573 €	- 733 €	<b>- 161 €</b>
Crest	1 608 124 €	844 668 €	<b>2 452 792 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 218 185 €</b>	<b>844 856 €</b>	<b>3 063 041 €</b>

# Evaluation des transferts de compétences

# Principes de l'évaluation des charges transférées

L'évaluation des charges transférées se fait conformément à l'article 1609 nonies C du CGI. Les paramètres d'évaluation sont proposés comme suit :

Type de charges	Evaluation financière du transfert
<b>Fonctionnement</b> Charges : <ul style="list-style-type: none"><li>-Charges directes</li><li>-Subventions à des organismes de regroupement</li><li>-Charges de personnel</li></ul>	<p>→ Moyenne sur les 3 dernières années sauf assurances, électricité où la dernière année a été estimée plus représentative.</p> <p>→ Le personnel n'est que partiellement affecté et fait l'objet d'une mise à disposition de services (entretien, maintenance...) : valorisation horaire sur la base des heures mobilisées au titre de la compétence à 35€/h</p>
Recettes Subventions, redevances...	→ Moyenne sur les 3 dernières années, sauf dans certains cas où la commission propose de retenir l'année 2013 qui est plus pertinente
<b>Charges d'investissement :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>-Coût de construction et de renouvellement</li><li>-Acquisitions mobilières</li><li>-Frais financiers sur la durée du remboursement de l'emprunt</li></ul>	→ Coût annualisé par rapport à une durée normale d'utilisation, 40 ans pour le bâtiment, 20 ans pour les ascenseurs, 15 ans pour les terrains et 10 ans pour les acquisitions mobilières.



**Aouste-sur-Sye**

## Stade de Football

### FONCTIONNEMENT

Type d'intervention	Intervenant	2010	2011	2012	2013	moyenne
taille des haies	COUTTOULIN		657,80	800,00	538,20	665,33
conso électriques	EDF		3 139,13	3 831,48	3 842,54	3 604,38
conso gaz propane	PRIMAGAZ ENERGIES		7 946,76	5 780,00	5 874,00	6 533,59
décompactage + regarnissage	ISS Espaces Verts	10 405,20	1 794,00	5 740,80	4 425,20	5 591,30 (*)
Engrais	Divers fournisseurs		2 403,03	845,85	2 358,91	1 869,26
conso eau potable	SMPA		316,25	405,86	468,00	396,70
Entretien extincteurs	GSB		120,00	120,00	120,00	120,00
arrosage	IRRIGARONNE		545,00		283,00	276,00
peinture	CELTIC INDUSTRIELLE		527,74	542,98	559,13	543,28
Contrôles techniques	APAVE		320,00	320,00	320,00	320,00
Contrôle buts	VERITAS		170,00	170,00	170,00	170,00
Entretien terrain (matériel)	Divers fournisseurs		228,00			76,00
Entretien vestiaires	Divers fournisseurs		390,00		600,00	330,00
vêtements de travail + chaussures	ODIT		70,00	70,00	70,00	70,00
Assurances véhicule	AXA		184,00	184,00	184,00	184,00
Assurance vestiaires	AXA		275,50	327,70	353,80	319,00
carburant : 360 litres GNR	VILLARET		350,00	350,00	350,00	350,00
révision tondeuse	FAURE et FILS		1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
téléphone portable	SFR		75,00	75,00	75,00	75,00
Pelle, pioche, râteaux	MORIN		100,00	100,00	100,00	100,00
recherche légionelle	CG 26		227,00	227,00	227,00	227,00
redevance assainissement (collecte)	commune		192,01	203,83	266,60	220,81
redevance de modernisation	agence de l'eau		41,15	43,68	57,13	47,32
Loyer Tondeuse						2 135,00
Loyer tracteur						9 245,00
Assainissement (épuration)			197,70	270,80	298,85	255,78
<b>TOTAL</b>			20 839,21	20 890,67	21 918,78	34 724,77

(\*) La moyenne du décompactage + regarnissage a été calculée sur 4 ans

## COMPETENCE SPORT :

## FONCTIONNEMENT :

## Subventions aux associations sportives, terrain de foot et vestiaires, terrain de tennis

### FONCTIONNEMENT

#### CHARGES

##### Charges de fonctionnement hors personnel (a)

Exemple : contributions au syndicat, subventions aux associations, charges supplétives, charges indirectes...

Type de charges	Coût réel	= moyenne sur les 3 derniers exercices ou sur dernier exercice (selon meilleure représentativité du coût réel)
Tennis - entretien terrain et club-house	2 607 €	
Terrain de foot et vestiaires	34 725 €	
<b>Total</b>	<b>37 332 €</b>	

##### Charges de personnel

##### Option 2 : personnel affecté partiellement sur la compétence

Valorisation de la charge transférable : - détermination du nombre d'heures annuelles affectables à la compétence  
- application d'un coût horaire défini au préalable ou à définir par la communauté de communes

Nombre d'heures annuelles affectables (tous agents)	568
Coût horaire	35
<b>Montant de charges transférables (c)</b>	<b>19 880 €</b>

<b>Total charges de fonctionnement (a+b+c)</b>	<b>57 212 €</b>
--	-----------------

##### **Coût net de fonctionnement**



## INVESTISSEMENT :

### Terrain de foot et vestiaires :

#### INVESTISSEMENT

	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Coût initial de construction vestiaires	243 060 €	360 000 €	60 200 €	56 740 €
Travaux réalisés sur construction				
Somme des intérêts de la dette affectable sur la durée du remboursement				
Total (t)	243 060 €			
Durée sur constructions (d)	40 ans			
Coût net moyen annualisé (C1 = t/d)	6 077 €			

	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Terrain de foot 1979	70 469 €	154 879 €	60 000 €	24 410 €
Terrrain de foot 2003	27 579 €	27 579 €		
Total (t)	98 048 €			
Durée sur mobiliers (d)	15 ans			
Coût net moyen annualisé (C2 = t/d)	6 537 €			

	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Acquisitions mobilières (t)	21 177 €	25 139 €		3 962 €
Somme des intérêts de la dette affectable sur la durée du remboursement				
Total (t)	21 177 €			
Durée sur mobiliers (d)	10 ans			
Coût net moyen annualisé (C3 = t/d)	2 118 €			

<b>TOTAL coût net moyen annualisé (C1 + C2 + C3)</b>	
--	--

## INVESTISSEMENT :

### Tennis et club house

	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Coût initial de construction club-house	40 543 €	60 000 €	10 000 €	9 457 €
Total (t)	40 543 €			
Durée sur constructions (d)	40 ans			
<b>Coût net moyen annualisé (C1 = t/d)</b>	<b>1 014 €</b>			

	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Coût initial de construction du terrain	73 185 €	94 000 €	6 000 €	14 815 €
Total (t)	73 185 €			
Durée sur terrains (d)	15 ans			
<b>Coût net moyen annualisé (C2 = t/d)</b>	<b>4 879 €</b>			

<b>TOTAL coût net moyen annualisé (C1 + C2)</b>	
---	--

## SYNTHESE DES CHARGES TRANSFERABLES POUR LA COMPETENCE SPORT :

Charges transférées	77 835 €
Fonctionnement	57 212 €
Investissement	20 623 €

**La commune se verra déduire de son AC 77 835€ au titre des équipements sportifs et de sa compétence « sport » en général.**

## COMPETENCE TOURISME

### FONCTIONNEMENT

#### CHARGES

Charges de fonctionnement hors personnel (a)

Exemple : contributions au syndicat, subventions aux associations, charges supplétives, charges indirectes...

Type de charges	Coût réel	= moyenne sur les 3 derniers exercices ou sur dernier exercice (selon meilleure représentativité du coût réel)
Tourisme (cotisations annuelle selon pop)	2 071 €	
Frais de gestion taxe séjour	131 €	
<b>Total</b>	<b>2 202 €</b>	

#### RECETTES

##### Recettes de fonctionnement

Recettes	Coût réel	= moyenne sur les 3 derniers exercices ou sur dernier exercice (selon meilleure représentativité de la recette réelle)
taxe de séjour	872 €	
<b>Total</b>	<b>872 €</b>	

Exemple : subventions de partenaires, participations de communes, participations des usagers...

##### Coût net de fonctionnement

Aucune charge d'investissement n'est valorisée.

→ La commune se verra déduire 1 330€ de son AC au titre de la compétence tourisme.

→ L'ensemble des charges transférées par la commune s'élèvent à 79 165€ qui lui seront déduits de son AC



**Crest**

## PISCINE :

### FONCTIONNEMENT

Dépenses fonctionnement						
Articles	2011	2012	2013	Moyenne des 3 ans	Propositions	Commentaires
60611	22 018,90	16 844,80	11 311,61	16 725,10	<b>14 078,21</b>	Réparation des fuites en 2013. retenu moyenne sur 2 ans (2012-2013)
60612	4 423,58	4 708,84	4 737,58	4 623,33	<b>4 623,33</b>	
60623	0,00	3 360,25	3 466,30	2 275,52	<b>3 413,28</b>	Moyenne sur 2 ans car 2011 bar pas géré par la commune
60624	3 558,32	3 782,82	2 415,76	3 252,30	<b>3 252,30</b>	
60628	536,22	550,38	352,39	479,66	<b>479,66</b>	
606312	5 888,51	10 433,79	4 611,62	6 977,97	<b>6 977,97</b>	2012 : pergola, barrière pivotante, canisse, pompe doseuse chlore...
60632	1 121,20	41,93		581,57	<b>387,71</b>	2011 : micro ampli, planches aquigym
61522	2 887,50	3 119,75	2 883,52	2 963,59	<b>2 963,59</b>	
61558	614,72	0,00	0,00	204,91	<b>204,91</b>	
6156	959,20	2 500,67		1 153,29	<b>1 153,29</b>	contrat entretien eau chaude
616	572,93	572,93	623,18	589,68	<b>623,18</b>	
6188	0,00	184,18	0,00	61,39	<b>0,00</b>	2012 – nid de guepes
6218	0,00	565,18	0,00	188,39	<b>0,00</b>	Rempl.bar piscine
6225	0,00	240,00	120,00	120,00	<b>120,00</b>	indem régisseurs – retenu 2013
6228	1 093,76	1 093,76	1 093,76	1 093,76	<b>1 093,76</b>	gardiennage
6228	91,12	168,64	471,22	243,66	<b>243,66</b>	analyse de l'eau
6231	80,00	80,00	320,72	160,24	<b>160,24</b>	offres d'emploi p/ gestion bar 2013
6236	180,60	153,09	147,50	160,40	<b>160,40</b>	
6262	643,28	536,49	518,92	566,23	<b>566,23</b>	Téléphone
<b>Total</b>	<b>44 669,84</b>	<b>48 937,50</b>	<b>33 074,08</b>	<b>42 421,00</b>	<b>40 501,71</b>	

Recettes fonctionnement						
Articles	2011	2012	2013	Moyenne des 3 ans	Propositions	Commentaires
70631	12 638,00	23 807,20	23 207,30	19 884,17	23 207,30	Retenu 2013
752	108,20			36,07	0,00	redevance pour la location du bar
	<b>12 746,20</b>	<b>23 807,20</b>	<b>23 207,30</b>	<b>19 920,23</b>	<b>23 207,30</b>	

## PISCINE :

## INVESTISSEMENT

Piscine - Coût de construction initial					
Années	Nature	Montant	Recettes	FCTVA -15,761%	Coût net
1999	Travaux piscine	13 456,78	3 666,40		
2000	Travaux piscine	83 131,90	10 661,98		
2001	Travaux piscine	19 098,25	7 612,54		
2002	Travaux piscine	22 221,69	3 819,41		
2003	Travaux piscine	40 610,39	4 148,46		
2004	Travaux piscine	439 006,67	236 946,06		
2005	Travaux piscine	28 593,38	86 541,21		
2006	Travaux piscine	32 561,90			
2007			13 494,02		
2013	PMR	25 896,95	5 024,86		
		<b>704 577,91</b>	<b>371 914,94</b>	<b>111 048,52</b>	<b>221 614,45</b>
Coût net moyen sans frais financier sur 40 ans			<b>5 540,36</b>		

Frais financiers		48 986,24
Durée des emprunts	40 ans	<b>1 224,66</b>
<b>TOTAL</b>	<b>Coût de construction initial</b>	<b>6 765,02</b>

Bilan de l'investissement depuis 10 ans (travaux)													
Dépenses	Années	Articles	Montant		Proposition	Commentaires	Recettes	Années	Articles	Montant	Proposition	Commentaire	
	2013							2013					
	2012			8 470,07		vidange		2012					
	2011			2 923,12		pergola		2011					
	2008			3 495,43		mise aux normes élec		2008					
	Total			14 888,62				Total			0,00		
	Moyenne sur 10 ans			1 488,86									
	FCTVA – 15,761%			2 346,60									
	Coût net			12 542,02									
	Durée de vie		10 ans	1 254,20									

## INVESTISSEMENT (SUITE)

Bilan de l'investissement depuis 10 ans (acquisitions mobilières)														
Dépenses	Années	Articles	Montant		Proposition	Commentaires	Recettes	Années	Articles	Montant	Proposition	Commentaire		
	2013							2013						
	2012							2012						
	2011			810,03		Petit matériel		2011						
	2009			3 324,88		pompe		2009						
	2007			1 695,93		Armoire, pompe		2007						
	2004			3 055,46		Pompe doseuse		2004						
	Total			8 886,30				caisse enregis.	Total			0,00		
	Moyenne sur 10 ans			888,63										
	FCTVA – 15,761%			1 400,57										
Coût net			7 485,73											
Durée de vie		10 ans	748,57											

## SYNTHESE CHARGES TRANSFERABLES :

Valorisation de l'investissement		8 767,79
Valorisation du fonctionnement (coût net)		17 294,41
Total évaluation (coût retiré de l'AC)		26 062,21

La commune se verrait retirer 26 062,21 € de son Attribution de Compensation au titre de la piscine.



## COMPÉTENCE ÉCONOMIQUE :

FONCTIONNEMENT			
<b>CHARGES</b>			
<u>Charges de fonctionnement hors personnel (a)</u>			
<b>Type de charges</b>	<b>Coût réel</b>	= moyenne sur les 3 derniers exercices ou sur dernier exercice (selon meilleure représentativité du coût réel)	
Mission locale	12 459 €		
SMDVD	19 340 €		
SMRD	20 533 €		
VVDI	2 200 €		
PPT	285 €		
Office de tourisme	25 300 €		
Télécentre	1 200 €		
Frais administratifs généraux	12 302 €		
Tourisme	4 500 €		
<b>Total</b>	<b>98 118 €</b>		
<u>Charges de personnel</u>			
<b>Option 1 : personnel affectable en intégralité sur la compétence</b>			
Valorisation de la charge transférable : masse salariale annuelle = salaire brut chargé du dernier exercice (ou année plus représentative en cas de congés maladie/maternité)			
	<b>Coût net</b>	<b>Salaire brut chargé annuel</b>	<b>Subventions contrats aidés</b>
Agent 1	35 858 €	35 858 €	
Agent 2	31 202 €	31 202 €	
Agent 3	35 503 €	35 503 €	
Agent 4	25 408 €	25 408 €	
Agent 5	5 750 €	5 750 €	
<b>Masse salariale totale transférable (b)</b>	<b>133 721 €</b>	<b>133 721 €</b>	- €
Charges de fonctionnement	98 118 €		
Charges de personnel	133 721 €		
<b>Total charges de fonctionnement (a+b+c)</b>	<b>231 840 €</b>		

## FONCTIONNEMENT (SUITE) :

### RECETTES

Recettes de fonctionnement		
Recettes	Coût réel	= moyenne sur les 3 derniers exercices ou sur dernier exercice (selon meilleure représentativité de la recette réelle)
Tourisme	13 551 €	
<b>Total</b>	<b>13 551 €</b>	
Exemple : subventions de partenaires, participations de communes, participations des usagers...		

<b>Coût net de fonctionnement</b>	<b>218 289 €</b>
-----------------------------------	------------------

## SYNTHESE DES CHARGES TRANSFERABLES DE LA COMPETENCE ECONOMIQUE :

Charges transférées	218 289 €
Fonctionnement	218 289 €
Investissement	- €

**La commune se verrait retirer 218 289€ de son Attribution de Compensation au titre de la compétence économique.**

**NB : le transfert des BIE n'occasionne aucun impact sur l'Attribution de Compensation de la commune dans la mesure où le Budget transmis par la commune est équilibré.**

## COMPETENCE « SOCIAL » : CLIC, RAM, CCAS, multi-accueil, ALSH

### FONCTIONNEMENT :

#### FONCTIONNEMENT

##### CHARGES

Charges de fonctionnement hors personnel (a)

Type de charges	Coût réel
CLIC	2 057,90
LAEP	4 000,00
Multi accueil CCAS	4 963,05
Multi accueil commune	5 716,64
CLSH CCAS et Jeunes	24 489,21
CLSH bâtiment com	756,01
CLSH ste euphémie	1 100,00
RAM	2 113,18
<b>Total</b>	<b>45 195,99</b>

Charges de personnel

Option 1 : personnel affectable en intégralité sur la compétence

	Coût net	Salaire brut chargé annuel	Subventions contrats aidés
Agent 1	23 903 €	23 903 €	
Agent 2	5 456 €	5 456 €	
Agent 3	21 498 €	21 498 €	
Agent 4	38 139 €	38 139 €	
Agent 5	29 162 €	29 162 €	
Agent 6	26 244 €	26 244 €	
Agent 7	35 867 €	35 867 €	
Agent 8	27 909 €	27 909 €	
Agent 9	26 419 €	26 419 €	
Agent 10	28 922 €	28 922 €	
Agent 11	14 579 €	14 579 €	
Agent 12	12 589 €	12 589 €	
Agent 13	25 407 €	25 407 €	
Agent 14	15 717 €	15 717 €	
Agent 15	1 088 €	1 088 €	
Infirmière	8 000 €	8 000 €	
<b>Masse salariale totale transférable (b)</b>	<b>340 900 €</b>	<b>340 900 €</b>	<b>,00</b>

Option 2 : personnel affecté partiellement sur la compétence

Nombre d'heures annuelles affectables (tous agents)	74,00
Coût horaire	35,00
<b>Montant de charges transférables (c)</b>	<b>2 590,00 €</b>

**Total charges de fonctionnement (a+b+c) 388 686 €**

## FONCTIONNEMENT (SUITE) :

### RECETTES

#### Recettes de fonctionnement

Recettes	Coût réel
Multi accueil CCAS	209 586,49
CLSH + Jeunes	33 539,94
RAM	16 900,93
<b>Total</b>	<b>260 027,36</b>

*Exemple : subventions de partenaires, participations de communes, participations des usagers...*

**Coût net de fonctionnement 128 658,29**

## INVESTISSEMENT :

	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Coût initial de construction multi accueil (3841 tantièmes)	119 708 €	305 887 €	137 969 €	48 211 €
Sous-total 40 ans	<b>2 993 €</b>			
Travaux réalisés sur construction multi accueil 2009	998 €	1 180 €		183 €
Sous-total 10 ans	<b>100 €</b>			
Frais initiaux CLSH 140 tantièmes	5 310 €	7 982 €	1 436 €	1 236 €
Sous-total 40 ans	<b>133 €</b>			
<b>Coût net moyen annualisé</b>	<b>3 225 €</b>			

## INVESTISSEMENT (SUITE) :

Acquisitions mobilières	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Acquisitions mobilières multi accueil 2006	1 272 €	1 509 €		238 €
Acquisitions mobilières multi accueil 2007	1 313 €	1 559 €		246 €
Acquisitions mobilières multi accueil 2008	930 €	1 104 €		174 €
Acquisitions mobilières multi accueil 2009	1 520 €	1 805 €		284 €
Acquisitions mobilières multi accueil 2010	20 €	929 €	763 €	146 €
Acquisitions mobilières multi accueil 2011	4 723 €	5 606 €		884 €
Acquisitions mobilières multi accueil 2012	1 309 €	1 554 €		245 €
Acquisitions mobilières multi accueil 2013	- 479 €	- €	479 €	- €
Acquisitions mobilières CLSH 2004	695 €	825 €		130 €
Acquisitions mobilières CLSH 2006	1 723 €	2 045 €		322 €
Acquisitions mobilières CLSH 2007	642 €	762 €		120 €
Acquisitions mobilières CLSH 2008	391 €	464 €		73 €
Acquisitions mobilières CLSH 2009	716 €	850 €		134 €
Acquisitions mobilières CLSH 2010	1 303 €	1 547 €		244 €
Acquisitions mobilières CLSH 2011	168 €	200 €		32 €
Acquisitions mobilières CLSH 2012	2 187 €	2 597 €		409 €
Acquisitions mobilières CLSH 2013	1 047 €	2 104 €	726 €	332 €
Acquisitions mobilières RAM 2008	81 €	96 €		15 €
Acquisitions mobilières RAM 2011	2 151 €	2 553 €		402 €
Acquisitions mobilières RAM 2012	359 €	426 €		67 €
Acquisitions mobilières RAM 2013	- 215 €		215 €	- €
Somme des intérêts de la dette affectable sur la durée du remboursement	- €			
<b>Total (t)</b>	<b>21 856 €</b>			
<i>Durée sur mobiliers (d)</i>	<i>10 ans</i>			
<b>Coût net moyen annualisé (C2 = t/d)</b>	<b>2 186 €</b>			

<b>TOTAL coût net moyen annualisé (C1 + C2)</b>	<b>5 411 €</b>
---	----------------

## SYNTHESE DES CHARGES TRANSFERABLES DE LA COMPETENCE « SOCIAL » :

Charges transférées	134 069 €
Fonctionnement	128 658 €
Investissement	5 411 €

**La commune se verrait retirer 134 069€ de son attribution de compensation au titre de la compétence social.**

## COMPETENCE SPORT : boulodrome, centre équestre, course, stades, gymnases, escrime, tennis, dojo, piscine

### FONCTIONNEMENT

#### CHARGES

##### Charges de fonctionnement hors personnel (a)

Exemple : contributions au syndicat, subventions aux associations, charges supplétives, charges indirectes...

Type de charges	Coût réel
Bouliste : subvention	- €
Centre équestre : subvention	2 750 €
Marathon nature : subvention	3 000 €
Marathon nature : organisation	1 104 €
Label VTT	448 €
Véhicule : C15	1 175 €
Véhicule : ZX	1 389 €
Véhicule : scooter	346 €
Tondeuse John Deere	1 159 €
Tracteur shibaura	343 €
Gymnase Soubeyran	37 367 €
Boulodrome	3 527 €
Piscine	40 502 €
Dojo	6 548 €
Gymnase Armorin	26 869 €
Gymnase HQE	17 163 €
Stades	41 464 €
Tennis	10 218 €
Escrime	2 972 €
Centre équestre	3 461 €
Astreintes	3 247 €
<b>Total</b>	<b>205 053 €</b>

##### Charges de personnel

##### Option 1 : personnel affectable en intégralité sur la compétence

Valorisation de la charge transférable : masse salariale annuelle = salaire brut chargé du dernier exercice (ou année plus représentative en cas de congés maladie/maternité)

	Coût net	Salaire brut chargé annuel	Subventions contrats aidés
Agents	211 899 €	211 899 €	
<b>Masse salariale totale transférable (b)</b>	<b>211 899 €</b>	<b>211 899 €</b>	<b>,00</b>

##### Option 2 : personnel affecté partiellement sur la compétence

Valorisation de la charge transférable : - détermination du nombre d'heures annuelles affectables à la compétence  
- application d'un coût horaire défini au préalable ou à définir par la communauté de communes

Nombre d'heures annuelles affectables (tous agents)	153,00
Coût horaire	35 €
<b>Montant de charges transférables (c)</b>	<b>5 355 €</b>

**Total charges de fonctionnement (a+b+c) 422 307 €**



## FONCTIONNEMENT (SUITE)

### RECETTES

<b>Recettes de fonctionnement</b>	
Recettes	Coût réel
Gymnase Soubeyran	7 224 €
Boulodrome	362 €
Piscine	23 207 €
Dojo	2 095 €
Stades	1 323 €
Centre équestre	2 679 €
<b>Total</b>	<b>36 890 €</b>
<i>Exemple : subventions de partenaires, participations de communes, participations des usagers...</i>	

<b>Coût net de fonctionnement</b>	<b>385 417 €</b>
-----------------------------------	------------------

INVESTISSEMENT	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Coût initial de construction gymnase Soubeyran	442 408 €	636 381 €	93 672 €	100 300 €
Travaux réalisés sur construction gym. Soubeyran 2005	21 576 €	42 166 €	13 944 €	6 646 €
<b>Sous-total sur 40 ans</b>	<b>11 600 €</b>			- €
Travaux réalisés sur construction gym. Soubeyran 2006	1 132 €	1 344 €	- €	212 €
Travaux réalisés sur construction gym. Soubeyran 2007	- €	- €		- €
Travaux réalisés sur construction gym. Soubeyran 2008 I	- €	- €		- €
Travaux réalisés sur construction gym. Soubeyran 2009 I	6 701 €	7 955 €	- €	1 254 €
Travaux réalisés sur construction gym. Soubeyran 2010	- €	- €		- €
Travaux réalisés sur construction gym. Soubeyran 2011	3 798 €	4 509 €		711 €
Travaux réalisés sur construction gym. Soubeyran 2012	3 093 €	3 672 €		579 €
Travaux réalisés sur construction gym. Soubeyran 2013	10 421 €	12 370 €		1 950 €
<b>Sous-total sur 10 ans</b>	<b>2 514 €</b>			- €
Coût initial de construction boulodrome	238 113 €	438 155 €	130 984 €	69 058 €
<b>Sous-total sur 40 ans</b>	<b>5 953 €</b>			- €
Travaux réalisés sur construction boulodrome 2006	5 058 €	6 004 €		946 €
Travaux réalisés sur construction boulodrome 2013	3 514 €	4 172 €		657 €
<b>Sous-total sur 10 ans</b>	<b>857 €</b>			- €
Coût initial de construction piscine	204 824 €	678 681 €	366 890 €	106 967 €
Travaux réalisés sur construction piscine 2013	16 790 €	25 897 €	5 025 €	4 082 €
<b>Sous-total sur 40 ans</b>	<b>5 540 €</b>			- €
Travaux réalisés sur construction piscine 2008	2 945 €	3 495 €		551 €
Travaux réalisés sur construction piscine 2011	2 462 €	2 923 €		461 €
Travaux réalisés sur construction piscine 2012	7 135 €	8 470 €		1 335 €
<b>Sous-total sur 10 ans</b>	<b>1 254 €</b>			- €
Coût initial de construction dojo (3314 tantième)	107 643 €	275 060 €	124 064 €	43 352 €
Coût initial de construction gymnase Chareyre HQE	2 571 €	7 801 €	4 000 €	1 229 €
Coût initial de construction stades foot/rugby vestiaires	98 795 €	183 407 €	55 705 €	28 907 €
Coût initial de construction tennis pool house	6 221 €	22 768 €	12 958 €	3 588 €
Travaux réalisés sur construction stades 2005 vestiaires	14 178 €	20 873 €	3 405 €	3 290 €
<b>Sous-total sur 40 ans</b>	<b>5 735 €</b>			- €
Travaux réalisés sur construction pool house 2011	9 808 €	11 643 €		1 835 €
Travaux réalisés sur construction pool house 2011	2 867 €	3 403 €		536 €
<b>Sous-total sur 10 ans</b>	<b>1 267 €</b>			- €

Coût initial de construction escrime 1488 tantièmes	56 246 €	84 889 €	15 263 €	13 379 €
Sous-total sur 40 ans	1 406 €			- €
Travaux réalisés sur construction escrime 2005	13 933 €	22 525 €	5 042 €	3 550 €
Travaux réalisés sur construction escrime 2013	29 770 €	35 341 €		5 570 €
Sous-total sur 40 ans	1 093 €			- €
Coût initial de construction stades foot	205 925 €	834 144 €	496 750 €	131 470 €
Coût initial de construction stades foot/rugby	11 738 €	59 177 €	38 112 €	9 327 €
Travaux réalisés sur construction stades 2006	51 960 €	61 681 €		9 722 €
Travaux réalisés sur construction stades 2011	34 015 €	49 876 €	8 000 €	7 861 €
Sous-total sur 15 ans	20 242 €			- €
Travaux réalisés sur construction stades 2004	- €	- €	- €	- €
Travaux réalisés sur construction stades 2011	2 848 €	3 381 €	- €	533 €
Travaux réalisés sur construction stades 2013	17 715 €	21 029 €		3 314 €
Sous-total sur 10 ans	2 056 €			- €
Coût initial de construction tennis + murs	41 626 €	76 162 €	22 532 €	12 004 €
Travaux réalisés sur construction tennis 2007	59 653 €	70 814 €		11 161 €
Sous-total sur 15 ans	6 752 €			- €
Somme des intérêts de la dette affectable à des biens d'une durée de vie de 15 ans sur la durée du remboursement	190 469 €			- €
Somme des intérêts de la dette affectable à des biens d'une durée de vie de 40 ans sur la durée du remboursement	230 989 €			- €
Somme des intérêts de la dette affectable à la piscine d'une durée de vie de 40 ans sur la durée du remboursement	48 986 €			- €
Sous-total frais financiers	19 697 €			
<b>Coût net moyen annualisé (C1)</b>	<b>85 968 €</b>			

## INVESTISSEMENT (SUITE) :

	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Acquisitions mobilières C15	1 937 €	2 300 €		363 €
Acquisitions mobilières ZX	5 798 €	6 883 €		1 085 €
Acquisitions mobilières scooter	1 882 €	2 234 €		352 €
Acquisitions mobilières tondeuse	2 072 €	2 460 €		388 €
Acquisitions mobilières Gym. Soubeyran 2006	227 €	270 €		43 €
Acquisitions mobilières Gym. Soubeyran 2009	101 €	120 €		19 €
Acquisitions mobilières Gym. Soubeyran 2012	5 822 €	6 911 €		1 089 €
Acquisitions mobilières piscine 2004	2 574 €	3 055 €		482 €
Acquisitions mobilières piscine 2007	1 429 €	1 696 €		267 €
Acquisitions mobilières piscine 2009	2 801 €	3 325 €		524 €
Acquisitions mobilières piscine 2011	682 €	810 €		128 €
Acquisitions mobilières gymnaseHQE 2012	13 735 €	16 305 €		2 570 €
Acquisitions mobilières stades 2004	4 087 €	4 852 €		765 €
Acquisitions mobilières stades 2013	123 €	145 €		23 €
Somme des intérêts de la dette affectable sur la durée du remboursement	- €			
<b>Total (t)</b>	<b>43 270 €</b>			
<i>Durée sur mobiliers (d)</i>	<i>10 ans</i>			
<b>Coût net moyen annualisé (C2 = t/d)</b>	<b>4 327 €</b>			

<b>TOTAL coût net moyen annualisé (C1 + C2)</b>	<b>90 295 €</b>
---	-----------------

## SYTNHESE DES CHARGES TRANSFERABLES POUR LA COMPETENCE SPORT :

(y compris la piscine)

<b>Charges transférées</b>	<b>475 712 €</b>
Fonctionnement	385 417 €
Investissement	90 295 €

# Crest – Synthèse Impact Attribution de Compensation

Le tableau suivant récapitule le montant prélevé sur l'Attribution de Compensation de la commune de Crest par compétence :

€	Crest
Eco/tourisme	218 289
Social	134 069
Sport	475 712
<b>Prélèvement AC</b>	<b>828 070</b>

## Remarque :

L'attribution de compensation de la commune de Crest en 2014 devra faire l'objet d'ajustements compte tenu :

- Des charges et de la dette payées ainsi que des recettes perçues par la commune pour la période janvier/février 2014 : l'Attribution de compensation devra être majorée de 117 670 €
- Du déficit du service Ordures Ménagères : l'Attribution de compensation devra être minorée de 71 741,44 €

L'attribution de compensation a tenu compte d'un transfert de dette suivant l'échéancier qui vous est présenté en annexe de ce présent rapport. Pour régulariser 2014, il conviendrait de préciser avec le comptable public le capital restant dû de tous les emprunts définis au 01/03/2014 et que la Communauté de Communes rembourse par les comptes 16 et 66 les annuités que la commune a payé indument depuis cette date. Cette opération est rendue nécessaire dès lors que l'Attribution de Compensation tient compte d'un transfert d'annuité dès le début de l'année 2014.



**Mirabel-et-  
Blacons**

## COMPETENCE TOURISME :

La commune perçoit la Taxe de Séjour en année N et reverse en année N+1 un montant équivalant à 50% de la TS + 1€ par habitant à l'Office de Tourisme.

La TS perçue en 2013 est de 15 668,35€, (moindre que sur les 2 années précédentes et cette baisse devrait se maintenir à l'avenir).

**Le coût net de la compétence étant négatif, l'AC de la commune serait majorée du montant de l'évaluation.**

## FONCTIONNEMENT

### CHARGES

#### Charges de fonctionnement hors personnel (a)

Exemple : contributions au syndicat, subventions aux associations, charges supplétives, charges indirectes...

Type de charges	Coût réel	= moyenne sur 2012 et 2013
Reversement Taxe de Séjour à l'OT	8 750 €	
Frais de gestion taxe de séjour	1 100 €	
<b>Total</b>	<b>9 850 €</b>	
<b>Total charges de fonctionnement (a+b+c)</b>	<b>9 850 €</b>	

### RECETTES

#### Recettes de fonctionnement

Recettes	Coût réel	= moyenne sur 2011 et 2012
Taxe de Séjour	15 668 €	
<b>Total</b>	<b>15 668 €</b>	

Exemple : subventions de partenaires, participations de communes, participations des usagers...

#### Coût net de fonctionnement



## COMPETENCE SPORT : salle de tennis de table

### FONCTIONNEMENT

#### CHARGES

##### Charges de fonctionnement hors personnel (a)

Exemple : contributions au syndicat, subventions aux associations, charges supplétives, charges indirectes...

Type de charges	Coût réel
Maintenance extincteur	265,47
Eau	420
Maintenance ascenseur	720
Assurance	875
<b>Total</b>	<b>2 280 €</b>

##### Charges de personnel

##### Option 2 : personnel affecté partiellement sur la compétence

Valorisation de la charge transférable : - détermination du nombre d'heures annuelles affectables à la compétence  
- application d'un coût horaire défini au préalable ou à définir par la communauté de communes

Nombre d'heures annuelles affectables (tous agents)	30
Coût horaire	35
<b>Montant de charges transférables (c)</b>	<b>1 050 €</b>

**Total charges de fonctionnement (a+b+c) 3 330 €**

#### Coût net de fonctionnement

	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Coût initial de construction	36 155 €	42 919 €	- €	6 764 €
Somme des intérêts de la dette affectable sur la durée du remboursement	7 225 €			
<b>Total (t)</b>	<b>43 380 €</b>			
Durée sur constructions (d)	40 ans			
<b>Coût net moyen annualisé (C1 = t/d)</b>	<b>1 084 €</b>			

	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Acquisitions mobilières (ascenseur) (t)	4 461 €	5 296 €		835 €
Somme des intérêts de la dette affectable sur la durée du remboursement				
<b>Total (t)</b>	<b>4 461 €</b>			
Durée sur mobiliers (d)	20 ans			
<b>Coût net moyen annualisé (C2 = t/d)</b>	<b>223 €</b>			

**TOTAL coût net moyen annualisé (C1 + C2)**

Le FCTVA a été recalculé sur la base du coût de construction transmis par la commune (après passage des coûts HT à TTC).

<b>Charges transférées</b>	<b>4 638 €</b>
Fonctionnement	3 330 €
Investissement	1 308 €

**La commune se verrait déduire de son AC 4 638 € au titre de la compétence sport.**

## SYNTHESE DES CHARGES TRANSFÉRABLES :

<b>Charges transférées -</b>	<b>1 180 €</b>
Fonctionnement -	2 488 €
Investissement	1 308 €

**La commune verrait son AC majorée de 1 180€.**

**→ L'impact du transfert de compétences serait donc de -1180 €**



**Pié Gros-la-  
Clastre**

## COMPETENCE TOURISME :

La commune perçoit la Taxe de Séjour reversée pour partie par la suite, dégageant un coût net négatif pour la commune estimé à environ -450€. Dans le cadre de l'évaluation des charges transférables, ce montant viendrait alors majorer l'Attribution de Compensation de la commune.

**Il est proposé que la compensation de ce transfert de compétence ne soit pas intégrée à l'Attribution de Compensation de la commune.**



**Saillans**

## COMPETENCE SPORT :

## FONCTIONNEMENT :

### CHARGES

#### Charges de fonctionnement hors personnel (a)

Exemple : contributions au syndicat, subventions aux associations, charges supplétives, charges indirectes...

Type de charges	Coût réel
Electricité	1 200 €
Entretien	2 200 €
Tonte et broyage	800 €
Maintenance APAVE et GSB	500 €
Eau *	285 €
Recherche légionnelle	227 €
Assurances	114 €
<b>Total (a)</b>	<b>5 326 €</b>

#### Charges de personnel

##### Option 2 : personnel affecté partiellement sur la compétence

Valorisation de la charge transférable : - détermination du nombre d'heures annuelles affectables à la compétence  
- application d'un coût horaire défini au préalable ou à définir par la communauté de communes

Nombre d'heures annuelles affectables (tous agents)	65
Coût horaire	35 €
<b>Montant de charges transférables (b)</b>	<b>2 275 €</b>

**Total charges de fonctionnement (a+b) 7 601 €**

(\*) A noter que la charge d'eau de 285€ ne comprend pas l'arrosage du terrain de football. Si cette charge devait être transférée, le prélèvement sur l'attribution de compensation serait alors majoré du montant de la charge d'arrosage du terrain.

## COMPETENCE SPORT :

## INVESTISSEMENT :

Type	durée de vie	Coût brut	Subventions (€)
Vestiaire multi sport	40	116 122	50 051
Parking vestiaire	15	47 400	20 430
Eclairage terrain de tennis	40	5 000	1 750
Club house	40	90 000	
2 terrains de tennis	15	65 027	
Eclairage terrain tennis	40	5 000	
Terrain foot	15	17 120	14 374
Eclairage terrain foot	40	10 000	



## COMPETENCE SPORT :

## INVESTISSEMENT :

	Coût net (a-b-c)	Coût TTC (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Coût initial de construction (vestiaire/club house, parking, éclairage)	138 682 €	226 122 €	51 801 €	35 639 €
Travaux réalisés sur construction	- €			
Somme des intérêts de la dette affectable sur la durée du remboursement	40 673 €			
Total (t)	179 355 €			
Durée sur constructions (d)	40 ans			
<b>Coût net moyen annualisé (C1 = t/d)</b>	<b>4 484 €</b>			

	Coût net (a-b-c)	Coût HT (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Terrains	67 772 €	82 146 €	14 374 €	
Parking	19 499 €	47 400 €	20 430 €	7 471 €
Total (t)	87 271 €			
Durée sur mobiliers (d)	15 ans			
<b>Coût net moyen annualisé (C2 = t/d)</b>	<b>5 818 €</b>			

	Coût net (a-b-c)	Coût HT (a)	Subventions (b)	FCTVA (c)
Terrains (t)	1 777 €	1776,67		
Total (t)	1 777 €			
Durée sur mobiliers (d)	10 ans			
<b>Coût net moyen annualisé (C3 = t/d)</b>	<b>178 €</b>			

<b>TOTAL coût net moyen annualisé (C1 + C2 + C3)</b>	
--	--

Une charge de fonctionnement de 2 132€ TTC (1776,67€ HT) initialement relative à l'entretien du bâtiment et terrain de tennis a été transférée en dépense d'investissement. Cette dépense d'investissement a été considéré comme amortissable sur 10 ans et intégrée dans les calculs ci-dessus.

## SYNTHÈSE DES CHARGES TRANSFÉRABLES :

Charges transférées	18 080 €
Fonctionnement	7 601 €
Investissement	10 480 €

**La commune se verrait déduire 18 080 € de son AC au titre de la compétence sport.**

# Attributions de compensation post- transferts

# Attributions de compensation post-transferts

Compte tenu des éléments intégrés dans les calculs précédents et après transferts de compétences, les Attributions de Compensation des communes seraient les suivantes :

	Produit fiscal transféré	Fiscalité mixte appliquée	AC avant transferts de charges	Transferts de charges	AC post-transferts
Aouste sur Sye	406 554 €	24 352 €	<b>430 906 €</b>	79 165 €	351 741 €
Mirabel	49 738 €	11 734 €	<b>61 471 €</b>	- 1 180 €	62 651 €
Piegros	25 889 €	8 868 €	<b>34 758 €</b>	- €	34 758 €
Aubenasson	240 €	- 802 €	- <b>562 €</b>	- €	- 562 €
Aurel	22 999 €	- 4 998 €	<b>18 002 €</b>	- €	18 002 €
Chastel Arnaud	1 536 €	- 862 €	<b>674 €</b>	- €	674 €
Espenel	5 333 €	- 2 954 €	<b>2 379 €</b>	- €	2 379 €
La Chaudière	3 446 €	- 492 €	<b>2 954 €</b>	- €	2 954 €
Rimon-et-Savel	4 684 €	- 675 €	<b>4 009 €</b>	- €	4 009 €
Saillans	57 372 €	- 25 611 €	<b>31 762 €</b>	18 080 €	13 682 €
St Benoît en Diois	415 €	- 697 €	- <b>282 €</b>	- €	- 282 €
St Sauveur en Diois	101 €	- 1 434 €	- <b>1 333 €</b>	- €	- 1 333 €
Vercheny	31 181 €	- 5 509 €	<b>25 671 €</b>	- €	25 671 €
Veronne	573 €	- 733 €	- <b>161 €</b>	- €	- 161 €
Crest	1 608 124 €	844 668 €	<b>2 452 792 €</b>	828 070 €	1 624 722 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 218 185 €</b>	<b>844 856 €</b>	<b>3 063 041 €</b>	<b>924 135 €</b>	<b>2 138 906 €</b>

Montant à verser par la CC aux communes.

## Remarque générale

**Le présent document a été établi pour évaluer les transferts de charges liés aux transferts de compétences.**

**Le conseil communautaire sera appelé en outre à tenir compte, conformément aux délibérations antérieures, de l'impact du FPIC sur l'attribution de compensation.**

**Par ailleurs, les conventions entre les communes et l'intercommunalité permettront de régulariser les charges et les produits indûment portés par les communes ou la 3CPS dans les premiers mois suivants le transfert de compétence.**

**Annexes :**

**Dette de Crest**

# Annexes : Dette de Crest

Nom du prêt	Désignation	Total frais financiers pris en compte	Durée	Montant pris en compte	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Prêt 2013	Télécentre																
Prêt 2013	Stade rugby : barnum + rouleau	5 092,05	15,00	339,47	1 832,14	1 787,62	1 743,10	1 698,58	1 654,05	1 609,53	1 565,01	1 520,49	1 475,97	1 431,45	1 386,93	1 342,40	1 297,88
Prêt 2013	Escrime : vestiaire	8 516,09	40,00	212,90	3 064,12	2 989,67	2 915,20	2 840,75	2 766,28	2 691,83	2 617,37	2 542,91	2 468,45	2 393,99	2 319,53	2 245,08	2 170,61
Prêt 2013	Piscine : PMR	4 757,31	40,00	118,93	1 711,72	1 670,12	1 628,52	1 586,93	1 545,36	1 503,76	1 462,16	1 420,56	1 378,96	1 337,36	1 295,76	1 254,16	1 212,56
Prêt Gym HQE	Gymnase Chareyre HQE	6 155,99	40,00	153,90	1 501,96	1 501,96	1 501,96	1 501,96	1 501,96	1 501,96	1 501,96	1 501,96	1 501,96	1 501,96	1 501,96	1 501,96	1 501,96
Prêt piscine	Piscine 2012 : Sécurisation vidange	2 724,47	40,00	68,11	658,88	658,88	658,88	658,88	658,88	658,88	658,88	658,88	658,88	658,88	658,88	658,88	658,88
Prêt piscine	Rénovation piscine	28 980,49	40,00	724,51	6 817,40	6 817,40	6 817,40	6 817,40	6 817,40	1 704,35							
Prêt piscine	MOE rénovation bassins piscine	12 523,97	40,00	313,10	2 002,08	2 002,08	2 002,08	2 002,08	2 002,08	2 002,08	2 002,08	2 002,08	2 002,08	2 002,08	2 002,08	2 002,08	500,50
Prêt social	Espace intergénérationnel (total frais = 196 653,36 : pris en compte 3841 tantièmes pour multi accueil et 3313 tantièmes pour dojo soit 7 154 tantièmes)																
Prêt Soubeyran	Soubeyran 2009 : conformité	2 581,21	40,00	64,53	718,80	718,80	718,80	718,80	718,80	718,80	718,80	718,80	718,80	718,80	718,80	179,70	
Prêt Soubeyran	Soubeyran : désenfumage-bardage																
Prêt Soubeyran	Soubeyran : salle haltérophilie																
Prêt stade	Arrosage rugby	12 840,74	15,00	856,05	2 953,00	2 953,00	2 953,00	2 953,00	2 953,00	2 953,00	2 953,00	2 953,00	2 953,00	2 953,00	2 953,00	2 953,00	2 953,00
Prêt stade	Terrain foot synthétique	115 456,00	15,00	7 697,07	15 845,68	15 845,68	15 845,68	15 845,68	15 845,68	15 845,68	15 845,68	15 845,68	15 845,68	15 845,68	15 845,68	15 845,68	15 845,68
Prêt stade	Eclairage rugby	23 861,61	15,00	1 590,77	3 842,75	3 842,75	3 842,75	3 842,75	3 842,75	3 842,75	3 842,75	3 842,75	3 842,75	3 842,75	3 842,75	3 842,75	3 842,75
Prêt stade	Arrosage rugby + foot																
Prêt stade	Buts rugby + décompactage foot																
Prêt tennis	Rénovation court tennis	33 219,06		2 214,60	4 770,04	4 770,04	4 770,04	4 770,04	4 770,04	4 770,04	4 770,04	4 770,04	4 770,04	4 770,04	4 770,04	4 770,04	4 770,04
Prêt tennis	Rénovation court tennis																
Prêt tennis	Tennis 2012 : réfection courts																
	2003-2018 : 100 000				8 897,76	8 897,76	8 897,76	8 897,76	6 673,32								
	2003-2018 : 100 000				9 566,44	9 566,44	9 566,44	9 566,44	2 391,61								
	2004-2019 : 80 000	213 736,00	40,00	5 343,40	7 442,52	7 442,52	7 442,52	7 442,52	7 442,52	1 860,63							
	2000-2024 : 80 000				5 623,76	5 623,76	5 623,76	5 623,76	5 623,76	5 623,76	5 623,76	5 623,76	5 623,76	5 623,76	5 623,76		
	2001-2016 : 100 000				9 636,08	9 636,08	4 818,04										
		470 444,99		19 697,35	86 885,13	86 724,56	81 745,93	76 767,33	67 207,49	47 287,05	43 561,49	43 400,91	43 240,33	43 079,75	42 919,17	36 595,73	34 753,96
Investissement : ECO																	
Investissement : social																	
Investissement : sport																	
TOTAL INVESTISSEMENT																	
Ecart					5 319,12	5 479,69	10 458,32	15 436,92	24 996,76	44 917,20	48 642,76	48 803,34	48 963,92	49 124,50	49 285,08	55 608,52	57 450,30

## ECHEANCES 2014 EMPRUNTS TRANSFERES (hors BIE et hors OM)

Organisme bancaire	N° prêt	N° dossier	Objet du transfert	Échéances 2014 : janvier-février			Échéances 2014 : mars -décembre		
				Date	Capital	Intérêts	Date	Capital	Intérêts
CREDIT MUTUEL	203124 02	398	Arrosage rugby				30/03/14	440.61	342.64
							30/06/14	445.51	337.74
							30/09/14	450.46	332.79
							30/12/14	455.47	327.78
			Gymnase Chareyre HQE				30/03/14	211.23	164.26
							30/06/14	213.58	161.91
							30/09/14	215.95	159.54
							30/12/14	218.36	157.13
	203124 04	399	Piscine : sécurisation vidan	28/02/14	88.04	76.68	28/05/14	89.03	75.69
							28/08/14	90.03	74.69
28/11/14							91.04	73.68	
CAISSE D'EPARGNE	9164932	402	Rugby : barnum + rouleau	25/02/14	281.23	150.88	25/05/14	281.23	148.28
							25/08/14	281.23	145.68
							25/11/14	281.23	143.08
			Piscine : PMR	25/02/14	281.05	150.78	25/05/14	281.05	148.18
							25/08/14	281.05	145.58
							25/11/14	281.05	142.98
		Escrime : vestiaires	25/02/14	497.82	267.08	25/05/14	497.82	262.47	
						25/08/14	497.82	257.87	
						25/11/14	497.82	253.26	
Chris/interco/dette/emprunts transférés échéances 2014									



# Annexes : Dette de Crest

	3654197	384	Foot synthétique				25/03/14	1 910.85	2 050.57
							25/06/14	1 934.21	2 027.21
							25/09/14	1 957.86	2 003.56
							25/12/14	1 981.79	1 979.63
	3664266	389	Soubeyran : conformité	25/01/14	117.69	62.01			
							25/04/14	118.80	60.90
							25/07/14	119.92	59.78
							25/10/14	121.06	58.64
STE FINANCEMENT LOCAL	MON2446897	379	Rugby : éclairage				01/08/14	2 302.10	1 540.65
	MIN500480	376	Piscine : rénovation bassin	01/02/14	308.12	192.40			
							01/05/14	311.19	189.33
							01/08/14	314.29	186.23
CREDIT AGRICOLE							01/11/14	317.41	183.11
	73377	380	Rénovation courts de tennis	15/02/14	2 435.04	2 335.00			
	46497	362	Divers	15/01/14	1 841.25	383.19			
							15/04/14	1 859.67	364.77
							15/07/14	1 878.26	346.18
							15/10/14	1 897.05	327.39
	8435	357	Divers	21/01/14	1 929.82	461.79			
							21/04/14	1 954.33	437.28
SOCIETE GENERALE							21/07/14	1 979.15	412.46
							21/10/14	2 004.28	387.33
	12079	347	Divers	10/02/14	2 117.65	291.37			
							10/05/14	2 145.12	263.90
Chris/interco/dette/emprunts transférés							10/08/14	2 172.96	236.06
							10/11/14	2 201.15	207.87
échéances 2014									

## Annexes : Dette de Crest

CAISSE D'EPARGNE	15108	370	Piscine : rénovation	27/01/14	1 336.36	367.99	27/04/14	1 351.93	352.42
							27/07/14	1 367.68	336.67
							27/10/14	1 383.61	320.74
			Divers	27/01/14	1 458.89	401.74	27/04/14	1 475.89	384.74
							27/07/14	1 493.08	367.55
							27/10/14	1 510.48	350.15
	3583446	338	Divers	25/02/14	813.92	592.02	25/05/14	824.10	581.84
							25/08/14	834.40	571.54
							25/11/14	844.83	561.11
				TOTAL	13 506.88	5 732.93		46 669.02	21 004.84

## ECHEANCES 2014 EMPRUNTS TRANSFERES OM

Organisme bancaire	N° prêt	N° dossier	Objet du transfert	Échéances 2014 : janvier-février			Échéances 2014 : mars -décembre		
				Date	Capital	Intérêts	Date	Capital	Intérêts
SOCIETE GENERALE	15887	375	Remise en état broyeur	03/01/14	194.80	107.90	03/04/14	196.60	106.10
							03/07/14	198.41	104.29
							03/10/14	200.24	102.46
			Conformité accès déchette	03/01/14	362.61	200.85	03/04/14	365.96	197.50
							03/07/14	369.33	194.13
							03/10/14	372.74	190.72
CREDIT AGRICOLE	8435	357	Déchetterie : conformité	25/01/14	316.82	75.81	21/04/14	320.84	71.79
							21/07/14	324.91	67.72
							21/10/14	329.04	63.59
SOCIETE GENERALE	12079	347	Containers enterrés	10/02/14	1 509.10	207.64	10/05/14	1 528.68	188.06
							10/08/14	1 548.52	168.22
							10/11/14	1 568.61	148.13
	15108	370	Déchetterie : conformité	27/01/14	862.78	237.58	27/04/14	872.83	227.53
							27/07/14	883.00	217.36
							27/10/14	893.29	207.07
TOTAL				3 246.11	829.78		9 973.00	2 254.67	

**Annexes :**

**Dette de Saillans**

# Annexes : Dette de Saillans

Nom du prêt	Total frais financiers pris en compte	Durée	Montant pris en compte	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prêt écureuil équipt.	40 673	40	1 016,83	5 313,63	4 941,84	4 570,05	4 198,23	3 826,43	3 454,64

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
3 082,83	2 711,03	2 339,23	1 967,43	1 595,63	1 223,82	852,02	480,23	116,17

Source : Plan de remboursement (commune de Saillans)



© 2013 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative ("KPMG International"), une entité de droit suisse. Tous droits réservés.  
Imprimé en France.

Le nom KPMG, le logo et "cutting through complexity" sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DE LA DROME

Préfecture  
Direction des Collectivités et de l'Utilité Publique

Bureau de l'Intercommunalité  
et du Contrôle administratif

Section Intercommunalité  
Affaire suivie par : Isabelle DUCLOS - Gisèle BAUD  
Tél.: 04.75.79.28.67-Tél.: 04.75.79.28.51  
Fax : 04 75 79 28 55  
✉ : [isabelle.duclos@drome.gouv.fr](mailto:isabelle.duclos@drome.gouv.fr)  
[gisele.baud@drome.gouv.fr](mailto:gisele.baud@drome.gouv.fr)

### Arrêté n° 2014-154-0027 approuvant les statuts du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.)

**Le Préfet de la Drôme,**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), sa cinquième partie, notamment ses articles L. 5721-1 et suivants ;

VU l'arrêté n° 07-0912 du 5 mars 2007 portant constitution du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.), modifié par les arrêtés n° 09-0810 du 2 mars 2009 et n° 09-3220 du 7 juillet 2009 ;

VU la délibération du 6 mars 2014 par laquelle le comité syndical du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.) se prononce en faveur d'une modification statutaire du syndicat, telle que présentée dans le projet de statuts annexé à la délibération ;

VU les délibérations par lesquelles les organes délibérants des collectivités membres du syndicat approuvent les nouveaux statuts du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, consécutivement à l'avis du comité syndical précité :

Conseil Régional Rhône-Alpes (séance du 17 avril 2014) ; Conseil Général de la Drôme (séance du 14 avril 2014) ; Conseil Général de l'Ardèche (séance du 12 mai 2014) ;

**Considérant** que les conditions de majorité requises par l'article 14-1 des statuts actuels du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique sont satisfaites ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme

### ARRETE

#### **ARTICLE 1 :**

Est autorisée la modification des statuts du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.), conformément à l'exemplaire des statuts du syndicat ci-annexé.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble situé 2 Place de Verdun -BP 1135- 38022 Grenoble Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou, de son affichage en préfecture et au siège du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique.

**ARTICLE 3 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, le Directeur départemental des Finances publiques, le Président du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, le Président du Conseil Régional Rhône-Alpes, le Président du Conseil Général de la Drôme, le Président du Conseil Général de l'Ardèche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Drôme et dont copie sera adressée au préfet de la région Rhône-Alpes et au préfet de l'Ardèche.

Fait à Valence, le - 3 JUIN 2014

Le Préfet,

Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES



ARDÈCHE DRÔME NUMÉRIQUE

ARDÈCHE DRÔME NUMÉRIQUE



Vu et annexé

au présent arrêté

n° 2014-154-0027

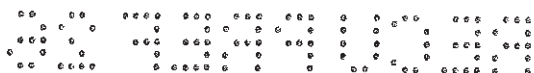
du - 3 JUIN 2014

Le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

# **STATUTS DU SYNDICAT MIXTE ARDÈCHE DRÔME NUMÉRIQUE (ADN)**



## PRÉAMBULE

La desserte des territoires en réseaux de communications électroniques est devenue, en quelques années, une préoccupation essentielle d'aménagement du territoire.

La Région Rhône-Alpes, le Département de l'Ardèche et le Département de la Drôme ont ainsi décidé, dès 2007, d'unir leur destin numérique autour de la réalisation, la gestion et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit sur le territoire de Rhône-Alpes Sud comprenant les départements de l'Ardèche et de la Drôme.

Le syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N) a ainsi été créé par arrêté préfectoral du 19 mars 2007.

En application de ses statuts, le syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N) a décidé l'établissement d'un réseau de communications électroniques sur le territoire des départements de l'Ardèche et de la Drôme et d'ouvrir le réseau de transport de communications électroniques ainsi réalisé aux opérateurs et à des utilisateurs de réseaux indépendants, dans le cadre du premier alinéa du I de l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

Pour mettre en œuvre cette opération, le cadre juridique choisi par le Syndicat mixte ADN est celui de la délégation de service public, sous la forme d'une concession de travaux et de service publics. La convention de délégation de service public relative à l'établissement et l'exploitation du réseau du Syndicat Mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.), est entrée en vigueur le 28 juillet 2008 pour une durée de 25 ans.

En 2013, le Département de l'Ardèche et le Département de la Drôme ont chacun adopté le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de l'Ardèche et de la Drôme. Ce schéma comporte un volet « Infrastructures numériques », qui décrit l'ambition d'équiper l'ensemble du territoire en fibre optique jusqu'à la maison et acte un projet ambitieux pour la Drôme et l'Ardèche : « La fibre à la maison pour tous les territoires en 10 ans »

Le 20 février 2014, la Région Rhône-Alpes a adopté sa stratégie pour le numérique intitulée « Rhône-Alpes, la Région connectée ». Plus de 300 M€ seront investis en 10 ans pour un objectif ambitieux : desservir en fibre optique d'ici 2025 tous les foyers, entreprises et sites publics de Rhône-Alpes.

Ce nouveau projet s'inscrit dans la continuité de notre stratégie d'aménagement numérique du territoire engagée depuis 2007 et en complémentarité des initiatives menées par les opérateurs privés sur une partie du territoire bi-départemental.

Avec cette nouvelle perspective, il convient de faire évoluer le syndicat mixte en proposant aux établissements publics de coopération intercommunale (Communautés d'agglomération et Communautés de communes) du territoire d'entrer dans sa gouvernance, pour réaliser ensemble ce projet.

Cette ouverture du Syndicat ADN nécessite l'évolution de ses statuts.

## **Article 1<sup>er</sup> : Composition et dénomination**

En application des articles L. 5721-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, le Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N), est un syndicat mixte à vocation unique composé de trois membres fondateurs (Département de l'Ardèche, Département de la Drôme, Région Rhône-Alpes) et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la liste est jointe en annexe aux présents statuts.

## **Article 2 : Objet**

Le Syndicat a pour objet l'établissement, l'exploitation et la mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques, sur le périmètre des départements de la Drôme et de l'Ardèche, dans les conditions prévues par la loi.

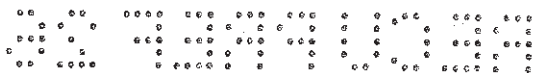
Le Syndicat exerce également des activités qui présentent le caractère de complément normal et nécessaire de ses compétences principales.

## **Article 3 : Compétences**

Conformément à son objet, le Syndicat est compétent, sur le périmètre des départements de la Drôme et de l'Ardèche, en lieu et place de ses membres pour exercer les missions suivantes:

- L'établissement, l'exploitation et la mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques dans les conditions prévues par la loi ;
- La réalisation de toute prestation, acquisition ou travaux nécessaires au développement de ces infrastructures et réseaux ;
- L'organisation et la fourniture des services de communications électroniques et des services de communication audiovisuelle, correspondant à ces infrastructures et réseaux, dans les conditions prévues par la loi ;
- La passation de tout contrat ou marché nécessaire à l'exercice de ces activités ;
- L'organisation de l'expertise financière, technique et juridique de toute question intéressant la réalisation, l'exploitation et la mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques.

Le Syndicat est également compétent en matière d'étude, d'intégration et de gestion des données géographiques et alphanumériques concernant ces infrastructures et réseaux de communications électroniques.



#### **Article 4 : Prestations de services et activités complémentaires**

Le syndicat peut, à la demande d'un de ses membres, d'une collectivité, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte non membre, assurer des prestations de services se rattachant à son objet, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales. Les contrats relatifs à ces prestations sont conclus dans le respect de la réglementation en vigueur.

Des conventions de mise à disposition de tout ou partie d'un service peuvent en outre être conclues entre le Syndicat et l'un de ses membres dans les conditions prévues à l'article L. 5721-9 du Code général des collectivités territoriales.

Enfin, le Syndicat peut être coordonnateur de commandes publiques et être centrale d'achat dans les conditions prévues à l'article 9 du Code des marchés publics pour toute catégorie d'achat ou de commande publique se rattachant aux domaines d'activités du Syndicat.

#### **Article 5 : Adhésion d'un membre**

Tout établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le siège est situé dans le département de l'Ardèche ou dans celui de la Drôme peut demander à adhérer au syndicat. Cette adhésion est décidée par délibération du comité syndical statuant à la majorité simple des membres présents et représentés sans qu'il soit nécessaire de consulter les assemblées délibérantes de chacun des membres du syndicat.

#### **Article 6 : Retrait d'un membre adhérent**

Aucun membre ne pourra quitter le syndicat mixte pendant la durée des contrats et conventions passées en vue de l'exploitation du service.

Le retrait d'un membre, demandé par son organe délibérant, est soumis, d'une part, à une délibération prise à l'unanimité des membres qui composent le comité syndical et d'autre part, à l'accord des deux tiers des organes délibérants des membres du Syndicat.

L'organe délibérant de chaque membre du syndicat dispose d'un délai de six mois à compter de la notification à son Président de la délibération du comité syndical pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Le retrait d'un membre du syndicat se fera dans les conditions prévues à l'article L. 5211-25-1 du Code général des collectivités territoriales.

Lorsqu'une commune se retire d'un établissement public de coopération intercommunale membre du Syndicat, ce retrait n'affecte pas l'adhésion de l'établissement public de coopération intercommunale au Syndicat mixte. Les conditions financières et patrimoniales

du retrait de la commune qui peuvent intéresser le Syndicat sont alors déterminées par délibérations concordantes du conseil municipal de la commune et des organes délibérants du syndicat mixte et de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut d'accord, ces conditions sont arrêtées par le représentant de l'Etat.

### **Article 7 : Autres modifications statutaires**

Toute modification statutaire autre que celles concernant l'adhésion ou le retrait d'un membre adhérent est adoptée par le Comité syndical à la majorité des deux tiers des membres du comité syndical.

### **Article 8 : Comité syndical**

#### **Article 8-1 Composition**

Chaque membre adhérent du syndicat est représenté au sein du Comité syndical comme suit :

- La Région Rhône-Alpes désigne 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants,
- Le Département de l'Ardèche désigne 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants,
- Le Département de la Drôme désigne 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants,
- Chaque établissement public de coopération intercommunale membre adhérent du Syndicat désigne un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Chaque délégué titulaire et chaque délégué suppléant de la Région Rhône-Alpes, du Département de l'Ardèche et du Département de la Drôme dispose de cinq voix.

Chaque délégué titulaire et chaque délégué suppléant des établissements publics de coopération intercommunale dispose d'une voix.

Les délégués titulaires et suppléants sont choisis par les membres adhérents au sein de leurs assemblées délibérantes respectives. Pour les établissements publics de coopération intercommunale membres, ce choix peut également porter sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Les délégués des membres suivent, quant à la durée de leur mandat au comité syndical du Syndicat, en principe, le sort de l'assemblée qui les a élus. Dans l'éventualité où un membre adhérent procède au remplacement d'un de ses représentants en cours de mandat, la durée de son mandat correspond alors à la durée du mandat restant à courir.

Tout nouvel adhérent désigne ses représentants au comité syndical lors de la réunion de son assemblée délibérante la plus proche suivant son adhésion au Syndicat.

## Article 8-2 Fonctionnement

Les dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives au fonctionnement du conseil municipal des communes de 3.500 habitants et plus sont applicables au fonctionnement du comité syndical du Syndicat sauf dispositions dérogatoires contenues dans les présents statuts.

Le comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du président.

Le Comité syndical se réunit au siège administratif du Syndicat ou dans un lieu choisi par le bureau sur le territoire de l'un des membres.

Les délibérations du comité syndical sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés sauf dans les cas prévus par les présents statuts.

Lorsqu'il y a égalité des voix, et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le quorum est atteint lorsque la majorité simple est réunie, si le quorum n'est pas atteint le jour fixé par la convocation, le Président convoque une nouvelle réunion sur le même ordre du jour, dans un délai maximum de trente jours et le comité syndical délibère alors valablement quel que soit le nombre de délégués présents.

## Article 9 : Bureau

Le Comité syndical élit en son sein un bureau composé du Président et de 15 autres membres dont 5 vice-présidents selon les modalités prévues ci-après :

- 3 membres du bureau dont 1 vice-président sont désignés parmi les représentants de la Région Rhône-Alpes ;
- 3 membres du bureau dont 1 vice-président sont désignés parmi les représentants du Département de l'Ardèche ;
- 3 membres du bureau dont 1 vice-président sont désignés parmi les représentants du Département de la Drôme ;
- Parmi les représentants des établissements publics de coopération intercommunale, sont désignés :
  - 3 membres du bureau dont 1 vice-président lorsque la population totale des établissements publics de coopération intercommunale membres du syndicat est inférieure ou égale à 300.000 habitants ;

- 3 membres supplémentaires dont 1 vice-président lorsque la population totale des établissements publics de coopération intercommunale membres du syndicat est supérieure à 300.000 habitants.

Le Président ainsi que les autres membres du bureau sont élus par le comité syndical pour la même durée que l'assemblée dont ils sont issus.

Le Comité Syndical délègue au Président et au bureau ses attributions dans les conditions prévues à l'article 10 des présents statuts.

Tous les membres ont une voix au bureau.

### **Article 10 : Délégations**

Le comité syndical peut déléguer au président et au bureau une partie de ses attributions à l'exception :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

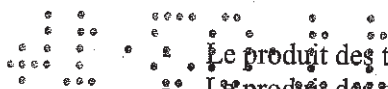
6° De la délégation de la gestion d'un service public.

### **Article 11 : Budget**

Le Syndicat est notamment habilité à percevoir les ressources suivantes:

- La contribution des membres ;
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, du syndicat ;
- L'ensemble des sommes dues par les délégataires de service public ;
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- Les fonds de concours ou subventions de l'Union européenne, de l'Etat, des collectivités territoriales, des groupements de collectivités territoriales et établissements publics ;
- Le produit des dons et legs ;





- Le produit des taxes, redevances, et contributions correspondant aux services assurés ;
- Le produit des emprunts ;
- Toute autre recette autorisée par les lois ou règlements.

La contribution annuelle des membres aux dépenses du Syndicat est répartie comme suit :

➤ Part de la contribution selon le critère démographique :

- La contribution des membres fondateurs selon le critère de la population totale INSEE au 1er janvier de l'année en cours de l'ensemble des EPCI à fiscalité propre ayant leur siège dans les départements de la Drôme et de l'Ardèche est de :
  - Pour la Région Rhône-Alpes : vingt centimes par habitant ;
  - Pour le Département de l'Ardèche : vingt centimes par habitant ;
  - Pour le Département de la Drôme : vingt centimes par habitant ;
- La part de la contribution de chaque établissement public de coopération intercommunale membre selon le critère de la population totale INSEE au 1er janvier de l'année en cours de son territoire est de quarante centimes d'euros par habitant, à l'exception des établissements publics de coopération intercommunale dont le territoire sera rendu raccordable à plus de 50 % par l'initiative de déploiement des opérateurs privés. Les intentions des opérateurs sont recensées dans le Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN). Lorsque la convention de programmation et de suivi des déploiements FttH sera conclue, les zones prises en compte seront les « zones conventionnées » visées par la convention. Leur participation est fixée à vingt-cinq mille euros.

➤ Part de la contribution selon le nombre de prises à construire :

Chaque établissement public de coopération intercommunale membre contribue en outre annuellement à hauteur de deux euros par prise selon le nombre de prises à construire sur son territoire.

La contribution des membres est obligatoire.

Le Syndicat est en outre habilité à solliciter le concours financier de ses membres adhérents, dans les conditions légales et réglementaires applicables, dans l'éventualité notamment où des dépenses d'investissement pour le déploiement de réseaux et d'infrastructures de communications électroniques dont le Syndicat assure la maîtrise d'ouvrage le nécessiteraient.

**Article 12 : Comptabilité**

La comptabilité du Syndicat est tenue selon les règles applicables à la comptabilité publique. Les fonctions de receveur du syndicat sont exercées par Monsieur le Payeur départemental.



### **Article 13 : Règlement intérieur**

Un règlement intérieur, approuvé par le Comité Syndical, détaillera en tant que de besoin, les règles de fonctionnement du Syndicat non prévues aux présents statuts.

### **Article 14 : Siège du Syndicat**

Le siège du Syndicat est fixé à l'adresse suivante : 1, avenue de la Gare - Rovaltain TGV - BP 15137 Alixan 26958 VALENCE Cedex 9. Il pourra être modifié par délibération du Conseil syndical.

### **Article 15 : Durée du Syndicat**

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

ASSEMBLÉE

DES

### **Annexe : Liste des membres adhérents du Syndicat mixte**

- La Région Rhône-Alpes ;
- Le Département de l'Ardèche ;
- Le Département de la Drôme ;

## **Convention de transition entre l'Etat et la communauté de communes du Crestois Pays de Saillans-Coeur de Drôme pour l'accompagnement de l'instruction des autorisations d'urbanisme**

Vu la loi n° 2014366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové set son article 134 ;  
Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L4221 et L4228 ;  
Vu la circulaire du 4 mai 2012 relative à l'organisation de l'application du droit des sols dans les services déconcentrés de l'Etat ;  
Vu la circulaire du 18 juin 2013 relative à la réforme de la fiscalité de l'aménagement ;  
Vu la délibération du XXX de l'assemblée communautaire actant la création d'un service mutualisé pour l'instruction des actes d'urbanisme ;

### **Préambule**

L'instruction des actes d'urbanisme par les services de l'Etat pour le compte des collectivités repose sur des dispositions du code de l'urbanisme qui prévoient que dans certaines conditions, le maire peut disposer gratuitement des services déconcentrés de l'Etat.

Les nouvelles dispositions législatives introduites par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 réservent la mise à disposition des services de l'Etat aux communes compétentes de moins de 10000 habitants n'appartenant pas à un établissement public de coopération intercommunale regroupant 10000 habitants.

Ces dispositions entreront en vigueur pour toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme déposées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Dans le cadre de l'assistance juridique et technique ponctuelle pour l'instruction des demandes de permis de construire prévues à l'article L4228, les collectivités pourront néanmoins au-delà de cette date bénéficier de la part des services de l'Etat :

- d'un conseil amont et d'une expertise pour les projets ou situations complexes ;
- d'une animation et information dans le cadre du réseau
- d'une veille juridique et jurisprudentielle

Outre ces missions d'assistance, la présente convention définit, en phase transitoire, les modalités d'accompagnement de la structure appelée à instruire les demandes d'autorisations et actes relatives à l'occupation du sol délivrés au nom de la commune conformément aux nouvelles dispositions en vigueur.

### **ENTRE :**

L'Etat, représenté par le Préfet de la Drôme ;  
et la communauté de communes du Crestois Pays de Saillans-Cœur de Drôme, représentée par son président ;

Il est convenu de ce qui suit :

### **Article 1 : Durée de la convention de transition**

La convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et prendra fin le 30 juin 2015.

### **Article 2 : Objet de la convention**

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2015, l'Etat n'assurera plus l'instruction des autorisations du droits des sols pour le compte des communes compétentes de la communauté de communes.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'accompagnement de l'Etat auprès du service mutualisé des communes de la communauté de communes.

### **Article 3 : Conseil et assistance pour l'urbanisme et le pilotage du centre d'instruction**

L'Etat apportera un conseil et une assistance auprès de la communauté de communes qui pourra notamment porter sur les éléments suivants :

- information sur la constitution d'un centre instructeurs
- compétences et leur délégation
- la répartition des rôles entre communes/EPCI et le centre d'instruction

- le dimensionnement des services au regard de la charge de travail (volumétrie annuelle et typologie des actes instruits)
- conseil pour l'urbanisme et le fonctionnement du centre : risque contentieux, archivage, outils pour le pilotage et le suivi de l'activité, méthodes de travail et outils associés, organisation du travail et suivi de l'activité

#### Article 4 : Instruction des dossiers dits « à enjeux »

En phase transitoire, le service mutualisé aux communes pourra solliciter la DDT pour une assistance technique afin d'instruire les dossiers dits « à enjeux » sur son territoire.

Les dossiers dits « à enjeux » seront identifiés par le service mutualisé et pourront concerner :

- les demandes de permis de construire des Établissements Recevant du Public
- les demandes de permis de construire concernant des ICPE
- les demandes de permis d'aménager
- les demandes relevant d'une zone soumise à un risque naturel ou technologique
- les demandes situées en zones A ou N des documents d'urbanisme

La DDT proposera au service mutualisé les arrêtés à transmettre à l'autorité compétente.

Au-delà de ces dossiers dits « à enjeux » et à la demande du service mutualisé, des réunions de travail pourront être organisées avec la DDT afin d'évoquer des dossiers particuliers, notamment sur la thématique « accessibilité ».

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015 et conformément aux dispositions législatives, l'Etat ne réalisera plus d'instruction technique des dossiers. Ces dossiers seront donc intégralement instruits par le service mutualisé aux communes.

Au-delà du 1<sup>er</sup> juillet 2015, la DDT continuera à apporter un appui et un conseil juridique, et notamment pour l'instruction des dossiers dits « à enjeux ». Des avis à l'amont pourront être émis dans ce cadre.

#### Article 5 : Formation

Les agents de la communauté de commune peuvent bénéficier d'une formation à l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme auprès du Centre national de formation de la fonction publique territoriale (CNFPT). En complément, la DDT proposera deux séquences d'initiation d'une semaine en décembre 2014 et en février 2015.

En tant que de besoin et à la demande de la communauté de communes la DDT pourra organiser des modules dédiés à des thématiques spécifiques (permis d'aménager, campings, ERP, fiscalité,...).

#### Article 6 : Archivage

La commune reste responsable de l'archivage des dossiers complets, conformément à la circulaire AD 93-1 du 11 août 1993.

La collectivité pourra le cas échéant organiser le transfert des dossiers avec le service mutualisé aux communes chargées de l'instruction.

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2015, la communauté de communes devient responsable de l'archivage technique des dossiers. A partir de cette date, l'Etat ne sera plus responsable de cet archivage.

Pour les dossiers instruits par la DDT dans le cadre de la mise à dispositions avant le 1<sup>er</sup> mars 2015, la DDT conservera ces dossiers pendant la durée d'utilité administrative (DUA) fixée à 10 ans pour les retournera à la collectivité pour conservation définitive et archivage (cf circulaire AD 985 du 19 juin 1998).

#### Article 7 : Rappels réglementaires (non limités à la durée de la convention)

Gestion du flux entre la structure locale et la DDT pour le traitement de la fiscalité

Conformément aux articles R331-10 et R 331-11 du code de l'urbanisme, l'autorité compétente doit transmettre à la DDT dans un délai d'un mois après la décision, tous les éléments nécessaires au calcul des taxes pour les dossiers.

Ces éléments seront transmis à :

DDT de la Drôme  
UT Nord  
4 place Laennec  
26000 VALENCE

#### Statistiques urbanisme et historique des dossiers

En application de l'article L4261 du code de l'urbanisme, les communes et les établissements publics qui instruisent eux-mêmes les actes d'urbanisme, transmettent chaque mois aux services du ministère de l'équipement, pour l'établissement de statistiques, les informations statistiques prévues par les arrêtés pris pour l'application de l'article R434-2 de ce code.

La structure en charge de l'instruction des actes d'urbanisme veillera au respect de ces dispositions et mettra en place une interface entre son logiciel d'instruction et l'outil de collecte des statistiques nationales.

A la demande du centre instructeur et sous réserve de l'accord de la collectivité compétente, la DDT fournira les éléments relatifs à l'historique des dossiers instruits par la DDT sous format informatique.

Le Préfet de la Drôme

Le Président de la communauté de communes

Didier LAUGA

Gilles MAGNON



**COMMUNAUTE de COMMUNE du CRESTOIS  
et du PAYS de SAILLANS**

Zone Artisanale Les Bories - Chemin des Senteurs - 26400 AOUSTE sur SYE

**Aménagement de bureaux TRANCHE 3**

Description des travaux :

- Il s'agit de l'aménagement de 3 bureaux dans un local dédié au rangement.
- Ces bureaux ne sont pas destinés à accueillir du public

LOT / OUVRAGES	MARCHÉ INITIAL HT	OPTION HT
<b>CHARPENTE METALLIQUE</b>	<b>4 400,00 €</b>	<b>10 000,00 €</b>
- Création d'ouvertures		
- Structure Mezzanine		5 000,00 €
- Garde corps Mezzanine		1 000,00 €
- Escalier + Gardes corps		4 000,00 €
<b>MENUISERIE EXT ALU</b>	<b>2 600,00 €</b>	
- Châssis aluminium : 100 x 115		
<b>CLOISON DOUBLAGE</b>	<b>8 820,00 €</b>	
- Cloison 72/48		
- Caissons		
- Doublage isolant		
- Isolant en rampant		
- Faux plafond suspendu		
- Porte de communication		
<b>SOL SOUPLE</b>	<b>3 900,00 €</b>	
- Ragréage		
- Sol PVC		
- Plinthes bois		
<b>CHAUFFAGE</b>	<b>2 100,00 €</b>	
- Raccordement / Distribution		
- Radiateurs		
<b>ELECTRICITE</b>	<b>3 375,00 €</b>	
- Tableau secondaire		
- Appareillage (bureaux et dégagement)		
- VMC DF (réseau et distribution)		
- BAES		
<b>PEINTURE</b>	<b>3 200,00 €</b>	
- Cloison et doublage		
- Porte de communication		
- Plinthes bois		

<b>Total HT</b>	<b>28 395,00 €</b>	<b>10 000,00 €</b>
-----------------	--------------------	--------------------

<b>Imprévus 5%</b>	<b>1 419,75 €</b>	<b>500,00 €</b>
--------------------	-------------------	-----------------

<b>MONTANT TOTAL HT</b>	<b>29 814,75 €</b>	<b>10 500,00 €</b>
-------------------------	--------------------	--------------------

<b>TVA à 20%</b>	<b>5 962,95 €</b>	<b>2 100,00 €</b>
------------------	-------------------	-------------------

<b>TOTAL TTC</b>	<b>35 777,70 €</b>	<b>12 600,00 €</b>
------------------	--------------------	--------------------

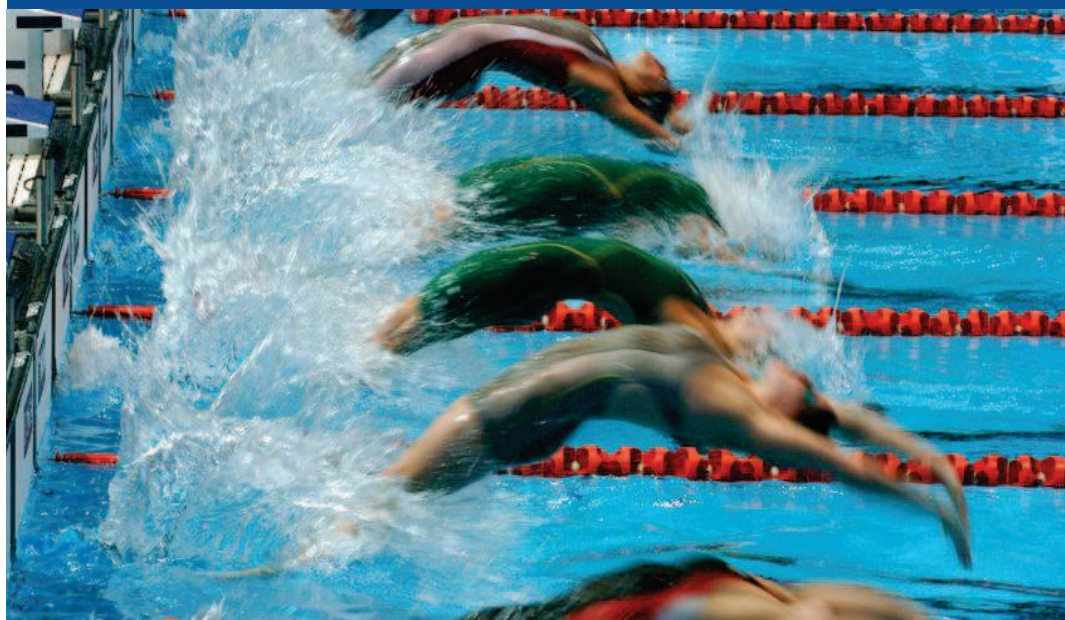
# COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS – CŒUR DE DROME

## ETUDE DE FAISABILITE ET DE PROGRAMMATION RELATIVE A LA CONSTRUCTION D'UN EQUIPEMENT AQUATIQUE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE

**ACTUALISATION DU DIAGNOSTIC**

**COMMISSION SPORTS**

**DU 29/10/2014**





- 1. Enjeux et déroulement de l'étude**
- 2. Echelles de réflexion**
- 3. Etude de la demande**
- 4. Enjeux et fondamentaux du projet**
- 5. Suite à donner à l'étude**

# 1 . ENJEUX ET DEROULEMENT DE L'ETUDE

# LES ENJEUX DE L'ETUDE

- ➔ En prenant appui sur les données existantes, donner à la Communauté de Communes **une très bonne visibilité de l'offre et de la demande en termes de pratiques aquatiques**
- ➔ **Mettre en exergue les spécificités de ce jeune territoire** et formuler des préconisations en conséquence
- ➔ **Faire converger l'offre et la demande**
  - au vu de l'évolution des pratiques et des pratiquants (sport-loisirs, sport-santé, remise en forme, activités ludiques et de détente)
  - en fonction des ambitions de la Collectivité dans le champ des pratiques aquatiques
- ➔ Intégrer dès la phase de préprogrammation les solutions **techniques, fonctionnelles et environnementales** donnant lieu à un équipement au **coût de fonctionnement maîtrisé** et s'inscrivant dans une **démarche de développement durable et d'efficience publique**
- ➔ **Evaluer au plus juste les coûts en investissement** pour une **maîtrise des coûts** tout au long des phases études et un respect de l'enveloppe financière allouée au projet
- ➔ **Partager avec la Maîtrise d'Ouvrage notre connaissance des centres aquatiques et des procédures à mettre en œuvre en vue d'un équipement attractif, à l'image du territoire communautaire et au coût global maîtrisé**

# DEROULEMENT DE L'ETUDE

**PHASE 1 : ACTUALISATION DE L'ETUDE DE FAISABILITE**

**Commission Sports du 29 octobre**

**PHASE 2 : PROPOSITION DE SCENARIOS**

**Réunions de travail de pré-programmation le  
24 novembre et le 22 décembre**

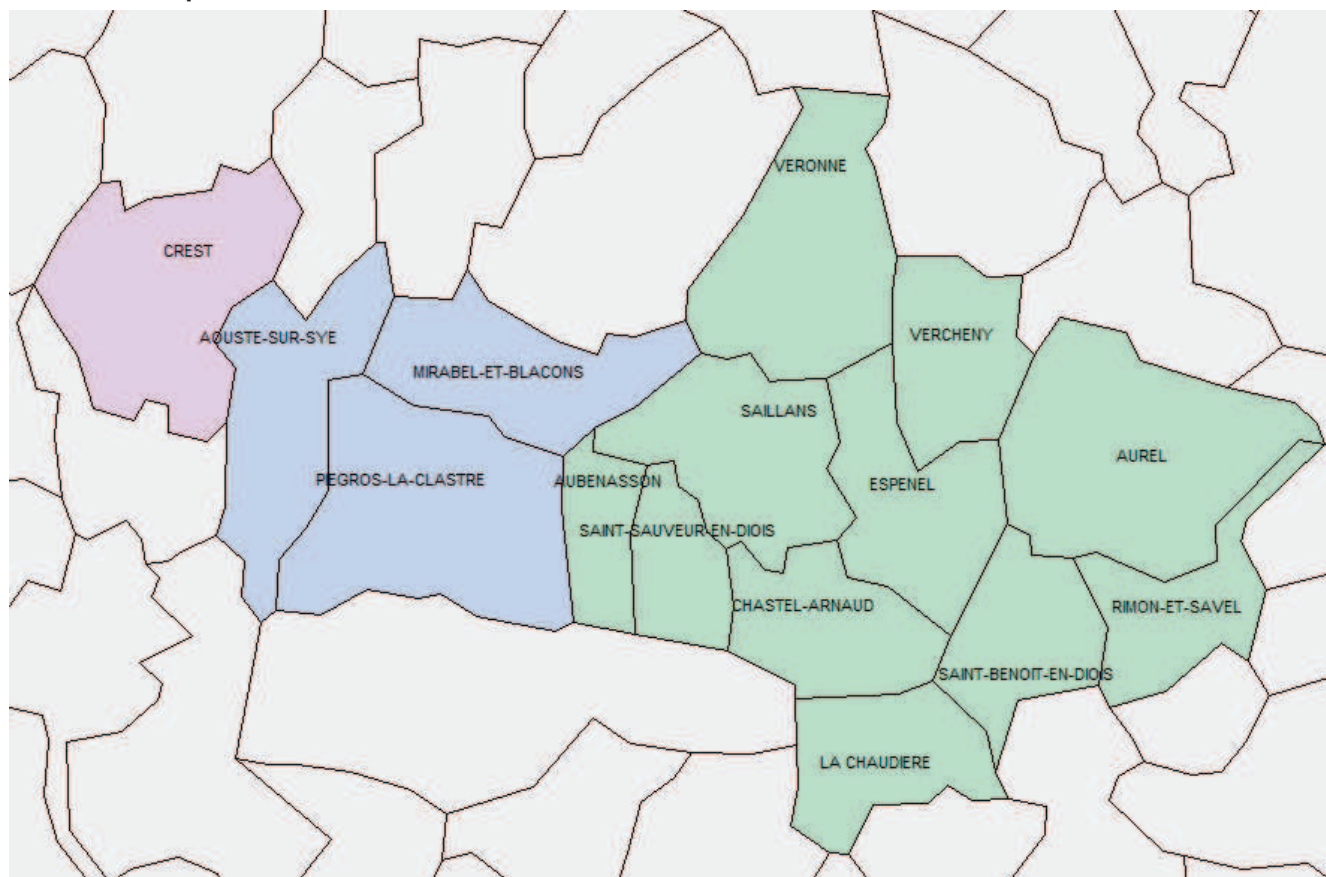
**RESTITUTION**

**Réunion de restitution finale d'un scénario de  
préprogrammation le 19 janvier**

## 2. ECHELLES DE REFLEXION

# LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

- Un territoire jeune, créé en janvier 2014 suite à la fusion au sein d'un même EPCI de la Communauté de Communes du Crestois, de la Communauté de Communes du Pays de Saillans et de la Ville de Crest
- Un territoire majoritairement rural, rassemblant 14 414 habitants (Insee 2011) dont :
  - 8 008 habitants à Crest (56% de la population intercommunale)
  - 2 289 habitants dans l'ancienne CC du Pays de Saillans (16%)
  - 4 117 habitants dans l'ancienne CC du Crestois (29%)
- Le centre aquatique de Crest est identifié dans les statuts de la CCCPS. Il s'inscrit dans le cadre des compétences « construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire » en lien avec les compétences tourisme et développement économique



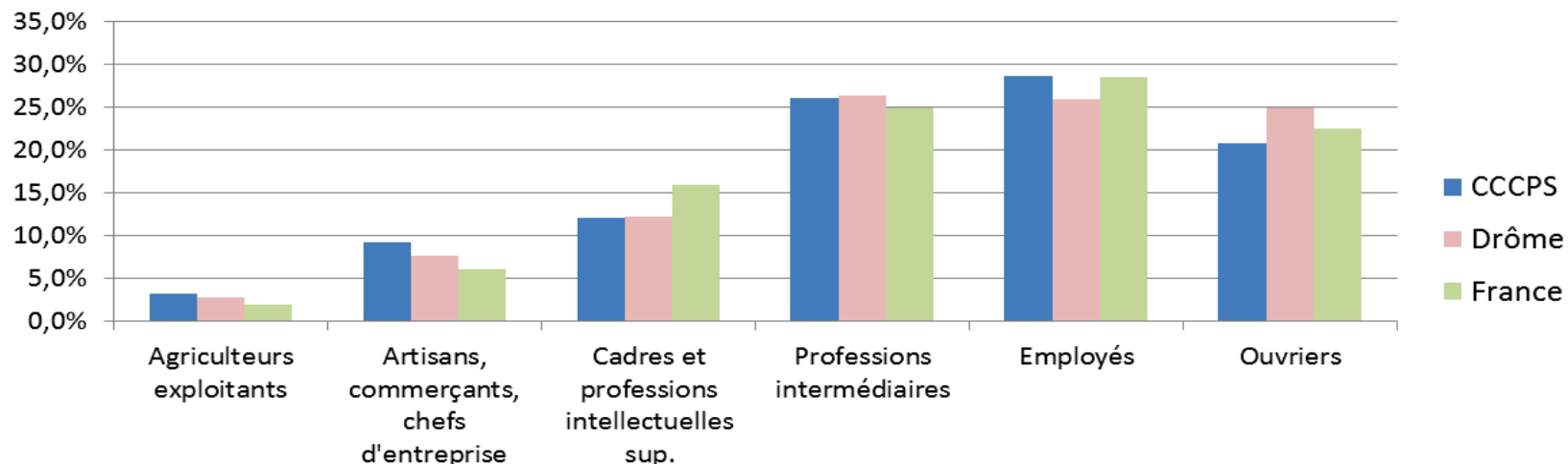
## LEGENDE

- Ville de Crest
- Territoire de l'ancienne CC du Crestois
- Territoire de l'ancienne CC du Pays de Saillans

**Un bassin de population de plus de 14 000 habitants qui, à lui-seul, constitue une taille critique pour envisager la construction d'un équipement aquatique communautaire**

# LA COMMUNAUTE DE COMMUNES – DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES

- Un territoire marqué par une forte orientation résidentielle, génératrice de nombreux déplacements pendulaires, notamment vers Valence, qui s'effectuent en voiture. Ainsi, 14% des salariés résidents de l'ex-CCPS, 23% des salariés résidents de la Ville de Crest et 21% des salariés résidents de l'ex-CCC travaillent dans le Grand Valentinois (*source : diagnostic du PLH des CC de la Vallée de la Drôme*)
- Par ailleurs, de nombreux déplacements s'effectuent aussi bien depuis l'est que depuis l'ouest vers le pôle d'emplois de Crest
- **Crest est la Ville centre de la Vallée de la Drôme-Diois**, elle se caractérise par le poids du tertiaire, de l'administration et du commerce, mais aussi par la présence de groupes alimentaires. On compte 0,52 emploi par habitant à Crest, contre 0,407 à l'échelle de la CCCPS et 0,421 à l'échelle de la Drôme
- Par rapport aux échelles nationale et départementale, les emplois d'agriculteurs, d'artisans / commerçants / chefs d'entreprise et employés sont sur-représentés au sein de la CCCPS, contrairement aux emplois d'ouvriers et de cadres.



Répartition des emplois au lieu de travail par catégorie socio-professionnelle

Des emplois qui se concentrent à l'est du territoire (Crest / Valence / Confluence), générant de nombreux déplacements pendulaires . Au vu de la place de Crest comme pôle d'emplois, les actifs sur leur lieu de travail constitueront une typologie d'utilisateurs à intégrer à la réflexion.

# LA COMMUNAUTE DE COMMUNES – DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

- Les tendances récentes montrent une croissance démographique accrue par rapport aux décennies précédentes (cf. tableau ci-dessous). Le dynamisme démographique est fort dans le Pays de Saillans, par ailleurs territoire le plus rural de la CCCPS
- Qui plus est, les données récentes (source : diagnostic du PLH de la Vallée de la Drôme) montrent une croissance forte des moins de 20 ans, ainsi qu'une croissance forte des 40-59 ans, confirmant l'orientation « familiale » du territoire
- Réciproquement, les 20-40 ans ont tendance à quitter le territoire pour les études ou l'emploi.

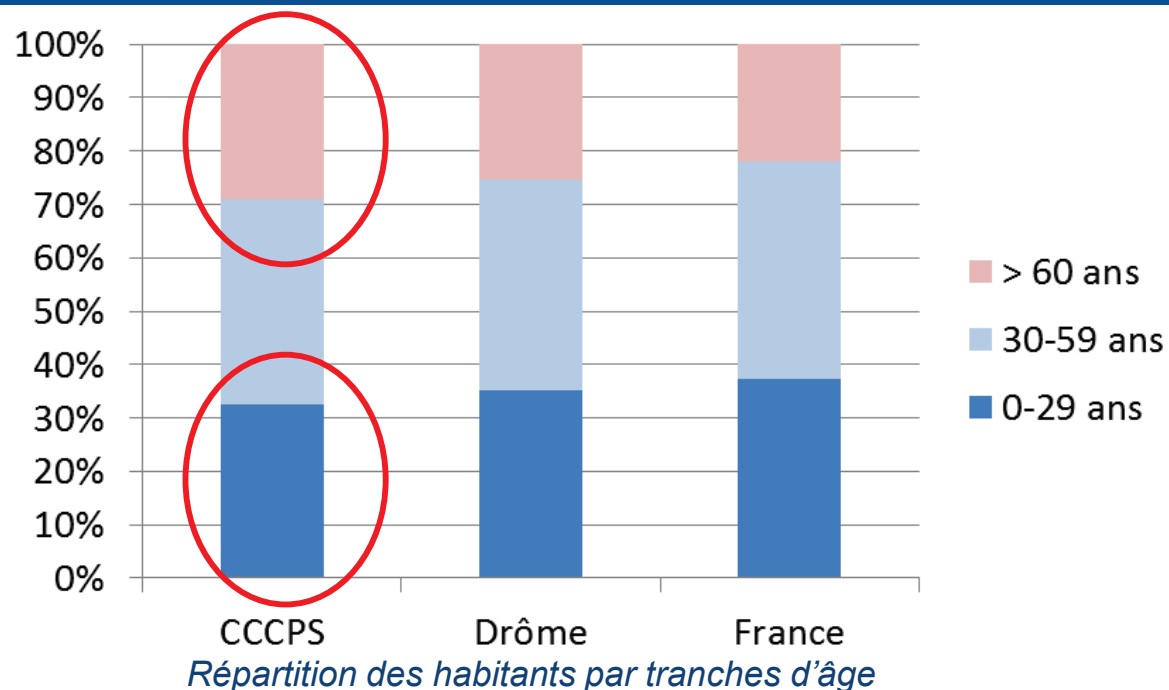
	croissance 2011-1968	croissance rythme annualisée 2011-1968	croissance 2011-1999	croissance rythme annualisée 2011-1999	croissance 2011-2006	croissance rythme annualisée 2011-2006
Crest	12%	0,28%	3,48%	0,27%	2,85%	0,48%
CC du Pays de Saillans	21%	0,48%	23,86%	1,84%	13,82%	2,30%
CC du Crestois	73%	1,66%	15,68%	1,21%	4,02%	0,67%
CCCPS	<b>26%</b>	<b>0,60%</b>	<b>9,65%</b>	<b>0,74%</b>	<b>4,79%</b>	<b>0,80%</b>
Drôme	42%	0,96%	11,47%	0,88%	4,14%	0,69%

Source : Insee

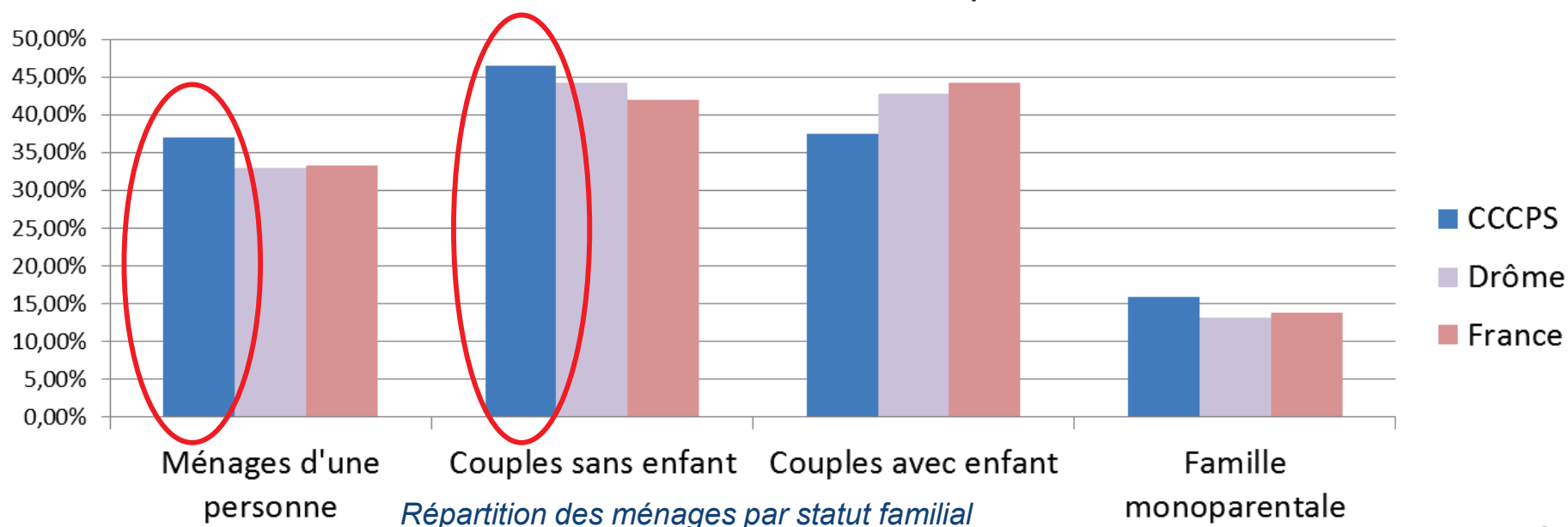
Un territoire marqué par un essor démographique notable au cours de la dernière décennie, notamment porté par l'arrivée croissante de jeunes, confirmant aussi l'orientation familiale de ce territoire



# LA COMMUNAUTE DE COMMUNES – DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES



- Le territoire est d'ores et déjà confronté à la problématique du vieillissement (à la fois vieillissement endogène et arrivée d'une part importante de retraités).
- En lien avec le vieillissement et le départ des jeunes, force est de constater l'importance des couples sans enfant et des ménages d'une personne



# LA CCCPS – EQUIPEMENTS AQUATIQUES

- 1 seul équipement aquatique à l'échelle de la CCCPS : la piscine municipale estivale de la Ville de Crest
- La CCCPS ne comporte donc aucun équipement aquatique fonctionnant à l'année
- L'évolution de la piscine estivale de Crest en piscine fonctionnant à l'année n'est pas envisageable : vieillesse de la structure, fonctionnalité inadaptée, site d'implantation exigu...

Commune	Nom de l'équipement	Année de mise en service	Année des derniers travaux	Ouvert ure	Longueur	Largeur	Surface
Crest	Piscine municipale plein-air	1957	travaux réalisés entre 2004, 2007 et 2013	oui	25,90 m	12,70 m	329 m <sup>2</sup>
					10,00 m	10,00 m	100 m <sup>2</sup>

## Bilan des équipements aquatiques du territoire

- En parallèle, le territoire comporte des sites de pratique de canoë-kayak et autres disciplines nautiques, renforçant d'autant plus le besoin d'apprentissage de la natation

→ La CCCPS, un territoire offrant aux habitants et usagers de nombreuses APPN (Activités Physiques de Pleine Nature) mais ne disposant pas de plans d'eau fonctionnant à l'année

# LA CCCPS – EQUIPEMENTS AQUATIQUES

- Une 1<sup>ère</sup> approche du niveau d'équipement en piscine d'un territoire est fondée sur l'utilisation de ratios : un ratio de 50 hab. /m<sup>2</sup> (ou 0,02 m<sup>2</sup> / hab) est réputé satisfaire la demande des différentes typologies d'usagers (scolaires / associations / grand public...)
- Cette approche met en exergue pour la CCCPS un **déficit en surfaces de plans d'eau fonctionnant à l'année de 283 m<sup>2</sup> en 2011 et de plus de 330 m<sup>2</sup> à horizon 2030** (à surfaces de plans d'eau égales).
- **Ce déficit est amené à s'accroître** au vu :
  - De la croissance démographique attendue à l'échelle de la CCCPS
  - De la diversification des pratiques aquatiques et de l'engouement croissant pour ces pratiques

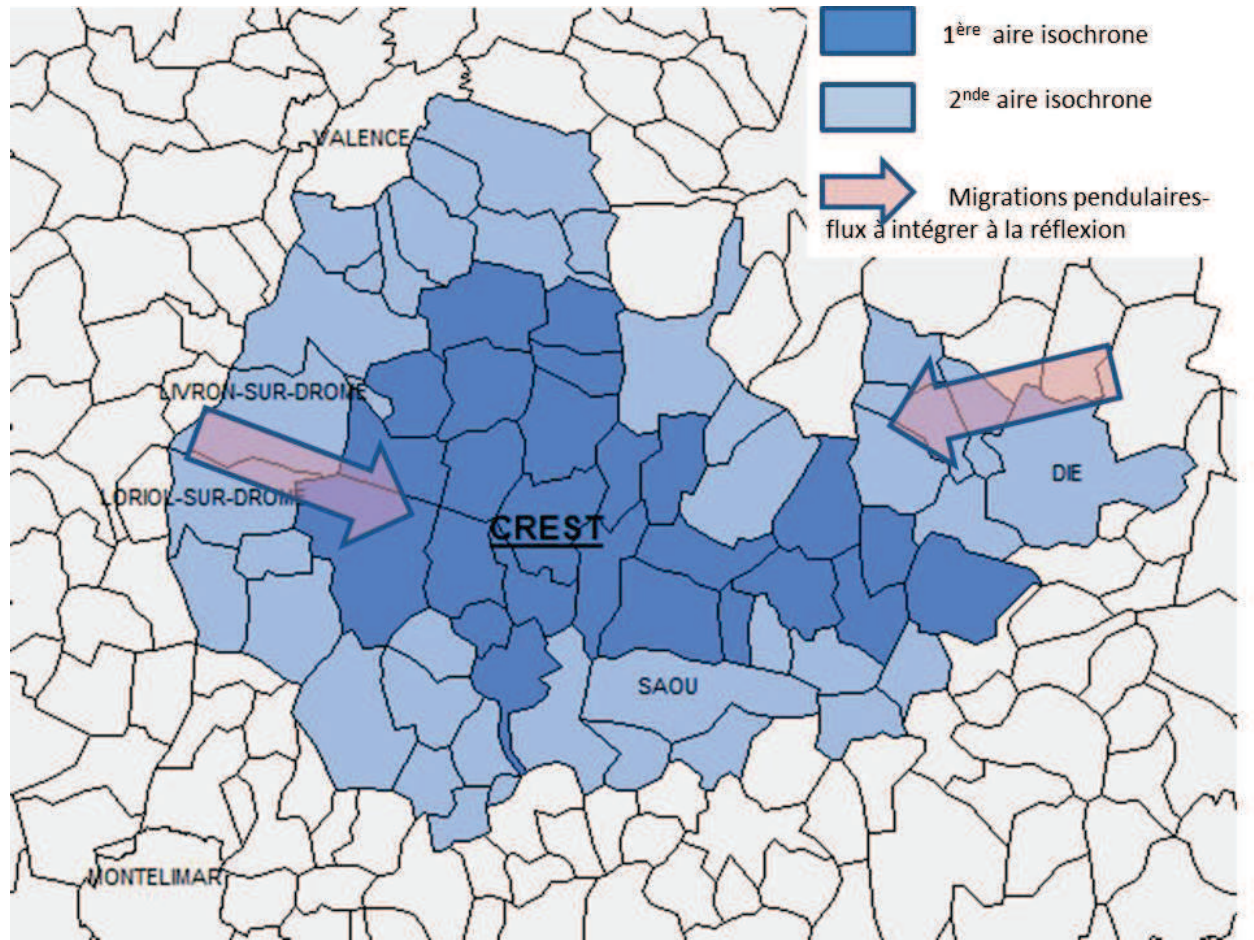
Situation 2011	population CCCPS ( <i>Insee 2011</i> )	14 414
	surfaces nécessaires par hab. (grille d'urbanisme)	0,020 m <sup>2</sup>
	surfaces couvertes et fonctionnant à l'année nécessaires	288,3 m <sup>2</sup>
	surfaces couvertes et fonctionnant à l'année à construire	<b>288,3 m<sup>2</sup></b>
Simulation 2030	population CCCPS ( <i>projection sur la base de la croissance 1999-2011</i> )	16 704
	surfaces nécessaires par hab. (grille d'urbanisme)	0,020 m <sup>2</sup>
	surfaces couvertes et fonctionnant à l'année nécessaires	334,1 m <sup>2</sup>
	surfaces couvertes et fonctionnant à l'année à construire	<b>334,1 m<sup>2</sup></b>

Bilan des surfaces de plan d'eau existantes et à créer à l'échelle de la CCCPS

- Au vu de sa population, et notamment au vu des perspectives de croissance démographique, la CCCPS est en soi un territoire pertinent de réflexion pour la construction d'un équipement aquatique
- Néanmoins, il s'avère opportun de répondre à des besoins à une échelle géographique élargie dans une perspective de développement économique, sportif et touristique et afin d'optimiser le fonctionnement futur de l'équipement

# ZONE DE CHALANDISE

- Au vu du niveau d'équipements en bassins aquatiques et des habitudes de déplacement sur le territoire, un équipement aquatique CCCPS à Crest aura vocation à rayonner sur un périmètre dépassant largement les frontières administratives de la CCCPS
- La zone de chalandise présumée du futur équipement est constituée de 2 isochrones, tels qu'illustrés sur la carte ci-contre. La zone de chalandise du futur équipement s'étend ainsi théoriquement jusqu'à 30 min. de déplacement en véhicule léger autour de l'équipement :
  - Isochrone 1 : de 10 à 20 min. de déplacement en véhicule léger
  - Isochrone 2 : de 20 à 30 min. de déplacement en véhicule léger
- A noter l'absence de corrélation entre périmètres administratifs (Communauté de Communes, SMDVD...) et zone de chalandise: les usagers s'affranchissent des limites institutionnelles pour leurs pratiques de loisirs



*Zone de chalandise prévisionnelle d'un équipement aquatique CCCPS à Crest*

- La zone de chalandise constitue une échelle de réflexion pertinente pour penser et dimensionner le futur équipement
- Eu égard aux temps de déplacements et aux flux observés sur le territoire, cette zone de chalandise s'étend sur la Vallée de la Drôme et le Diois
- C'est en se projetant à l'échelle de sa zone de chalandise qu'un équipement aquatique CCCPS optimisera son attractivité, son fonctionnement et la réponse aux besoins sportifs, scolaires, de loisirs, touristiques et économiques.

# ZONE DE CHALANDISE– EQUIPEMENTS AQUATIQUES

- 5 équipements aquatiques à l'échelle de la zone de chalandise
- Parmi eux, 1 seul équipement fonctionnant à l'année et rentrant en compte pour l'évaluation de la réponse aux besoins
- Absence de piscines structurantes

Commune	Nom de l'équipement	Année de mise en service	Année des derniers travaux	Ouverture	Longueur	Largeur	Surface
Bourdeaux	Piscine municipale plein-air	1963	travaux d'étanchéité au début des années 2000	oui	24,00 m	12,00 m	288 m²
Crest	Piscine municipale plein-air	1957	travaux réalisés entre 2004, 2007 et 2013	oui	25,90 m	12,70 m	329 m²
					10,00 m	10,00 m	100 m²
Die	Piscine du camping	1953	travaux réalisés en 2008	oui	25,00 m	12,50 m	313 m²
					12,00 m	9,00 m	108 m²
Livron-sur-Drôme	Piscine municipale plein-air	1970	aucun	oui	25,00 m	15,00 m	375 m²
Livron-sur-Drôme	Piscine municipale plein-air	1970	aucun	oui	15,00 m	15,00 m	225 m²
Loriol-sur-Drôme	Piscine Municipale	1977	travaux planifiés en décembre 2014 (1 mois)	non	25,00 m	10,00 m	250 m²

## Bilan des équipements aquatiques de la zone de chalandise

Surfaces de plans d'eau fonctionnant à l'année	250,0 m²
Population zone de chalandise	94 400
Surfaces de plans d'eau fonctionnant à l'année par hab.	0,0026 m²
Nombre d'habitants par m² de plan d'eau fonctionnant à l'année	378



# ZONE DE CHALANDISE– ANALYSE QUANTITATIVE DE L'OFFRE

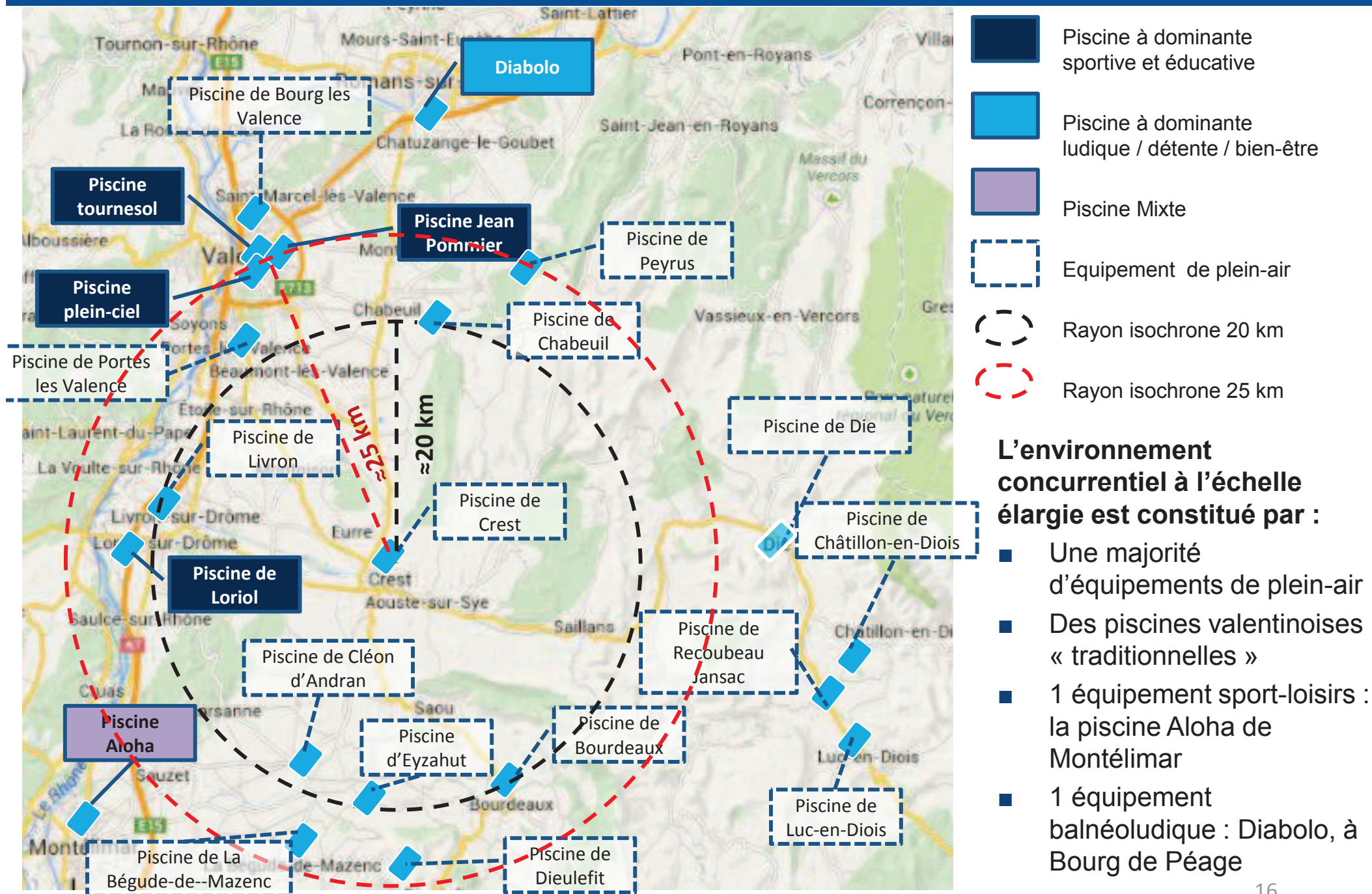
- Une 1<sup>ère</sup> approche du niveau d'équipement en piscine d'un territoire est fondée sur l'utilisation de ratios : un ratio de 50 hab. /m<sup>2</sup> (ou 0,02 m<sup>2</sup> / hab) est réputé satisfaire la demande des différentes typologies d'usagers (scolaires / associations / grand public...)
- Cette approche met en exergue pour la zone de chalandise un **déficit notable en surfaces de plans d'eau fonctionnant à l'année**.
- **Ce déficit est amené à s'accroître** au vu :
  - De la croissance démographique attendue à l'échelle de la Vallée de la Drôme-Diois
  - Du vieillissement des équipements de la zone de chalandise (5 équipements datant des années 50, 60 ou 70)
  - De la diversification des pratiques aquatiques et de l'engouement croissant pour ces pratiques

Situation 2011	population zone de chalandise considérée	94 400
	surfaces nécessaires par hab. (grille d'urbanisme)	0,020 m <sup>2</sup>
	surfaces de plans d'eau fonctionnant à l'année nécessaires	1 888,0 m <sup>2</sup>
	surfaces de plans d'eau fonctionnant à l'année à construire	<b>1 638,0 m<sup>2</sup></b>
Simulation 2030	population zone de chalandise considérée <i>(projection sur la base de la croissance 1999-2011)</i>	112 257
	surfaces nécessaires par hab. (grille d'urbanisme)	0,020 m <sup>2</sup>
	surfaces de plans d'eau fonctionnant à l'année nécessaires	2 245,1 m <sup>2</sup>
	surfaces de plans d'eau fonctionnant à l'année à construire	<b>1 995,1 m<sup>2</sup></b>

Bilan des surfaces de plan d'eau existantes et à créer à l'échelle de la zone de chalandise

→ L'approche quantitative par ratios met en exergue le déficit notable en surfaces de plans d'eau à l'échelle de la zone de chalandise.

# Panorama des équipements aquatiques des environs de la CCCPS



→ Au vu du faible niveau d'équipement de la Vallée de la Drôme-Diois, l'équipement aquatique en projet à Crest se révélera attractif au-delà des limites administratives de la CCCPS

### 3. LA DEMANDE DES USAGERS



# LA DEMANDE DU GRAND PUBLIC – TENDANCES GENERALES

- A partir des années 90, stabilité du sport fédéral et développement des pratiques sportives orientées vers le sport-loisirs, la remise en forme, la recherche de bien-être ou de bénéfices santé
- Une évolution fortement encouragée par les politiques de santé publique menées en faveur de la pratique régulière d'une activité physique
  - Un fort développement des pratiques de la nage en ligne
  - Un fort engouement pour les pratiques « santé – forme », manifestation d'une tendance lourde du culte du corps et de la santé (objectif de santé physique et psychologique), qui s'élargit bien au-delà de la population des seniors
- Vieillesse de la population / allongement de la durée de vie
  - Forte demande de la part des seniors « actifs » et évolutions des demandes (aquagym « senior »)
  - Allongement du cycle de vie du sportif
- Une diversification de l'offre qui tend à augmenter le spectre de la population concernée
  - Tendance à reproduire en bassins tous les sports « terrestres » : aquabike / aquajump / aqua cardio / aqua fitness
- La natation -et les pratiques aquatiques au sens large- est le 3<sup>ème</sup> sport le plus pratiqué par les français avec
  - Plus de 30 % de pratiquants réguliers ou occasionnels.
  - 23 millions de personnes fréquentent une piscine publique,
  - 14,5 millions de personnes nagent régulièrement ou occasionnellement,
  - 4 millions de français nagent au moins une fois par semaine,
- Touchant le plus large public, les équipements aquatiques sont parmi les équipements sportifs les plus emblématiques des collectivités

→ En réponse à cette diversification et à cette massification des pratiques, des piscines qui évoluent en complexes aquatiques, où les loisirs, la détente et la santé complètent les fonctions sportives et éducatives traditionnelles

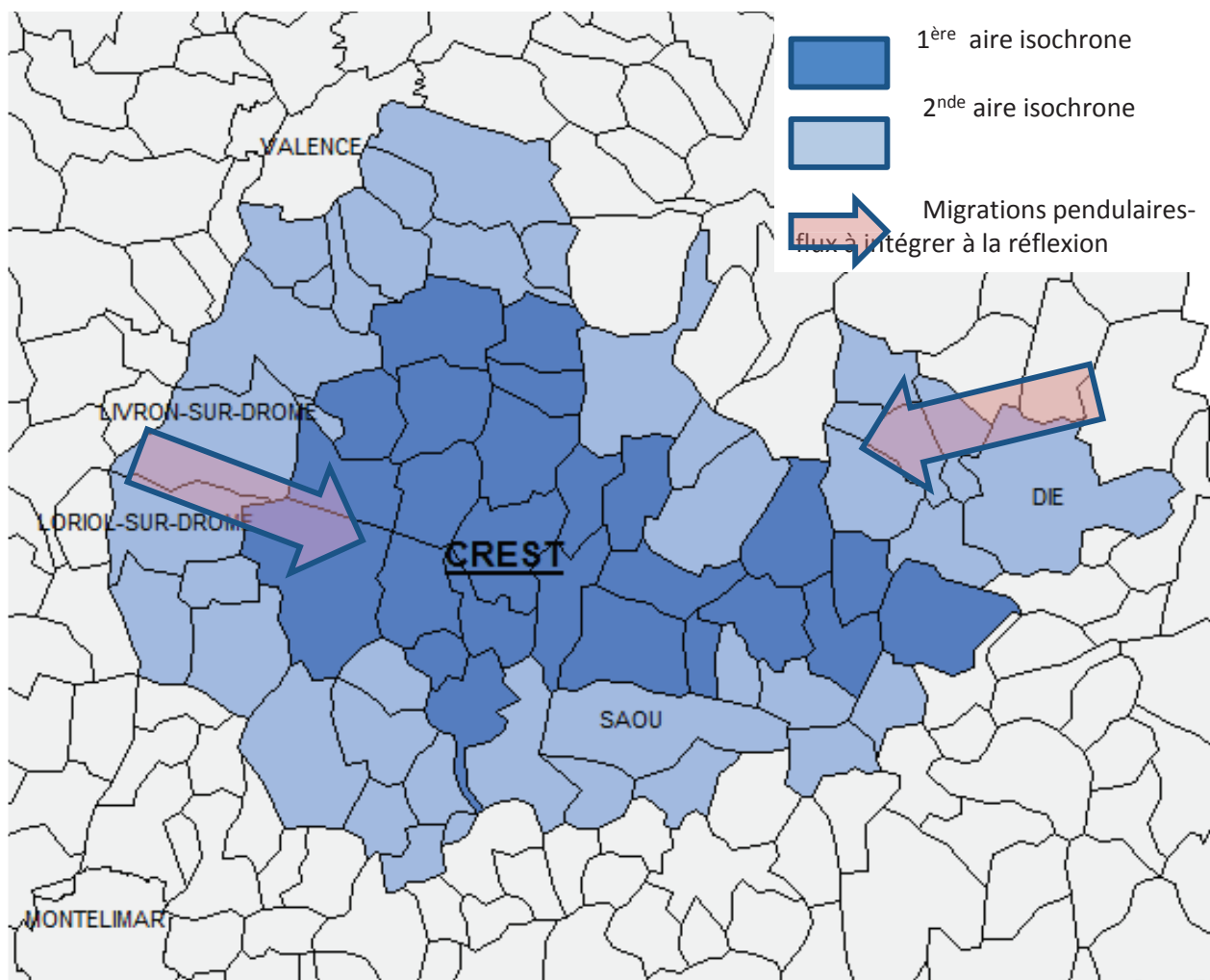
# QUEL POTENTIEL DE FREQUENTATION GRAND PUBLIC D'UN FUTUR EQUIPEMENT?

- Le potentiel de fréquentation grand public de l'équipement est établi en fonction de sa zone de chalandise présumée
- L'estimation de la zone de chalandise tient compte : des caractéristiques géographiques et urbaines du territoire, des habitudes de déplacement, du niveau d'équipement en piscines...
- Dans le cas présent, la zone de chalandise estimée tient compte :
  - D'un territoire en grande partie rural
  - De la prédominance des déplacements en voiture
  - De l'attractivité des agglomérations de Valence et de Montélimar
  - Mais aussi de l'attractivité de la Ville de Crest en tant que pôle d'emplois
  - De temps de déplacement importants, notamment depuis des communes de la Vallée de la Gervanne ou de la Vallée du Roubion
  - De l'absence d'équipements aquatiques structurants à proximité immédiate
- Au sein de cette zone de chalandise, les niveaux d'attractivité des différents isochrones sont évalués comme suit :
  - Isochrone 1 : captif à 70 % (absence d'équipements « concurrents » mais temps de déplacement rapidement conséquents)
  - Isochrone 2 : captif à 25% (polarisation de Valence / Montélimar, présence d'équipements concurrents, mais des équipements ne répondant pas à la diversité des besoins)

# QUEL POTENTIEL DE FREQUENTATION D'UN FUTUR EQUIPEMENT?

Sur la base des hypothèses précitées, le potentiel de fréquentation est estimé comme suit :

- **Isochrone 1** : 25 communes / 30166 habitants (Insee 2011)
- **Isochrone 2** : 40 communes / 64229 habitants (Insee 2011)
- Sur cette base, et en prenant appui sur des hypothèses prudentes, le potentiel de fréquentation grand public -théorique- de l'équipement est évalué à **73000 passages pour la partie aquatique (entrées piscines + activités)**
- Au-delà des isochrones 1 & 2, des usages s'observeront mais ils seront épisodiques. Dans la perspective d'estimations prudentes, ils ne sont pas pris en compte dans l'évaluation du potentiel de fréquentation.



*La zone de chalandise du futur équipement, composée de deux aires isochrones*

- Le potentiel de fréquentation grand public -théorique- de l'équipement est évalué à 73 000 passages annuels
- La capacité du futur équipement à capter tout ou partie de son potentiel de fréquentation dépendra tant du programme de travaux envisagé que de la politique d'animation et de gestion mise en œuvre par le futur exploitant

# LA DEMANDE SCOLAIRE DU 1<sup>ER</sup> DEGRE

## Rappel : organisation théorique de la natation scolaire au 1<sup>er</sup> degré

### Rappel :

L'organisation de la natation scolaire trouve ses fondements dans la circulaire de l'Education Nationale du 7 Juillet 2011 (n° 2011-090). Apprendre à nager à tous les élèves est une **priorité nationale**, inscrite dans le socle commun de connaissances et de compétences.

Cycle 1 : Ecole Maternelle (Petite Section et Moyenne Section)	Cycle 2 : Cycle des apprentissages fondamentaux (Grande Section, CP et CE1)	Cycle 3 : Cycle des approfondissements (CE2, CM1, CM2)
Lorsque c'est possible,	<p><b>Cycle prioritaire pour l'apprentissage de la natation</b></p> <p>Une trentaine de séances à prévoir, réparties en deux ou trois cycles d'activité</p> <p><b>Connaissances et capacités à évaluer en fin de cycle 2 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• se déplacer sur une quinzaine de mètres,</li><li>• s'immerger, se déplacer sous l'eau, se laisser flotter</li></ul>	<p><b>Cycle d'approfondissement</b> pour conforter les apprentissages et favoriser la continuité pédagogique avec le collège</p> <p>Eventuellement, un cycle supplémentaire d'une dizaine de séances</p> <p><b>Connaissances et capacités à évaluer en fin de cycle 3 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• se déplacer sur une trentaine de mètres,</li><li>• plonger, s'immerger, se déplacer</li></ul>





# ZOOM SUR LES ECOLES DU 1<sup>ER</sup> DEGRE DE LA CC

- 10 écoles ou groupes scolaires publics (maternelle et élémentaire) concernés
- Dont 2 écoles en RPI, regroupement pédagogique intercommunal
- Dont 1 école en classe unique à Aurel
- **Restent à prendre en compte les établissements du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement privé**

## LEGENDE

- Ecole maternelle
- Ecole Primaire
- Groupe scolaire
- Ecole en RPI



- **De l'ordre de 25 classes concernées au sein de la CCCPS par des créneaux piscine** (en vue d'une conformité avec les objectifs de l'Education Nationale). **Prendre en compte également les écoles privées.**
- **Des problématiques propres à des territoires ruraux : classes uniques / classes multi-niveaux / RPI**
- **Au-delà de la CCCPS, de nombreuses communes de l'IEN rencontrent des problématiques similaires**

# LA DEMANDE SCOLAIRE DU 2<sup>ND</sup> DEGRE

## Rappel : organisation théorique de la natation scolaire

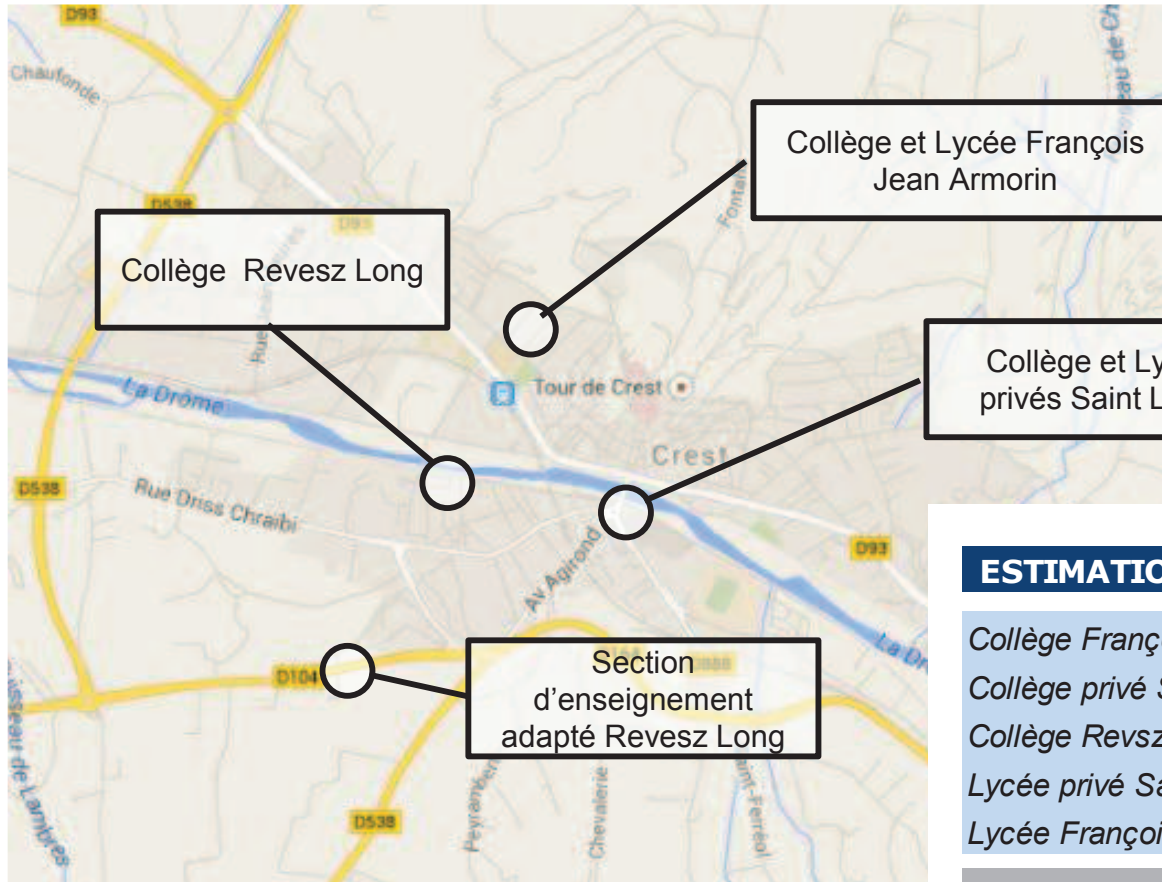
### Rappel :

L'organisation de la natation scolaire trouve ses fondements dans la circulaire de l'Education Nationale du 7 Juillet 2011 (n° 2011-090). Apprendre à nager à tous les élèves est une **priorité nationale**, inscrite dans le socle commun de connaissances et de compétences.

Cycle d'adaptation : 6 <sup>ème</sup>	Cycle central : 5 <sup>ème</sup> - 4 <sup>ème</sup>	Cycle d'orientation : 3 <sup>ème</sup>
<p>Dans la mesure du possible, <b>acquisition dès la 6<sup>ème</sup> du 1<sup>er</sup> degré du « savoir-nager »</b> (compétence à nager en sécurité dans un établissement de bains ou un espace surveillé).</p> <p>Une fois le « savoir-nager » acquis et vérifié, possibilité d'atteindre les niveaux 1 puis 2 des activités aquatiques et nautiques (notamment natation de vitesse et natation longue) à l'issue de cycles d'apprentissage.</p>	<p><b>Au plus tard, l'acquisition du « savoir-nager » doit intervenir et être vérifié avant la fin de la 3<sup>ème</sup>.</b></p> <p>Une fois le « savoir-nager » acquis et vérifié, possibilité d'atteindre les niveaux 1 puis 2 des activités aquatiques et nautiques (notamment natation de vitesse et natation longue) à l'issue de cycles d'apprentissage.</p>	

# ZOOM SUR LES EQUIPEMENTS AQUATIQUES DU 2<sup>ND</sup> DEGRE

- Les établissements du 2<sup>nd</sup> degré de la CCCPS se concentrent à Crest
- Le 2<sup>nd</sup> degré englobe 3 collèges (dont 1 privé), 2 lycées (dont 1 privé, filières professionnelle et technologique) et une section d'enseignement adapté



ESTIMATIONS BESOINS	6ème	5ème	2nde
Collège François Jean Armorin	4	5	
Collège privé Saint-Louis	4	4	
Collège Revsz Long	6	5	
Lycée privé Saint-Louis			10
Lycée François Jean Armorin			4
TOTAL	14	14	14
NOMBRE D'ELEVES			1 050

Estimation du nombre de classes du 2<sup>nd</sup> degré dans la CCCPS concernées par des créneaux piscine

→ Du fait de la concentration des effectifs du 2<sup>nd</sup> degré à Crest, l'équipement pourrait être fortement fréquenté par les collégiens et lycéens du territoire



# BILAN : FREQUENTATIONS SCOLAIRES

- Les besoins scolaires à l'échelle de la CCCPS sont évalués à environ 20 100 passages annuels. **Restent à prendre en compte les besoins des écoles privées du 1<sup>er</sup> degré**
- Au-delà, il est probable que l'équipement fasse l'objet de demandes de créneaux de la part :
  - D'établissements scolaires du 1<sup>er</sup> degré de communes de la Vallée de la Drôme-Diois actuellement non équipées en piscine couverte
  - D'établissements scolaires du 2<sup>nd</sup> degré des communes suivantes (ne disposant pas d'équipement aquatique fonctionnant à l'année) : Die, Dieulefit, Cléon d'Andran, Chabeuil

ESTIMATIONS BESOINS	1er degré	2nd degré	Total
<i>Nombre de classes concernées</i>	25	42	67
<i>Hypothèses retenues</i>	- 3 cycles de natation annuels - 2 classes accueillies en simultané - de l'ordre de 12 séances par cycle		
<i>Nombre de créneaux scolaires hebdomadaires</i>	4	7	11
<i>Fréquentations scolaires (en nombre de passages)</i>	7 500	12 600	20 100

- Echelle de réflexion de la politique touristique : la vallée de la Drôme / Diois
- Diagnostic de l'étude de 2007 (Etude SMDVD) :
  - Une clientèle touristique essentiellement familiale
  - Une offre essentiellement estivale, liée à un hébergement et des activités majoritairement de plein-air
  - Les atouts spécifiques de la Vallée de la Drôme : accessibilité et proximité
  - Des marges d'amélioration pour des activités, des animations et des sites adaptés aux enfants
  - Crest, reconnue comme point d'appel pour les visiteurs (notamment avec la Tour de Crest qui accueille 35 000 visiteurs par an) et qui, pour autant, pâtit d'une faible animation hors saison
- Sur la base du diagnostic et de préconisations, le schéma de développement et d'un plan d'actions a été construit selon la stratégie suivante :  
***« La Vallée de la Drôme, un territoire touristique proche et accessible à tous, une gamme de loisirs de découverte diversifiée pour les familles et les enfants »***

# LE PUBLIC TOURISTIQUE

## L'opportunité d'une grande cohérence entre le projet d'équipement aquatique et la politique touristique à l'échelle de la Vallée de la Drôme-Diois

- Un équipement complémentaire des activités de pleine-nature et qui, contrairement à ces dernières, s'affranchit de l'aléa climatique : la piscine comme produit touristique, commercialisable, fiable et disponible toute l'année
- Le pendant indispensable d'un territoire qui mise beaucoup sur le plein-air?
- Un équipement qui, sous réserve d'aménagements adaptés, s'inscrit en phase avec les publics cibles de la stratégie touristique :
  - Les familles, notamment les familles avec enfants
  - Les adeptes du sport-loisirs
- Un site d'implantation envisagé qui bénéficiera du plan d'actions touristiques : aménagement d'une voie verte le long de la Drôme, renforcement du train comme moyen de déplacement à travers le territoire
- visibilité et attractivité pour le futur centre aquatique
- Réciproquement, un équipement qui vient servir la politique touristique : un levier de développement touristique, un produit-phare fonctionnant à l'année et que les différents partenaires touristiques peuvent s'approprier
- un outil partagé, bénéficiant d'une situation de « monopole » permettant une communication commune

→ De réelles synergies à créer entre le positionnement touristique retenu pour le territoire et le projet de centre aquatique : public-cibles, aménagements, temps de pratique...

# BILAN DES FREQUENTATIONS PREVISIONNELLES

TYPOLOGIE D'USAGERS	POTENTIEL DE FREQUENTATION
<i>Grand public</i>	73 000
<i>Touristes</i>	3 500
<i>Scolaires</i>	20 100
<i>ALSH / médico-social</i>	1 900
<i>Clubs et associations</i>	à définir
<b>TOTAL</b>	<b>98 500</b>

- Les données de fréquentation ci-avant constituent pour l'heure une 1<sup>ère</sup> estimation sur la base d'une 1<sup>er</sup> état des lieux du territoire; elles devront être affinées dans la suite du projet
- D'autant que certaines typologies d'utilisateurs restent difficilement prévisibles, à l'exemple du public touristique
- D'où la nécessité de garder la plus grande prudence dans ces estimations de fréquentation.

→ Sous réserve d'une réponse aux besoins du territoire et d'un programme d'activités dynamique et varié, le futur équipement peut viser près de 100 000 passages annuels tous publics confondus.

## 4. ENJEUX ET FONDAMENTAUX

# ENJEUX IDENTIFIES

- Contribuer à **combler le déficit avéré en termes d'équipements aquatiques** à l'échelle de la Communauté de Communes
- Fournir aux habitants et usagers de la Communauté de Communes **de nouveaux services** - en cohérence avec le profil socio-économique et socio-démographique du territoire- **et tout au long de l'année**,
- Profitant de la bonne accessibilité du site d'implantation, constituer un **pôle d'animation du territoire**, un **équipement familial** et un point de rencontre que les habitants et usagers de la Communauté de Communes puissent s'approprier
- Donner lieu à un **outil d'apprentissage efficient et de proximité**, permettant l'accueil des scolaires tout au long de l'année et dans des conditions conformes aux exigences du savoir-nager
- Penser un équipement non seulement à l'échelle communautaire mais aussi à l'**échelle de la Vallée de la Drôme-Diois**, soit à une échelle :
  - Cohérente avec la zone de chalandise prévisionnelle de l'équipement et avec les migrations pendulaires observées
  - Cohérente avec la mise en œuvre du **schéma de développement touristique**. Le futur équipement permettra de conforter le positionnement touristique de la Vallée et en dynamisera l'attractivité
  - Cohérente dans une perspective d'efficience publique : la concurrence entre équipements publics est à proscrire
- Proposer **un projet économiquement maîtrisé** tant en investissement qu'en fonctionnement (rationalisation des espaces / accent mis sur la polyvalence et la modularité)

→ **Privilégier un équipement polyvalent qui fasse la synthèse entre les usagers scolaires, le grand public et le public touristique et qui contribue à une animation « quatre saisons » du territoire**

# LES FONDAMENTAUX D'UN PROJET D'EQUIPEMENT AQUATIQUE

- **Une surface de plan d'eau fonctionnant à l'année supérieure à 500 m<sup>2</sup>** afin de répondre aux besoins actuels, d'anticiper les évolutions démographiques du territoire et de favoriser l'attractivité de l'équipement au-delà des frontières actuelles de la CCCPS.
- **Des surfaces de plan d'eau répondant à la demande des publics-cibles de l'équipement : grand public, touristes et scolaires**
- **Un équipement qui privilégie les dimensions suivantes des pratiques aquatiques : sport-santé / sport-apprentissage / détente-loisirs**
- **La création d'espaces de rencontres et de convivialité au sein de l'équipement, confirmant le site comme un véritable lieu de vie pour les communes de la CCCPS: espace accompagnateurs / terrasses végétales / terrasses minérales,**
- **Des aménagements garantissant un maintien de l'attractivité en période estivale : aménagements aquatiques et terrestres extérieurs (restant à définir)**
- **Des aménagements qui constituent une vraie valeur-ajoutée par rapport à des équipements de proximité et qui apportent des réponses aux besoins spécifiques du territoire en cohérence avec la charte de territoire**

→ **Une « colonne vertébrale » du futur équipement à étoffer : objet des réunions de travail de préprogrammation avec la CCCPS**

## 5. SUITE A DONNER A L'ETUDE



# SUITE A DONNER A L'ETUDE

- Cette 1<sup>ère</sup> étape de l'étude permet de **conclure quant à l'opportunité de réalisation d'un nouvel équipement aquatique fonctionnant à l'année à l'échelle du territoire**
- Il convient à présent, pour aborder l'étape de faisabilité et de préprogrammation :
  - De valider les enjeux ainsi que la « colonne vertébrale » du futur équipement (les fondamentaux)
  - Dans le cadre de réunions de travail, d'échanger sur les aménagements annexes idoines, cohérents avec les enjeux identifiés
  - De parvenir, à l'issue des 2 réunions de travail, à échauffer un scénario de programmation co-construit et faisant consensus

## Apports de la 2<sup>nde</sup> réunion de travail le 22 décembre

?

?

### Apports de la 1<sup>ère</sup> réunion de travail le 24 novembre

?

?

#### Les fondamentaux de l'équipement

> =500 m<sup>2</sup>  
de  
plan d'eau

Espaces de  
convivialité

Orientation  
sport-santé  
/ apprentis-  
sage /  
détente-  
loisirs

**MERCI DE VOTRE ATTENTION**

## **CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE**

### **Etablissement des rôles d'assainissement**

VU l'article L. 5214-16-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que *“Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5211-56, les communautés de communes et leurs communes membres peuvent conclure des conventions par lesquelles l'une d'elles confie à l'autre la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions »* ;

VU la délibération 2014-0108 002 de la CCCPS approuvant les statuts et notamment la compétence « Traitement des eaux usées issues de l'assainissement collectif » ;

VU la volonté de mutualiser la collecte de la redevance assainissement auprès des usagers dans une logique d'un fonctionnement efficient ;

#### **Entre**

La communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme dont le siège social est situé Chemin des senteurs, ZA les Bories 26 400 AOUSTE SUR SYE, représentée par son Président Gilles MAGNON en vertu d'une délibération du 4 décembre 2014.

#### **Et**

La commune de

« Adresse » - « CP » « ville\_du\_siège » « Cedex »

Représenté(e) par son « Maire », mandaté par délibération en date du .././...

Il a été convenu ce qui suit :

#### **Article 1 – Objet de la convention**

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme confie à la commune de XXXXXXX l'établissement du rôle d'assainissement pour la partie « traitement des eaux usées ». Celle-ci prendra en charge la collecte de la redevance et en établissant directement un rôle multi-créanciers, la part intercommunale de la redevance collectée sera reversée directement par les services de la Trésorerie.

#### **Article 2 – Modalités pratiques d'organisation**

Chaque année, les services de la CCCPS transmettront auprès des communes les tarifs votés par le conseil communautaire afin que la commune les applique lors de l'établissement des factures aux usagers.

Une fois l'ensemble de la redevance collectée par les services de la commune, le Trésor Public répartira la recette entre les deux entités.

Pour l'année 2014 et de façon dérogatoire à la présente convention, la commune communiquera les volumes réellement facturés aux usagers et la CCCPS éditera un titre de recettes.

#### **Article 3 – Conditions d'exercice de la mission**

Cette mission de collecte de la redevance assainissement est exercée au nom et pour le compte de la CCCPS dans le cadre d'une mise à disposition de service.

**Article 4 – Conditions financières**

Les prestations sont facturées selon un tarif établis contractuellement proposant un coût unitaire du rôle selon le calcul suivant :

Temps d'élaboration d'une facture partagé entre la partie eau potable, réseau d'assainissement et traitement : 0.08h par rôle

Coût d'un rôle : temps d'élaboration \* salaire horaire chargé de la personne en charge de la préparation des rôles.

**Article 5 – Facturation**

La facturation est adressée à la collectivité, annuellement, sous forme d'un titre de recette accompagné d'un état détaillant la redevance assainissement collectée pour l'année n.

**Article 6– Durée et résiliation de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Fait en deux exemplaires, le  
Le président de la CCCPS

le maire de

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

DE M. ...

GRADE ...

Entre :

La commune de Vercheny représentée par son Maire, Franck MONGE

Et

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme représentée par son Président Gilles MAGNON, en vertu d'une délibération du 4 décembre 2014 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : Objet et durée de la mise à disposition**

La commune de Vercheny met M. REIDEL Cédric, Adjoint technique territorial de 2<sup>ème</sup> classe, à disposition de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, pour exercer les fonctions d'agent technique en charge de l'entretien de la station d'épuration, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2014 pour une durée de 3 ans renouvelable 1 fois tacitement.

### **ARTICLE 2 : Nature des fonctions et conditions d'emploi**

M. REIDEL Cédric est mis à disposition de la CCCPS pour exercer les fonctions d'agents d'entretien de la Station d'épuration de Vercheny : passage hebdomadaire pour l'entretien courant, entretien des espaces verts, suivi des rencontres SATESE, veille de fonctionnement sur l'équipement et toute autre tâche visant au bon fonctionnement de l'ouvrage.

Le travail de M. **REIDEL Cédric** est organisé par la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans pour les heures effectuées dans le cadre de l'entretien de la Station d'épuration de la commune de Vercheny. M. REIDEL sera mis à disposition autant que de besoin. Il est placé, dans le cadre de ses missions sous l'autorité fonctionnelle du Président.

Un décompte d'heures sera effectué une fois par an pour facturation.

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline), de M. REIDEL Cédric est gérée par la commune de VERCHENY.

### **ARTICLE 3 : Rémunération**

Versement : La commune de VERCHENY versera à M. REIDEL Cédric la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

Les indemnités liées au remboursement des frais sont versées par la CCCPS.

L'organisme d'accueil peut verser directement à cet agent un complément de rémunération qui serait justifié par ses fonctions, dans les limites prévues par les articles 87 et 88 de la loi n° 84-53 (éventuellement mentionner un plafond compte tenu des primes déjà octroyées au titre de l'emploi d'origine).

Remboursement : La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme remboursera à la commune de Vercheny le montant de la rémunération et des charges sociales de M **REIDEL Cédric**.

### **ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité**

Les agents mis à disposition bénéficient d'un entretien individuel au cours du 4ème trimestre de chaque année à l'issue duquel un rapport sur la réalisation des missions de l'intéressé est établi par la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme et transmis à la commune de Vercheny qui établit la notation.

Ce rapport est accompagné d'une proposition de notation lorsque le fonctionnaire est mis à disposition auprès d'une collectivité territoriale.

En cas de faute disciplinaire la collectivité d'origine est saisie par la collectivité d'accueil.

### **ARTICLE 5 : Formations**

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier le (ou les agents) mis à disposition.

La collectivité (ou l'établissement) d'origine prend les décisions relatives au bénéfice du droit individuel à la formation (DIF), après avis de la collectivité d'accueil.

Éventuellement, si option choisie :

### **ARTICLE 6 : Remplacement en cas d'absence**

La CCCPS procédera au remplacement de M. REIDEL pour les travaux d'entretien de la STEP. A cette fin, un planning annuel des absences sera proposé au début de chaque année afin d'anticiper son remplacement.

### **ARTICLE 7 : Fin de la mise à disposition**

La mise à disposition de M. REIDEL Cédric peut prendre fin :

- avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de l'intéressé(e) ou de la collectivité ou de l'établissement d'origine ou d'accueil ;

Si à la fin de sa mise à disposition M. REIDEL, ne peut être affecté dans les fonctions qu'il ou elle exerçait avant sa mise à disposition, il ou elle sera affecté(e) dans une affectation dans l'un des emplois que son grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles fixées au deuxième alinéa de l'article 54 de la loi du 26 janvier 1984

#### **ARTICLE 8 : Contentieux**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble.

#### **ARTICLE 9 : Accord de Monsieur REIDEL**

La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

#### **ARTICLE 10 : Election de domicile**

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

Pour la commune de Vercheny à Vercheny

Pour la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans à Aouste sur Sye

La présente convention sera :

Ampliation adressée au :

- Comptable de la collectivité.

Fait à ..., le ...

Le Maire  
Commune de Vercheny

Le Président  
CCCCPS

**CONVENTION ORGANISANT  
LES MODALITÉS DE GESTION DE LOCAUX COMMUNS**

Entre

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme située Chemin des Senteurs, Z. A. Les Bories 26400 AOUSTE SUR SYE représentée par son Président Gilles MAGNON autorisée par une délibération du

Et

La Commune de PIÉGROS LA CLASTRE

VU l'état descriptif de division et le règlement de copropriété du 17 octobre 2013 passé entre la commune de PIÉGROS LA CLASTRE et la Communauté de Communes du Crestois,  
VU l'arrêté Préfectoral N° 2013 122 – 001 portant constitution de la CCCPS par la fusion de la CCC et de la CCPS et extension du périmètre à la commune de CREST,  
CONSIDÉRANT la fin de travaux communs au 31 juillet 2014 et la nécessité de prévoir les modalités de fonctionnement des parties communes,

**PREAMBULE**

Cette convention a pour objet de prévoir les modalités de fonctionnement relatif à la gestion des espaces situés au sein de l'immeuble Chantebise.

**Article 1 : Rappel de la répartition de la propriété du bien**

La propriété de l'immeuble « Chantebise » est décomposée comme suit :

- Lot 1 (Micro-crèche) : ce lot appartient à la CCCPS et représente 373 / 1 000 des parties communes générales,
- Lot 2 et Lot 3 (Logements) : ces lots appartiennent à la commune de PIÉGROS LA CLASTRE et représentent 607 / 1 000 des parties communes générales,
- Lot 4 et Lot 5 (Caves associées au garage) : ces lots appartiennent à la commune de PIÉGROS LA CLASTRE et représentent 20 / 1 000 des parties communes générales.

**Article 2 : Champs d'application des parties communes**

Les parties communes sont celles affectées à l'usage ou à l'utilité de tous les copropriétaires, à charge pour eux d'en user et de participer aux charges afférentes conformément à la présente convention.

**1 ) Parties communes générales :**

Les parties communes générales, affectées à l'usage ou l'utilité de tous les copropriétaires comprennent :

- la totalité du sol, c'est-à-dire l'ensemble des terrains, y compris le sol des parties construites,
- les voies d'accès et de circulation dans l'immeuble avec leur éclairage,
- le bâtiment de la chaufferie,



- les fondations, le gros œuvre (murs de façades, pignons, murs de refends et gros porteurs, planchers à l'exclusion du revêtement des sols, couverture de l'immeuble, mitoyennetés et, d'une manière générale, tout ce qui forme l'ossature du bâtiment),
- les ornements extérieurs des façades des bâtiments, les appuis de fenêtres, à l'exclusion des fenêtres elles-mêmes, persiennes, volets, stores et jalousies qui sont parties privatives,
- les emplacements de compteurs et de branchement d'égout, les compteurs généraux d'eau, de gaz et d'électricité et généralement tous les appareils et éléments d'équipement au service de l'immeuble,
- toutes les canalisations, colonnes et conduites montantes ou descendantes, et de distribution, notamment d'eau, de gaz et d'électricité, de chauffage, les tuyaux de chute, d'écoulement des eaux pluviales et usées, sauf les parties des canalisations ou conduites affectées à l'usage exclusif et particulier de chaque copropriétaire, se trouvant à l'intérieur des parties privatives, à partir du droit de la soudure et jusqu'au branchement particulier sur le robinet d'arrêt (étant entendu que les robinets d'arrêts sont parties communes),
- les tuyaux du tout à l'égout, les tuyaux et les branchements d'égout, les tuyaux de chute des W. C. (non compris les pipes de raccordement des appareils de W. C. aux chutes) et les gaines d'aération ainsi que leurs coffres,
- tous les droits accessoires à ces parties communes générales comme par exemple le droit d'affouiller et le droit de mitoyenneté afférent aux parties communes.

Cette énumération est purement énonciative et non limitative.

Ces parties communes sont l'objet d'une propriété indivise entre tous les copropriétaires considérés comme partie accessoire et intégrante de la partie divise de chacun d'eux.

Les parties communes et les droits qui leur sont accessoires ne peuvent faire l'objet, séparément des parties privatives auxquelles elles sont afférentes, ni d'une cession, ni d'une action en partage, ni d'une licitation forcée.

## 2) Parties privatives

Chaque propriétaire de locaux bénéficiera d'une propriété exclusive et particulière sur le lot lui revenant, tel que mentionné dans l'état descriptif de division.

Cette propriété comprendra notamment :

- les revêtements superficiels des sols et des plafonds avec, éventuellement, les lambourdes, mais non les solivages qui sont choses communes,
- les cloisons intérieures,
- toute cloison qui sépare deux lots est mitoyenne,
- les menuiseries intérieures y compris les portes d'entrée,
- les fenêtres, les portes-fenêtres, les éclairages zénithaux, persiennes, volets, stores et jalousies, et d'une manière générale toutes les ouvertures des locaux privatifs,
- les revêtements superficiels hors étanchéité des balcons et terrasses et loggia,
- les installations sanitaires,
- l'installation électrique de chaque lot,
- les sonneries et installations téléphoniques,
- le poste intérieur de l'interphone ou tout dispositif intérieur d'ouverture à distance de la porte principale de l'immeuble, jusqu'à la boîte de dérivation,
- les branchements de télévision ou au réseau câblé, jusqu'à la boîte de dérivation,
- les conduites et installations de la ventilation mécanique contrôlée (V. M. C.) de l'immeuble, à l'exclusion des grilles de V. M. C. comprises à l'intérieur des lots,
- la fourniture de l'eau chaude sanitaire,
- les radiateurs et leurs robinets de réglage, dans le cadre de chauffage collectif,

et, en général, tout ce qui est inclus à l'intérieur des locaux, la présente énonciation n'étant qu'énonciative et non limitative, sauf les appareils et installations qui peuvent être en location, ou

appartenir aux occupants, chaque propriétaire devant faire son affaire personnelle des revendications pouvant être formulées à ce sujet par les autres occupants.

### **Article 3 : Usage des parties communes**

**Principe** – Chacun des copropriétaires pourra user librement des « parties communes » mais sans faire obstacle aux droits des autres propriétaires et sous réserve des limitations ci-après stipulées : Chacun des copropriétaires et ayant-droit des copropriétaires devra respecter la réglementation intérieure qui pourrait être édictée pour l’usage des parties communes et le fonctionnement des services collectifs et des éléments d’équipement commun.

**Encombrement** – Nul ne pourra, même temporairement, encombrer les parties communes, ni y déposer quoi que ce soit, ni les utiliser pour son usage personnel, en dehors de leur destination normale, sauf cas de nécessité.

Les cours, passages, escaliers, couloirs, entrées, doivent être laissés libres en tout temps, en dehors des parkings.

Les entrées et couloirs ne pourront en aucun cas servir de garages à bicyclettes, motocyclettes, voitures d’enfants ou autres, qui devront être garés sur les emplacements prévus à cet usage.

En cas d’encombrement d’une partie commune en contravention avec les présentes stipulations, le syndic est fondé à faire enlever l’objet de la contravention quarante-huit heures après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet, aux frais du contrevenant et à ses risques et périls. En cas de nécessité, la procédure ci-dessus sera simplement réduite à la signification faite par le syndic au contrevenant par lettre recommandée, qu’il a procédé à l’enlèvement de l’objet.

Il ne devra être introduit dans l’immeuble aucune matière dangereuse, insalubre ou malodorante.

**Harmonie de l’immeuble** – La conception et l’harmonie générale de l’immeuble devront être respectées sous le contrôle du syndic.

Toute installation d’enseigne, panneau ou affiche quelconque à caractère publicitaire ou non, à caractère professionnel ou commercial est interdite dans les parties communes et sur la façade des bâtiments.

Toutefois, les propriétaires et occupants du local situé au rez-de-chaussée pourront apposer un panneau à la condition expresse de se conformer aux lois, règlements et usages et de ne pas porter atteinte à l’harmonie de l’immeuble.

Les personnes exerçant une profession libérale pourront apposer, à l’entrée de l’immeuble, une plaque faisant connaître au public leur nom, profession et situation de l’appartement où elles exercent leur activité. Le modèle de cette plaque devra être approuvé par le Syndic qui déterminera l’emplacement où elles pourront être apposées.

**Antennes** – Une antenne collective est installée sur la toiture de l’immeuble ; en conséquence, l’installation d’antennes extérieures et individuelles sera prohibée.

Le raccordement de chaque appartement devra être réalisé aux frais de son propriétaire< ;

**Troubles de jouissance** – L’ensemble des services collectifs et éléments communs étant propriété collective, un copropriétaire ne pourra réclamer de dommages et intérêts en cas d’arrêt permanent imputable à un cas de force majeure ou de suspension momentanée pour des nécessités d’entretien ou des raisons accidentelles.

**Responsabilité** – Chaque copropriétaire sera personnellement responsable des dégradations causées aux parties communes et, d'une manière générale, de toutes conséquences dommageables susceptibles de résulter d'un usage abusif ou d'une utilisation non conforme à la destination des parties communes, que ce soit par son fait, par le fait des occupants ou de ses locataires ou par celui des personnes se rendant chez lui.

**Entretien-Carence** – En cas de carence de la part d'un copropriétaire dans l'entretien de ses parties privatives, tout au moins celles visibles de l'extérieur, ainsi que d'une façon générale pour toutes celles dont le défaut d'entretien peut avoir des incidences à l'égard des parties communes ou des autres parties privatives ou de l'aspect extérieur de l'immeuble, le syndic, après décision de l'assemblée générale, pourra remédier, aux frais du copropriétaire défaillant à cette carence, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai de un mois.

#### **Article 4 – Charges communes générales**

Les charges communes générales sont celles relatives « à la conservation, à l'entretien et à l'administration de l'immeuble ».

Parmi les frais de conservation et d'entretien, on compte :

- les dépenses d'entretien (éclairage, achat poubelles), de réparations,
- les dépenses de reconstruction des parties communes et de l'immeuble,
- les frais de fonctionnement de la chaufferie : bois de chauffage, électricité, eau, entretien de la chaudière (entretien hebdomadaire et annuel), contrôle de l'extincteur
- les frais de ravalement des façades.

Concernant les frais d'administration, on note :

- les impôts et taxes afférents à l'immeuble,
- les primes d'assurances.

Ces charges sont réparties entre tous les copropriétaires au prorata des quotes-parts de copropriété attachées à leur lot.

#### **Article 5 – Assurances**

##### 1 ) Assurance des communs

Dans le cadre d'un contrat d'assurance « multirisque immeuble », les communs seront assurés contre :

1. l'incendie, la foudre, les explosions, les dégâts causés par l'électricité ou le gaz, les dégâts des eaux,
2. le recours des voisins et des locataires,
3. la responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers.

##### 2 ) Assurances des copropriétaires

Chaque copropriétaire devra assurer, en ce qui le concerne, son mobilier et le recours des voisins contre l'incendie, l'explosion, les accidents causés par l'électricité ou le dégât des eaux.

En cas de sinistre, les indemnités seront, sous réserve des droits des créanciers inscrits, affectées par privilège à la réparation ou à la reconstruction.

Au cas où il serait décidé de ne pas reconstituer le bâtiment ou l'élément d'équipement sinistré, les indemnités d'assurance seront réparties entre les copropriétaires qui, en cas de reconstitution, en auraient supporté les charges et dans les proportions où elles leur auraient incombé.  
Le copropriétaire doit imposer à ses locataires ou occupants l'obligation d'être assuré contre les risques locatifs.

#### **Article 6 – Répartition et financement des charges communes**

La commune de Piégros La Clastre est identifiée, dans le cadre de cette convention, comme l'entité prenant en charge financièrement l'ensemble des charges communes identifiées dans les articles 4 et de la présente à savoir l'ensemble des charges communes et l'assurance des parties communes.

A ce titre, la Commune de Piégros la Clastre éditera chaque année en janvier de l'année n+1 un relevé global des dépenses issues de cette convention ainsi que la ventilation de ces dépenses en fonction des tantièmes tels qu'identifiés dans l'article 1 :

- la CCCPS pour 373 / 1 000 ;
- la Commune de Piégros La clastre pour 627 / 1 000

La Commune émettra un titre de recouvrement à l'attention de la Communauté de Communes.

#### **Article 7 - Durée de la convention et dénonciation**

La présente convention est conclue, à partir de la date de sa signature par les deux parties, pour une durée de 3 ans renouvelables 1 fois par tacite reconduction.

Elle pourra être modifiée, par voie d'avenant, accepté par les deux parties.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, suite à une délibération de son assemblée ou de son organe délibérant, pour un motif lié à la bonne organisation des services de la collectivité, notifiée au cocontractant, par voie de lettre recommandée avec accusé réception. Cette dénonciation ne pourra avoir lieu que dans le respect du préavis d'un exercice budgétaire.

#### **Article 8 - Juridiction compétente en cas de litige**

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et d'échec des négociations amiables, le Tribunal administratif de Grenoble est compétent.

Fait à ....., le



## **CONVENTION DE PARTENARIAT AVENANT N°1**

### **Entre**

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, représentée par son Président Gilles MAGNON en vertu d'une délibération du 15 mai 2014 ;

D'une part,

### **Et**

L'association « Les Tchoupinets », représentée par sa Présidente, Emilie GOUYON.

D'autre part,

## **PREAMBULE**

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme exerce la compétence « Action sociale » et à ce titre, a constitué des partenariats avec des associations et d'autres collectivités.

Dans une logique de structuration des partenariats et d'action coordonnée avec les financements de cette compétence, il est proposé de faire concorder les échéances des conventions les liant avec celles du Contrat Enfance Jeunesse de la collectivité.

### **Article 1 : Objet**

Le présent avenant a pour objet de proroger la convention qui définit les règles de coopération entre l'association « Les Tchoupinets », gestionnaire de la structure multi accueil petite enfance et la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme.

Les dispositions de cette convention restent en vigueur.

### **Article 2 : Durée**

Le présent avenant est prévu pour une durée d'un an et prolonge donc la convention de partenariat à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2015.

Fait à Aouste, le

En deux exemplaires



## **CONVENTION POUR L'ACCES AU MULTI ACCUEIL LES TCHOUPINETS AVENANT N°1**

### **Entre**

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, représentée par son Président Gilles MAGNON en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du 15 mai 2014 ;

D'une part,

### **Et**

La Communauté de Communes du Val de Drôme représentée par son Président Jean SERRET en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du

D'autre part,

## **PREAMBULE**

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme exerce la compétence « Action sociale » et à ce titre, a constitué des partenariats avec des associations et d'autres collectivités.

Dans une logique de structuration des partenariats et d'action coordonnée avec les financements de cette compétence, il est proposé de faire concorder les échéances des conventions les liant avec celles du Contrat Enfance Jeunesse de la collectivité.

### **Article 1 : Objet**

Le présent avenant a pour objet de prolonger la convention qui prévoit l'accès des enfants dont les familles habitent sur les communes de Montclar sur Gervanne et de Cobonne au Multi Accueil les Tchoupinets à Aouste moyennant une contrepartie financière de la Communauté de Communes du Val de Drôme, compétent en matière d'enfance jeunesse.

Les dispositions de cette convention restent en vigueur.

### **Article 2 : Durée**

Le présent avenant est prévu pour une durée d'un an et il vient prolonger la convention initiale.

Il modifie donc la convention de partenariat à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2015.

Fait à Aouste, le

En deux exemplaires



## **CONVENTION DE PARTENARIAT AVENANT N°1**

### **Entre**

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, représentée par son Président Gilles MAGNON en vertu d'une délibération du 15 mai 2014 ;

D'une part,

### **Et**

L'association « Les P'tits Bouts », représentée par sa Présidente,

D'autre part,

## **PREAMBULE**

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme exerce la compétence « Action sociale » et à ce titre, a constitué des partenariats avec des associations et d'autres collectivités.

Dans une logique de structuration des partenariats et d'action coordonnée avec les financements de cette compétence, il est proposé de faire concorder les échéances des conventions les liant avec celles du Contrat Enfance Jeunesse de la collectivité.

### Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet de proroger la convention qui définit les règles de coopération entre l'association « Les P'tits Bouts », gestionnaire de la structure multi accueil petite enfance et la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme.

Les dispositions de cette convention restent en vigueur.

### Article 2 : Durée

Le présent avenant a vocation à modifier la durée de la convention initiale afin qu'elle concorde avec le terme du contrat enfance jeunesse (ex CCPS) et modifie donc la convention de partenariat pour la prolonger jusqu'au 31/12/2016.

Fait à Aouste, le

En deux exemplaires



## **CONVENTION POUR L'ACCES AU MULTI ACCUEIL LES TCHOUPINETS AVENANT N°1**

### **Entre**

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, représentée par son Président Gilles MAGNON en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du 15 mai 2014 ;

D'une part,

### **Et**

La Communauté de Communes du Val de Drôme représentée par son Président Jean SERRET en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du

D'autre part,

## **PREAMBULE**

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme exerce la compétence « Action sociale » et à ce titre, a constitué des partenariats avec des associations et d'autres collectivités.

Dans une logique de structuration des partenariats et d'action coordonnée avec les financements de cette compétence, il est proposé de faire concorder les échéances des conventions les liant avec celles du Contrat Enfance Jeunesse de la collectivité.

### Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet de prolonger la convention qui prévoit les modalités de fonctionnement du relais d'Assistantes Maternelles des 3 Vallées et notamment, ainsi que la répartition des coûts de fonctionnement et d'investissement entre les collectivités partenaires à cette convention.

Les dispositions de cette convention restent en vigueur.

### Article 2 : Durée

Le présent avenant est prévu pour une durée d'un an et il vient prolonger la convention initiale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2015.

Fait à Aouste, le  
En deux exemplaires



## CONVENTION D'OBJECTIFS 2015

**Mise en œuvre d'une politique de développement touristique conjointe aux acteurs touristiques et aux communes du bassin de vie de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme**

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Cœur de Drôme  
Dont le siège est chemin des Senteurs à AOUSTE SUR SYE (26400)  
Ci-représentée par son président en exercice, Monsieur Gilles MAGNON, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire,

*D'une part*

ET

L'Office de Tourisme du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme  
Dont le siège est place Général de Gaulle – 26400 CREST  
Ci-représentée par son Président,

*D'autre part*

### Les parties ayant préalablement exposé ce qui suit :

**Préambule :** A la croisée de nombreuses autres activités, le tourisme est un secteur prépondérant dans l'économie locale. En générant chaque année des retombées économiques importantes, il permet la création et le maintien de l'emploi local et du tissu commercial. Les retombées économiques induites par le tourisme sont primordiales au développement de notre territoire.

Conformément au Code du tourisme, articles L133-1 à L133-3 et suite à la création de la CCCPS exerçant la compétence Tourisme depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la CCCPS reconnaît, aux côtés des communes et des acteurs touristiques de son bassin de vie, avoir institué un office de tourisme intercommunal chargé des missions :

- d'accueil,
- d'information,
- de mise en réseau des acteurs touristiques,
- de la commercialisation d'offres touristiques,
- de promotion touristique et d'animation de la région Crestoise et Saillansonne. Des communes situées en dehors du territoire de la CCCPS pourront être accueillies à travers une convention entre celles-ci et l'office de tourisme intercommunal,

La présente convention a pour but d'améliorer la lisibilité et la mise en réseau des structures touristiques de la CCCPS et de l'office de tourisme intercommunal. En effet, le territoire de part son riche passé, dispose d'un patrimoine bâti, culturel et naturel exceptionnel que nous devons valoriser et exploiter afin de le faire découvrir aux touristes et à la population locale.

Soucieuse de préserver la qualité des services rendus, la CCCPS et l'office de tourisme intercommunal travailleront en parfaite harmonie et collaboration.

Enfin, considérant la prise de compétence « tourisme » par la CCCPS au 1<sup>er</sup> janvier 2014, il a été acté, par avenant, que l'année 2014 soit une année transitoire permettant la fusion des deux offices de tourisme du bassin tout en assurant la poursuite des objectifs et le financement des établissements.

## **ARTICLE 1 – L’OBJET**

L’Office de Tourisme du Crestois et du Pays de Saillans a comme missions : l’accueil et l’information, la promotion et la communication, la mise en réseau des acteurs touristiques, la commercialisation et l’animation d’offres touristiques. Ces cinq grandes missions représentent le cœur de métier de l’office de tourisme.

## **ARTICLE 2 – LES MISSIONS DE L’OFFICE DE TOURISME DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS**

### **1) Accueil et information :**

L’office de tourisme intercommunal s’avère être, pour la population locale et les touristes, un lieu incontournable dans leurs diverses recherches :

- Accueillir et répondre aux attentes des visiteurs,
- Faciliter le séjour et l’accès du visiteur aux produits composant l’offre touristique locale,
- Répondre aux besoins et attentes de la population locale en matière d’informations liées aux loisirs et à l’activité culturelle locale,
- Proposer un accueil professionnel et des horaires d’ouvertures adaptés à la demande de la clientèle touristique et de la population du bassin,
- Disposer des éditions touristiques (cartes, guides, etc.) adaptées et modernes en fonction de son classement et en assurer la distribution.

### **2) Promotion et communication :**

Véritable vitrine des villes et villages que composent le bassin de vie de la CCCPS, l’office de tourisme intercommunal œuvre pour la promotion du territoire, les diverses manifestations s’y déroulant et pour le développement du tissu économique local grâce à l’ensemble de ses moyens de promotion (site internet, éditions de qualité, Système d’Information Touristique Rhône-Alpes SITRA, salons...) :

#### **a) Promotions**

- Promotion des acteurs du tourisme et des sites touristiques : hébergeurs, restaurateurs, transporteurs, sites, monuments dont la Tour de Crest, etc....
- Promotion des commerçants, artisans et entreprises diverses,
- Promotion des associations culturelles et sportives,
- Obtention des labels concernant les activités touristiques du territoire (activités de pleine nature, oenotourisme, patrimoine...),

#### **b) Outils de communication**

- Saisie et mise à jour des informations touristiques et pratiques dans la base de données régionale SITRA,

- Mise à jour et animation d'un site Internet de l'office de tourisme intercommunal, regroupé sur le site des réseaux des OTSI de la vallée de la Drôme,
- La contribution aux guides pratiques de la vallée de la Drôme pour les professionnels du bassin,
- Tendre vers l'élaboration d'un «AGENDA » du bassin : programme des animations du Crestois et du pays de Saillans disponible sur papier à la demande et disponible sur le site Internet,

### **3) Coordination des professionnels du tourisme :**

De part ses actions et son réseau, l'Office de Tourisme de Crest et du Pays de Saillans se doit d'assurer un rôle fédérateur des acteurs locaux touristiques ou non ; selon les axes clefs définis par la CCCPS :

- **Activités de Pleine Nature (APN)**  
Structurer l'offre locale d'itinérance et de sites équipés et améliorer l'accès aux APN.
- **Patrimoine, gastronomie, artisanat et métiers d'art**  
Faciliter la découverte des lieux et paysages remarquables du territoire et promouvoir les produits locaux et leurs artisans.
- **Territoire**  
Animation de commissions, sur les sujets appartenant aux axes clefs, animées par les administrateurs de l'office de tourisme et composées d'adhérents (professionnels, individuels, représentants de la CCCPS...).  
L'office de tourisme intercommunal participera aux actions mutualisées du Réseau associatif des offices de tourisme et syndicats d'initiative de la vallée de la Drôme.
- **Réflexion politique**  
Participation à la réflexion de la CCCPS pour un développement touristique cohérent et efficace.

### **4) Services aux professionnels**

Poursuite du travail de qualification des hébergements touristiques des villes du bassin (=qualification « Office de Tourisme ») en lien avec les directives départementales et nationales et réflexion visant à améliorer quantitativement et qualitativement les hébergements.

Appui et conseil aux professionnels souhaitant faire évoluer leur établissement touristique sur le territoire de l'office de tourisme intercommunal.

### **5) Commercialisation touristique et culturelle :**

L'office de tourisme intercommunal est autorisé à commercialiser certaines prestations touristiques isolées (visites guidées, visites de domaine agricole...) et des produits issus de sa zone d'intervention.

L'un des objectifs de l'année 2015 est la création, la promotion et l'animation de séjours touristiques en collaboration avec les autres acteurs touristiques importants de notre territoire. L'identification de nos cibles de clientèles permettra de mettre en place des thématiques pertinentes en adéquation avec les atouts de notre territoire et les attentes de la clientèle.

Néanmoins, à ce jour, l'office de tourisme de Crest et sa région comme l'office de tourisme de Saillans, ne disposant pas de licence de voyage, ne peut commercialiser de circuits touristiques

conformément à la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.

La commercialisation de ces séjours devra être réalisée par un partenaire extérieur disposant d'une immatriculation touristique.

L'office de tourisme intercommunal est habilité à :

- Relayer des ventes de billetterie incluant une offre en manifestations locales et régionales, et gérer des billetteries pour les organisateurs locaux,
- Créer, promouvoir et encadrer des « produits touristiques » sur le bassin de la CCCPS afin d'accroître l'attractivité du territoire,
- Assurer la réservation et l'encadrement des visites guidées de groupe de la Tour de Crest et de la cité médiévale,
- Promouvoir la salle du temple de Saillans et autres lieux culturels du bassin,
- Édition et vente de documents pour la randonnée (pédestre, vélo, cheval...),
- Développer le réseau des adhérents.

## **6) Animations et événements**

Au vu du budget de la structure, l'office de tourisme intercommunal devra veiller tout particulièrement à n'organiser d'animations à vocation touristique que dans le cas où celles-ci font apparaître un plan de financement équilibré ou bénéficiaire.

En liaison avec les bénévoles locaux, et en respectant les spécificités des territoires, l'office de tourisme intercommunal favorisera l'organisation d'animations touristiques, sportives et culturelles (brocantes, expositions, fête de l'ail, ...).

Chaque événement fera l'objet de lignes budgétaires spécifiques tant au niveau des recettes que des dépenses.

## **7) Perspectives d'évolutions**

Afin de pallier à la raréfaction des financements publics, impulser une dynamique économique et améliorer la qualité des services rendus aux habitants, touristes et acteurs économiques, la CCCPS et l'office de tourisme intercommunal souhaitent poursuivre la réflexion sur une évolution du mode de gestion (SPL, SEML...) de l'office de tourisme intercommunal et la commercialisation de produits touristiques....

# **ARTICLE 3 – ORGANISATION DES MOYENS**

## **1) Ressources humaines initiales**

- Un responsable d'accueil (35 h) CDI
- Cinq conseillers en séjour :
  - Crest
    - une conseillère guide conférencière (28 h - CDI)
    - 35 h - CAE
    - 2 emplois saisonniers : 35 h + 35 h mutualisée avec (25 h à Saillans + 10 h à Crest)
  - Saillans
    - 25 h,

## **2) Locaux d'accueil mis à disposition :**

Les Offices de Tourisme sont situés place Général de Gaulle à Crest et Montée de la Soubeyranne à Saillans.

## **3) Fixation des périodes, jours et horaires d'ouverture selon le classement**

Les jours et horaires d'ouverture devront répondre à la fois aux besoins locaux et aux périodes de fréquentation touristique. Ces horaires et les lieux d'ouvertures seront librement négociés entre les parties et feront l'objet d'une validation par la CCCPS. En 2015, les horaires d'ouvertures au public des deux offices de tourisme seront :

### **Pour Crest :**

- Hiver : Mardi-Vendredi 10 H – 12 H et 14 H – 17 H – Samedi 9 H – 12 H et 14 H – 17 H
- Été : du lundi au samedi 10 H – 13 H et 14 H 18 H

### **Pour Saillans :**

- 15 septembre au 15 juin (54 jours sur 7) mardi, jeudi, vendredi 9 H – 12 H et 14 H – 17 H et mercredi, samedi de 9 H à 12 H (une demi-journée par semaine est réservée pour les déplacements sur le terrain (qualification d'hébergements, visites de sites touristiques, rencontres avec les professionnels...).
- Du 16 juin au 30 juin et du 1<sup>er</sup> septembre au 15 septembre (5 jours sur 7) mardi, jeudi, vendredi, samedi : 9 H 30 – 12 H 30 et 15 H – 18 H et le dimanche de 10 H à 12 H.
- En juillet et août : ouvert 7 jours sur 7 : 9 H 30 – 12 H 30 et 15 H – 18 H dimanche 9 H 30 – 12 H 30.

## **ARTICLE 4 - FINANCEMENT**

La subvention accordée à l'office de tourisme intercommunal, pour la mise en œuvre du programme d'action, fera l'objet d'une demande annuelle prenant en compte les diverses missions réalisées par celui-ci. La proposition relative au montant de la subvention sera déterminée en fonction de l'analyse du compte rendu moral et financier de l'office de tourisme et après concertation. Cette subvention pourra faire l'objet de montants spécifiques dédiés à des activités particulières proposées par l'office de tourisme intercommunal ou par la CCCPS.

A cette subvention annuelle viendra s'ajouter le reversement d'une partie (à définir) de la taxe de séjour perçue par les hébergeurs auprès des touristes au titre de l'année précédente.

La part de la taxe de séjour non reversée sera utilisée par la CCCPS dans le cadre d'actions touristiques (vélodrôme, balisage des sentiers de randonnées...).

### **1) Recouvrement de la Taxe de Séjour**

La taxe de séjour de l'année 2014, applicable entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 septembre 2014 (puis dès le 1<sup>er</sup> janvier en 2015 et suivant) comme définie dans les articles R. 2333-43 à R. 2333-69 du code général des collectivités et conformément à la délibération du 15 mai 2014 de la CCCPS et son règlement d'application, sera reversée en partie à l'office de tourisme intercommunal. Elle est collectée par les services de la CCCPS et la Trésorerie.

## **2) Documents contractuels**

A la fin de l'exercice comptable, l'office de tourisme intercommunal fournira à la collectivité les documents suivants :

- un compte rendu moral et financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuée à l'objet de la convention d'objectif,
- le budget et les comptes (bilan, compte de résultats et annexes) certifiés de l'exercice écoulé,
- tous documents faisant connaître les résultats de ses activités,
- tableau de bord de la fréquentation de l'économie touristique local (statistiques).

En l'absence de ces documents, toute demande ultérieure de subvention ne pourra être octroyée à l'office de tourisme intercommunal.

Il est précisé qu'un compte rendu moral et financier intermédiaire détaillant le bilan des activités devra être remis à la CCCPS au mois d'octobre de chaque année.

La CCCPS exerce tout contrôle de l'utilisation des fonds publics par l'office de tourisme par l'intermédiaire de ses préposés.

La présente subvention sera versée en plusieurs mensualités.

### **Conditions d'utilisation de la subvention :**

Cette somme doit être consacrée uniquement à la réalisation des missions confiées à l'office de tourisme intercommunal dans le cadre de la présente convention.

L'office de tourisme intercommunal s'engage à ce que le logo de la CCCPS apparaisse sur toutes les campagnes d'information relatives à ces missions. L'office de tourisme intercommunal ne peut, en aucun cas, répartir au profit d'autre(s) association(s) la subvention qu'il aura perçue.

### **Clause résolutoire, suspensive et renouvellement :**

S'il est constaté que l'aide attribuée n'a pas été utilisée conformément aux dispositions de la présente convention, la CCCPS pourra refuser le paiement du solde de la subvention mais également sera en droit de demander le remboursement des acomptes versés.

La présente subvention est attribuée pour l'exercice 2015. L'octroi d'une subvention au titre du présent exercice ne confère aucun droit à l'association à prétendre à son renouvellement.

### **Dispositions diverses :**

Il est rappelé à l'office de tourisme intercommunal les obligations suivantes :

- Lorsque l'organisme de droit privé a reçu annuellement de l'ensemble des collectivités publiques une subvention supérieure à un montant fixé par décret, il devra déposer à la Préfecture du Département son budget, ses comptes, les conventions passées avec les collectivités et les comptes rendus financiers des subventions reçues.
- La nomination d'un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste des commissaires aux comptes professionnels) peut être obligatoire dans certains cas. Lorsque l'association décide, sans y être obligée par la Loi, de désigner une personne, non professionnelle, chargée d'exercer une vérification de ses comptes, il est conseillé de la désigner par le terme de contrôleur ou vérificateur.
- La CCCPS peut communiquer les budgets et les comptes de l'association à toute personne qui en fait la demande.

## **ARTICLE 6 – DUREE**

Cette convention est conclue pour **une durée d'un an à compter du 1er janvier 2015.**

Des avenants à la présente convention pourront être apportés pour des raisons majeures, sous réserve de validation par les deux parties.

## **ARTICLE 7 – MODIFICATIONS, RESILIATION ET LITIGES**

Toute modification reste possible par avenant, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, pour la bonne réalisation de leur accord.

La réalisation de la présente convention est possible par l'une ou l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception avec un préavis de 3 mois.

Pour tout litige qui pourrait naître entre les parties quant à l'interprétation qu'à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent préalablement à toute instance de trouver un accord amiable.

Dans le cas où aucune conciliation ne pourrait intervenir, les parties font d'ores et déjà attribution de juridiction aux Tribunaux compétents.

Fait à Aouste sur Sye,

En trois exemplaires originaux